

Le Forez et les Foréziens
dans la guerre et la Résistance
(1939-1945)

Cahiers de Village de Forez

Page de couverture : un numéro de déporté juif rapporté d'Auschwitz.

On distingue à gauche le triangle rouge sur le triangle jaune, formant une étoile. Ce numéro a été donné à Jean Chassagneux au cours de son STO à Auschwitz par un déporté juif (sans doute un numéro qu'il avait récupéré). Aujourd'hui cette immatriculation a été remise à madame Silberberg, pour être conservée au Mémorial de la Résistance et de la Déportation de Saint-Étienne.

Sommaire

Présentation	Claude Latta	5
--------------	--------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Pour une histoire de la Résistance dans la Loire

Introduction	Claude Latta	8
La Résistance à Montbrison	Lucien Gidon	10
La Résistance dans le Montbrisonnais	Claude Latta	21
La Résistance dans la Loire, sa place dans la région Lyonnaise	René Gentgen	25

DEUXIÈME PARTIE

À travers l'histoire de la Résistance forézienne.

Introduction	Claude Latta	42
--------------	--------------	----

I - Combats et bombardements

Il y a 50 ans, Lérigneux champ de bataille	Jean-Paul Jasserand	44
La bataille de Lérigneux (souvenirs)	Abbé Meynard	47
28 mai 1944 : les bombes tombent à Roche	Georges Démariaux	50
Qui fleurira la tombe du parachutiste Orabona ?	Jean-Paul Jasserand	51

II - Personnages et épisodes

Michel Chavalard, du réfractaire au STO au résistant FFI	Antoine Cuisinier	54
Delabre et Patouillard (de l'évasion à la Résistance)	Gérard Aventurier	60
La Résistance chrétienne à Montbrison et dans le Montbrisonnais	Claude Latta	68
André Plasse, membre des <i>Équipes chrétiennes de la Résistance</i>	Claude Latta	70
Germaine Chiappella, religieuse Saint-Charles	Myriam Gagnère	72
La ferme Chauvet à Précieux et les membres du réseau Roy	Claude Latta	73
Édouard Perroy (1901-1974)	Claude Latta	76
Lucien Gidon (1915-2001)	Claude Latta	78
Marguerite Gonon (1914-1996)	Claude Latta	80
Guy, comte de Neufbourg (1887-1986)	Claude Latta	82
Pour ne pas oublier	Claude Latta	84
Bonjour Général !	Marguerite Gonon	86

III – Compagnons de la Libération dans le Roannais

L'ordre de la Libération	Claude Latta	89
Roger Crivelli (1918-1943)	Claude Latta	91
Eugène Déchelette (1906-1973)	Claude Latta	94
Paul Rivière (1912-1988)	Claude Latta	96

TROISIÈME PARTIE

La libération des camps en 1945

Introduction : des témoignages pour l'histoire Claude Latta 100

I - La libération des camps de concentration

Ravensbrück, Mauthausen (témoignage) Violette Maurice 103
Kœnigsberg-sur-Oder Marie-Louise Bordet 105
Buchenwald Maurice Falissard 107

II - La Libération des camps de prisonniers de guerre et des STO

En avril 1945, on revient d'Allemagne André Mascle 110
Mon retour de captivité Jean Chambon 115
STO, retour en arrière Jean Chassagneux 117



Lendemain de libération à Montbrison,
Lucien Gidon, sous-préfet, au centre, en compagnie du commandant Marey, à gauche
devant le monument aux morts

Présentation

Le *Printemps de l'Histoire* 2009 est consacré cette année à la seconde guerre mondiale et à la Résistance dans le Forez. À cette occasion, nous vous proposons cet ensemble de contributions à l'histoire de la Résistance forézienne dont la plupart sont tirées du fonds de *Village de Forez* et des *Cahiers de Village de Forez*. Nous avons regroupé ces articles en trois parties :

I/ Pour une histoire de la Résistance en Forez et dans la Loire

II/ À travers l'histoire de la Résistance forézienne

III/ La libération des camps en 1945.

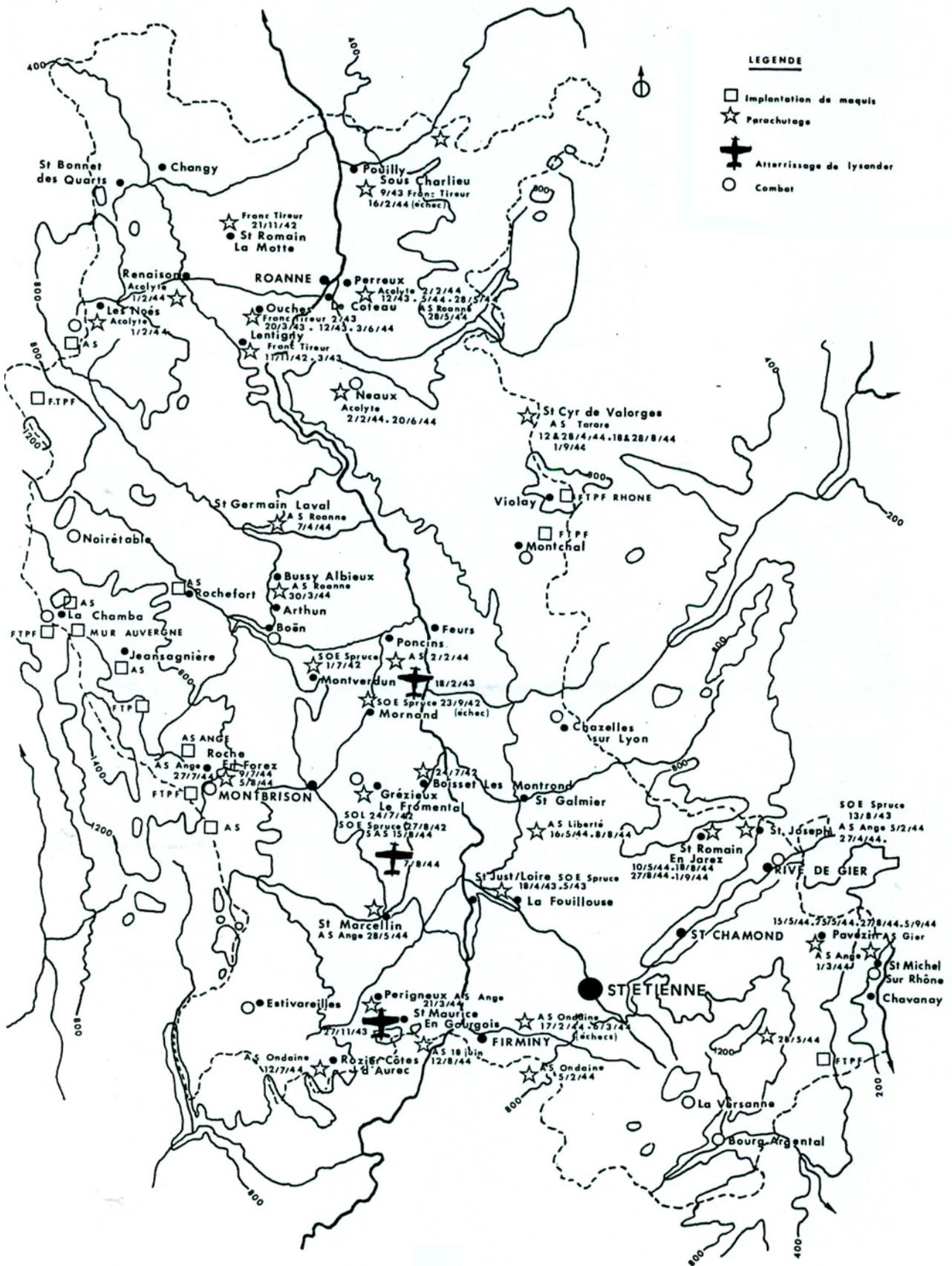
Chaque partie est précédée d'une introduction qui explique dans quelles conditions ces articles ont été rédigés et publiés et quel est le contexte historique des événements et des hommes dont ils parlent.

Plus qu'une histoire continue, ce recueil propose des matériaux et des pistes de recherche pour une histoire de la Résistance en Forez. Nous sommes fiers de pouvoir faire cette publication en puisant simplement dans nos anciens numéros, complétés par quelques textes inédits. Nous le faisons en hommage à ces hommes et ces femmes qui, sur notre sol ou dans l'Empire, se sont battus pour libérer le sol de la patrie et pour faire, après la victoire, une France plus juste et plus fraternelle.

Nous le faisons aussi pour transmettre le témoignage des acteurs de cette histoire. Ceux-ci l'avaient fait parfois oralement. L'émotion gagnait alors les auditeurs – ou les élèves qui préparaient le concours d'histoire de la Résistance et de la Déportation – lorsque Violette Maurice parlait du mouvement 93 qu'elle avait créé ou du camp de Ravensbrück où elle avait été déportée, lorsque Marguerite Gonon évoquait le général de Gaulle ou lorsque Joseph Sanguedolce racontait la distribution des tracts clandestins de la CGT et les sabotages effectués...

Cette émotion fait aussi partie de notre histoire. Nous essayons de le faire avec rigueur. Mais elle intègre aussi cette émotion et la mémoire des témoins et des survivants.

Claude Latta



La Résistance dans la Loire

Carte extraite de "La Résistance dans le département de la Loire", *Village de Forez*, 1993, présentation de Roger Faure. Cette carte a été établie d'après M. Peycelon, correspondant départemental du Comité d'histoire de la 2^e guerre mondiale et d'autres renseignements,

PREMIÈRE PARTIE

Pour une histoire de la Résistance
dans la Loire

Introduction

POUR UNE HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE DANS LA LOIRE ET LE FOREZ

L'histoire de la Résistance est toujours en chantier et le sera encore longtemps : elle est une histoire vivante qui a elle-même son histoire depuis le « tous résistants » de la vulgate gaulliste ou communiste jusqu'au « 40 millions de pétainistes » d'Henri Amouroux et à « La France de Vichy » de Robert Paxton. Chaque période a ainsi ses problématiques et ses questionnements...

D'autre part, des sources nouvelles apparaissent qui auparavant n'étaient pas accessibles ; des témoins nouveaux donnent leurs souvenirs avant qu'il ne soit trop tard ; de nouveaux historiens sont au travail. Cette histoire de la Résistance est restée brûlante de passions et de controverses, récit d'une période pendant laquelle les Français se sont affrontés alors que le devoir, pour les contemporains, n'apparaissait pas toujours clairement.

Plutôt que de donner une nouvelle synthèse, nous avons choisi de publier trois textes qui apportent chacun leur éclairage :

Un article de Lucien Gidon, sous-préfet de la Libération

Notre premier texte, *La Résistance à Montbrison, Souvenirs*, a été publié dans *Village de Forez* en 1981¹. Il fut un article pionnier, œuvre de Lucien Gidon.

Lucien Gidon, attaché de préfecture, membre du NAP (Noyautage des administrations publiques) puis membre du maquis de Roche, a été en 1944, à Montbrison, le sous-préfet de la Libération, désigné par les organisations de Résistance. Il a proclamé à Montbrison le rétablissement de la République et a exercé ses fonctions jusqu'en 1946. Nous lui avons demandé en 1981 de tenter une approche historique de la Résistance à Montbrison et dans le Montbrisonnais. Il a rédigé un premier texte qu'il a ensuite soumis à ses camarades de la Résistance qu'il avait invités à une soirée que nous avons passée ensemble au Centre social, situé alors rue des Clercs. La lecture du texte de Lucien Gidon fut entrecoupée de nombreuses remarques, anecdotes et précisions de ses auditeurs qui permirent à l'auteur de compléter son récit et d'affiner ses analyses. Ce fut une soirée passionnante. J'assistai, à travers ces témoignages, à l'histoire en train de se faire. Le texte qui en est issu a été publié dans *Village de Forez* et est devenu un texte de référence. Nous le publions à nouveau.

La conférence du colonel Gentgen

Nous publions ensuite *La Résistance dans le département de la Loire et sa place en région lyonnaise*. C'est une conférence faite par le colonel René Gentgen, correspondant de la commission d'histoire de la deuxième guerre mondiale, membre de l'Institut d'histoire des conflits contemporains, présenté à Roanne le 22 janvier 1988.

Le colonel René Gentgen, officier d'active, a été chef d'état-major adjoint des FFI (Forces françaises de l'intérieur) de la Loire en 1944. Puis il a combattu en Algérie et a démissionné de

¹ *Village de Forez*, n° 6, 1981.

l'armée en 1959. Il est devenu ensuite l'historien de la Résistance dans la Loire avec trois ouvrages très précis et complets :

- *Résistance Loire. Les formations militaires*, Montferrat, éditions Esperluette, 1993.
- *La Résistance civile dans la Loire*, Lyon, éditions lyonnaises d'art et d'histoire, 1996.
- *L'Armée secrète de la Loire*, Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1992.

Nous avons eu l'occasion, par hasard, de faire la connaissance de René Gentgen lors de séjours familiaux en Haute-Savoie ² où, ancien chasseur alpin et passionné d'alpinisme, il avait pris sa retraite. Nous allions le voir régulièrement et nous échangeons informations et réflexions. Comme il avait fait à Roanne une conférence sur la Résistance dans la Loire, nous lui avons demandé de nous en confier le texte pour publication. Il fut publié par *Village de Forez* en 1991 ³. Le voici à nouveau.

Dans l'*Histoire de Montbrison*

Dans notre *Histoire de Montbrison*, nous avons consacré, avec quelque témérité, un chapitre à la seconde guerre mondiale dans notre ville. Nous nous attendions à quelques remarques à propos d'une période bien difficile à évoquer avec objectivité. Le texte a finalement été bien accueilli. Nous l'avons ensuite utilisé pour une conférence faite à la demande de Gérard Aventurier, devant des étudiants de l'université de Saint-Étienne. C'est le 3^e texte que nous vous proposons.

Ainsi une histoire de la Résistance dans le Forez s'écrit-elle ici à plusieurs voix.

Claude Latta

² Il habitait à Annecy-le-Vieux dans le même immeuble que mes beaux-parents.

³ *Village de Forez*, n° 47, 1991.

LA RÉSISTANCE À MONTBRISON

Souvenirs

En cet été de l'année 1944 alors que, partout dans le monde, déferlaient les vagues puissantes de la seconde guerre mondiale, la petite route agreste qui après avoir quitté Montbrison par l'ouest puis suivi le cours du Vizézy jusqu'à La Guillanche, partait à l'escalade des monts du Forez, était devenue le théâtre d'une animation inaccoutumée.

En effet, alors que la pénurie d'essence qui sévissait avait rendu cette route pratiquement déserte, fréquentée seulement par les rares attelages des paysans riverains se livrant paisiblement à leurs besognes saisonnières, voici que, tout à coup, la parcouraient de rapides voitures noires (les fameuses "tractions" de l'époque) sur lesquelles flottaient les couleurs nationales et dont les vrombissements déchiraient le calme de la montagne.

C'est que, comme partout en France dans les régions de montagne, dans le Massif central comme dans les Alpes, les Pyrénées ou le Jura, des "maquis" s'étaient installés dans nos monts du Forez, plus précisément sur le versant oriental qui domine Montbrison.

Ces maquis s'étagaient sur divers sites tous desservis, pour l'essentiel, par cette route, que, malgré les années qui passent, nos bons Montbrisonnais s'obstinent à appeler "Route nouvelle" ⁴.

Il y avait tout d'abord implantée dans le village même de Roche une formation de l'AS (Armée secrète) puis, plus haut, près du village de Lérigneux, une unité de FTP (Francs-tireurs et partisans). Enfin, encore plus haut au col de Baracuchet, à la limite du département du Puy-de-Dôme, stationnaient les hommes du groupe Ange.

L'unité FTP et le groupe Ange étaient formés surtout de Stéphanois mais le maquis de l'AS, à Roche, comptait, par contre, beaucoup de Montbrisonnais.

Ce maquis de l'AS sur lequel on m'excusera de m'étendre davantage puisque aussi bien il me concerna plus particulièrement avait été préparé tout d'abord au hameau de Montvadan puis au bourg même de Roche par ceux qui, à Montbrison, furent les pionniers de la Résistance, parmi eux, Rolle, Georges Collet, Jean Thomas, ce dernier chef de secteur à l'Énergie Industrielle ⁵. À eux s'étaient joints d'autres Foréziens dont Breuil, cultivateur à Roche précisément et aussi Ferdinand Mirabel, de Chazelles-sur-Lyon, Pierre Barjon de Sury-le-Comtal... et j'en oublie très certainement.

Sur mon intervention, Pierre Sabatier, alors commissaire de police à Montbrison, était venu, avec son personnel, renforcer le maquis de Roche ne laissant à son commissariat que les agents les plus âgés devant assurer la liaison. Il faut dire qu'à cette époque les effectifs des services de police avaient été singulièrement "gonflés" au-delà évidemment des nécessités et cela, à seule fin de "camoufler" le plus possible de jeunes militaires de carrière démobilisés depuis l'armistice. C'était notamment le cas du populaire Cellard qui, pour la circonstance, avait revêtu son uniforme bleu de sergent-chef de chasseurs alpins qu'il ne consentit jamais - au grand jamais - à troquer contre le kaki de la tenue maquis. Toujours d'excellente humeur, d'allure gavroche et d'esprit primesautier, le sergent-chef Cellard, au dévouement inlassable, s'était rendu indispensable à plus d'un titre, se portant volontaire pour toutes les missions. Par ailleurs il assurait les délicates fonctions de

⁴ Toutefois le maquis du groupe Ange stationné au col de Baracuchet avait un autre accès par la route de Saint-Anthème. Un monument élevé au bord de cette route au lieu-dit "les Limites" perpétue le souvenir des morts de ce maquis.

⁵ L'Énergie industrielle fournissait alors le courant électrique à Montbrison et à sa région. Comme toutes les sociétés concessionnaires de production et de distribution d'énergie électrique elle fut nationalisée en 1946 et s'intégra dans Électricité de France.

"clairon". Il usait de son instrument avec une maestria sans pareille qui faisait du salut aux couleurs ou de la sonnerie aux morts un véritable régal musical.

Le maquis de Roche avait été placé sous les ordres d'un énergique officier de gendarmerie, Millon, lieutenant de la garde mobile (aujourd'hui gendarmerie mobile).

Ce maquis possédait un fer de lance, en l'occurrence un commando, qui avait été baptisé "Patrouille Ferréol" car il était dirigé par un autre officier de carrière, le lieutenant Collonge alias Ferréol.

Râblé, fort en gueule, collier de barbe en bataille, Collonge dit Ferréol était le type parfait du baroudeur. Avec beaucoup de panache il multiplia, avec sa fameuse patrouille, coups de main et embuscades mais son comportement quelque peu tumultueux ne fut pas toujours très apprécié par la population de Montbrison, ville calme s'il en fut, habituée à moins d'impétuosité.

Dans sa patrouille, Ferréol était assisté du sous-lieutenant Guy Cornut qui, de souche montbrisonnaise, n'était pas, lui, un militaire de carrière. Cependant, comme Ferréol, c'était un baroudeur, mais contrairement à son camarade, un baroudeur de type tranquille. Il y avait aussi à la patrouille Ferréol - et tout naturellement - l'inévitable sergent-chef Cellard.

Le maquis de Roche avait fière allure car les hommes étaient bien équipés. Lorsque Millon et ses gardes mobiles l'avaient rejoint, ils n'étaient pas partis sans biscuits de leur caserne de Saint-Étienne. De plus tout un stock de confortables blousons de cuir - qui ne leur était pourtant pas destiné - avait à la fabrique même, été "réquisitionné" à leur intention.

Au maquis de Roche on pouvait rencontrer un personnage fort pittoresque et d'ailleurs fort sympathique, Guillot, tel était son nom, mais on l'appelait "la Doublure". Ancien de la Légion étrangère il avait à la manière de ses anciens camarades cousu une bande blanche autour de son képi, car il avait hérité d'un képi de gendarme ce qui ne lui plaisait pas du tout. Du coup la mode était lancée, Elle fit fureur. Tous les gars du maquis de Roche arborèrent le képi blanc puis, à leur exemple, tous ceux des autres formations de l'AS à commencer par leur chef à tous, le commandant Hervé, de son vrai nom Jean Marey.

Chef au pouvoir charismatique le commandant Marey était très populaire auprès de ses hommes et, aussi bien, savait cultiver sa popularité. Il s'était façonné un personnage quelque peu mythique. Aussi le port du képi blanc n'était pas pour lui déplaire et il l'avait adopté d'emblée. Par ailleurs il ne se séparait jamais de sa carabine qui arborait en toute circonstance si bien qu'elle était arrivée à faire corps avec son personnage.

À ce propos je me souviens de l'avoir, un jour, rencontré fortuitement alors que les combats de la Libération avaient cessé et que nulle cérémonie, nulle manifestation ne pouvaient l'inciter à arborer son arme favorite. C'était par un beau jour de septembre et on venait - hélas ! - d'autoriser à nouveau la chasse ⁶. Marey était de petite taille mais il n'en perdait pas un seul pouce. Moi je le regardais de toute ma hauteur, l'œil rivé sur l'extrémité du canon de sa carabine et lui dis tout à trac : "Vous aussi

⁶ Pendant l'Occupation, l'exercice de la chasse avait été interdit et, sous peine de sanctions, les fusils de chasse - ou tout au moins leur mécanisme de percussion - devaient être déposés par leurs propriétaires dans les brigades de gendarmerie ou les commissariats de police. Tout ce matériel fut ensuite stocké au Banc d'épreuves d'armes à feu de Saint-Étienne d'où il disparut. Il semble toutefois que beaucoup de propriétaires de fusils de chasse ne se conformèrent pas à cette injonction. À la Libération, la chasse fut à nouveau autorisée, mais nos intrépides nemrods foréziens n'avaient pas attendu l'autorisation officielle pour se livrer à un véritable massacre du gibier dont la méfiance s'était quelque peu relâchée au cours d'une longue période de tranquillité.

Les Allemands certes ne respectaient guère la vie humaine. Du moins leur présence préserva-t-elle celle des hôtes de nos champs et de nos bois.

mon Commandant, vous allez à la chasse." Il me regarda tout d'abord d'un œil torve puis éclata de rire car il avait le sens de l'humour ⁷.

Un autre maquis intriguait fort les Montbrisonnais. C'était celui du groupe Ange implanté, comme je l'ai dit plus haut, au col de Baracuchet.

La formation dite "groupe Ange" appartenait à "l'Intelligence Corps ⁸" organisme créé pendant la guerre par le gouvernement britannique et qui n'était, en fait, qu'une branche spécialisée de la fameuse "Intelligence Service". D'ailleurs le groupe Ange était communément appelé "le maquis de l'IS".

Basset en était son correspondant à Montbrison et il était commandé par Antoine Boirayon, un Stéphanois qui, s'il s'était trouvé un conteur assez habile pour narrer ses exploits, serait devenu un personnage de légende. Il fut notamment le héros d'un drame survenu le 2 février 1944 dans un hôtel de Saint-Christo-en-Jarez, aux environs de Saint-Chamond, où avec Antoine Boirayon et son frère un groupe de résistants fut assiégé par les Allemands. Ce fut une belle séquence de western mais, malheureusement, il y eut des victimes. Antoine Boirayon, lui, réussit à s'échapper en sautant du toit de l'hôtel et on peut dire que, véritable Buffalo Bill, il fut de tous les coups durs qui se produisirent dans la région de Saint-Étienne pendant cette terrible période.

Au début donc, le groupe Ange était un simple commando mais, ses effectifs s'étant considérablement étoffés, il devint une formation suffisamment importante pour constituer le maquis qui devait venir s'installer dans nos monts du Forez.

Non sans quelques réticences au départ, Antoine Boirayon consentit finalement à collaborer sans réserve avec les autres maquis, ceux de l'AS et les FTP ses voisins. Sa participation à l'effort commun fut particulièrement précieuse car c'était un magnifique entraîneur d'hommes et, sous son commandement, ses gars étaient "gonflés à bloc". Par ailleurs sa formation, par sa filière anglaise, était pourvue d'un excellent armement.

Personnellement j'ai toujours eu de bonnes relations avec Antoine Boirayon à l'égard de qui d'ailleurs je ne pouvais m'empêcher d'éprouver une secrète admiration. Mais il faut bien avouer que, de caractère rugueux, les rapports avec lui étaient parfois difficiles. Au groupe Ange il était efficacement secondé - par Raimond, le sympathique Ado, fils d'un industriel stéphanois qui, lui, était d'un commerce plus aisé.

*

* *

À Montbrison même ou dans les environs immédiats, mis à part quelques coups de main de portée limitée, mis à part quelques alertes çà et là, nos maquis des monts du Forez n'eurent guère l'occasion de guerroyer.

⁷ Ancien instituteur Jean Marey avait abandonné l'enseignement pour l'armée. Il était capitaine au 5^e R.I. à Saint-Étienne lorsqu'il s'engagea dans la Résistance devenant commandant des formations de l'Armée secrète de La Loire puis chef départemental des FFI.

À la Libération, les unités FFI ayant été intégrées dans l'armée régulière, le commandant Jean Mary combattit en Alsace et en Allemagne jusqu'à l'Armistice. Devenu colonel, il exerça divers commandements et devint, notamment en Autriche occupée par les Alliés, le chef militaire du secteur français de Vienne.

Par la suite, il commanda l'école militaire de Cherchell puis, pendant la guerre d'Algérie, la subdivision militaire de Guelma. C'est au cours de cette guerre qu'il fut tué en 1959, sa jeep ayant sauté sur une mine. Toutefois, certains ont considéré comme suspectes les circonstances de sa mort.

Sa femme, qui était aussi sa cousine, lui fut dans la Résistance d'un précieux concours. Elle dirigeait le service social de l'AS lorsqu'elle fut mortellement blessée dans un accident de la route survenu aux environs de Montrond. Le père de M^{me} Marey, André Marey, a été directeur d'école puis maire de la petite commune de Merle dans le canton de Saint-Bonnet-le-Château d'où le colonel Marey était lui-même originaire.

⁸ L'Intelligence corps était représenté en France occupée par le SOE (Spécial Opération Exécutive plus connu sous le nom de réseau Buckmaster, du nom de son commandant en chef, le colonel Buckmaster. Le groupe Ange appartenait donc aux Services secrets britanniques et ne relevait d'aucune autorité française.

Une fois cependant, le 7 août 1944, ils durent faire face à une tentative plus sérieuse des forces de l'ordre de Vichy en vue de les anéantir ou tout au moins de les déloger. Cette offensive vichyste s'inscrivait dans le cadre d'un plan de répression anti-maquis élaboré sur l'ordre des préfets Boutemy et Faller⁹ et dont l'exécution avait déjà provoqué, le 19 mars 1944, dans les monts du Lyonnais, à Montchal, l'attaque du maquis du Magat. Cette opération "du maintien de l'ordre" comme on disait alors s'était traduite par un sévère engagement et il y eut des victimes de part et d'autre. Pour sa part le maquis du Magat compta cinq morts.

Dans l'attaque des monts du Forez, le 7 août, le bilan fut, pour la Résistance tout au moins, beaucoup moins lourd, pourtant les FTP perdirent un des leurs. Cependant les forces mises en œuvre par les gens de Vichy étaient loin d'être négligeables et comprenaient notamment un important détachement de miliciens mais leur offensive n'en échoua pas moins et elles durent se retirer après avoir essuyé de lourdes pertes.

Sous le commandement de Marey - aussitôt accouru avec sa carabine - les gens du maquis obligèrent en effet les vichystes à décrocher après un échange nourri de coups de feu. Ce fut l'occasion pour le lieutenant Ferréol d'inaugurer un magnifique bazooka dont son commando venait d'être doté et qui, entre autre, éventra gentiment un car de miliciens qui s'était approché d'un peu trop près. C'était la première fois qu'un tel engin apparaissait dans nos maquis. Il en fut d'ailleurs l'exemplaire unique. Prenant alors valeur de symbole, il devint l'objet d'une véritable vénération.

Pour en finir avec cet engagement, je ne puis encore m'empêcher de sourire en repensant à ces hommes d'une unité de gardes mobiles qui, intégrés aux forces de l'ordre de Vichy, avaient été placés en réserve sur la route de Bard. Certains d'entre nous les avaient - peut-être imprudemment - approchés d'assez près pour les observer commodément sans l'aide de jumelles et eux - très certainement - nous avaient également repérés mais ils feignaient ne pas nous avoir aperçus regardant avec la plus profonde perplexité l'extrémité de leurs brodequins. Visiblement la perspective d'avoir à en découdre avec ceux de leurs camarades qui, à la suite de Millon, avaient rejoint le maquis de l'AS, ne les inspirait guère. Subitement obéissant à je ne sais quel ordre mystérieux, ils reformèrent précipitamment les rangs et abandonnèrent aussitôt les lieux. Sans aucun doute le bruit terrifiant du bazooka du lieutenant Ferréol leur avait fait grand-peur... à moins qu'ils n'aient été mis en retraite par les éclatants coups de clairon du sergent-chef Cellard saluant sur le mode majeur la grande victoire des braves petits gars des maquis du Forez.

Mais pour ceux-ci l'heure de plus rudes combats allait bientôt sonner. En effet, le succès du débarquement allié sur les côtes de Provence alors que le mois d'août tirait sur sa fin avait entraîné le départ des troupes d'occupation stationnées dans le sud de la France. Il s'agissait pour les Forces françaises de l'intérieur de leur couper la retraite.

C'est ainsi que, sous le commandement de Marey, nos maquis du Forez furent engagés contre une forte colonne de soldats de la Wehrmacht et de miliciens venant du Puy et ils furent assez heureux pour les intercepter à Estivareilles. Au cours de cet engagement, des soldats russes de

⁹ Eugène Faller, d'origine alsacienne, avait été sous-préfet de Montbrison avant de devenir, en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Loire, le collaborateur immédiat du préfet Boutemy. Lorsque ce dernier fut, en mai 1944, nommé préfet de la région de Lyon, Eugène Faller assura les fonctions de préfet intérimaire de la Loire jusqu'à la Libération où il fut mis en disponibilité. Il réussit cependant à passer au travers des mailles de l'épuration et poursuivit sous la IV^e puis sous la V^e République une brillante carrière.

Préfet à titre définitif il appartient aux cabinets d'Antoine PINAY dans divers ministères notamment aux Finances. Il devint ensuite conseiller-maître puis président de section à la Cour des comptes. Il cumula alors les charges les plus importantes sur le plan financier : administrateur de plusieurs compagnies d'assurances président de commissions des marchés de plusieurs ministères ainsi que du Commissariat à l'énergie atomique, membre influent de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques... Il fut un représentant typique de ce que l'on appelle la "technostructure" d'où - dans le système politico-économique qui est le nôtre - émane la réalité du pouvoir.

l'armée Vlassov, qui accompagnaient les Allemands se rallièrent aux forces FFI et combattirent désormais à leurs côtés ¹⁰.

Par ailleurs nos maquis furent également dépêchés dans la vallée du Rhône en vue de harceler les troupes allemandes retraitant sur Lyon.

C'est ainsi que le groupe Ange combattit vaillamment à Saint-Michel-sur-Rhône où il subit des pertes sévères 9 morts.

De son côté la patrouille Ferréol toujours à la pointe du combat accrochait durement l'ennemi au sud de Lyon, au lieu-dit "Pont-rompu". Au cours de cet accrochage Montbrison eut à déplorer la mort d'un de ses enfants, le soldat Aumeunier, l'un des gardiens de la paix du commissariat de police qui, avec Pierre Sabatier, avait rejoint à Roche, le maquis de l'AS ¹¹.

Dans ces combats nos maquis ne combattaient pas les mains nues. Si, au début, leur armement était assez sommaire, il devait s'améliorer rapidement par la suite. À ce propos je veux évoquer quelques opérations de camouflage et de parachutage d'armes qui eurent lieu dans les environs immédiats de Montbrison.

Peu après l'armistice je fus chargé - tout à fait officieusement d'ailleurs - par le commandant Chapuis, commandant du district militaire de Montbrison ¹² du soin de repérer des emplacements susceptibles de camoufler du matériel militaire afin de le soustraire à la curiosité malsaine des commissions d'armistice et autres organismes de contrôle allemands ¹³.

Je trouvai aisément l'endroit propice sur la commune d'Arthun, à Beauvoir, dans les vastes domaines du comte de Neufbourg ¹⁴. Ce matériel ainsi camouflé a une histoire. En novembre 1942, au moment de l'entrée des troupes allemandes en zone sud jusqu'alors non occupée, je me mis immédiatement en rapport avec le général Suffren, alors commandant de la subdivision militaire de Saint-Étienne aux fins de savoir la destination qui devait être donnée aux armes camouflées à Beauvoir. Le général me répondit : "Il faut les détruire." Étant donné les circonstances c'était en

¹⁰ Le général soviétique André Vlassov, communiste bon teint et de vieille souche puisque dans sa jeunesse il avait combattu dans les rangs de l'Armée rouge lors de la révolution de 1917, avait été fait prisonnier sur le front russe en 1942.

Il accepta alors de former avec des prisonniers de guerre soviétiques une unité militaire dite "Armée Vlassov" qui combattit aux côtés de la Wehrmacht, notamment sur le front ouest.

Au moment de la débâcle des armées allemandes la plupart des soldats de l'armée Vlassov se rallièrent aux forces alliées.

La guerre terminée, ce fut un ancien commissaire de Montbrison Alexinsky qui, en raison de ses origines russes (son père avait été député à la Douma sous le régime tsariste), fut chargé du regroupement des différents éléments de l'armée Vlassov qui se trouvaient alors dispersés sur le territoire français en vue de leur rapatriement en Union soviétique... où ils ne furent pas précisément accueillis avec des fleurs. Le général Vlassov, quant à lui, fut pendu haut et court.

¹¹ Une stèle commémorative de cet engagement sur laquelle sont gravés les noms des victimes - dont celui d'Aumeunier - a été édifée au carrefour de la route de Rive-de-Gier à Lyon dite "des montagnes russes" et de celle qui, à Givors, va rejoindre la vallée du Rhône.

¹² Sous le régime de Vichy - au début tout au moins - avait été mis en place une structure militaire qui "doublait" l'administration civile. C'est ainsi qu'à Montbrison, à la sous-préfecture correspondait un district militaire.

¹³ Vraisemblablement le commandant Chapuis devait agir suivant les directives du général Frère, à l'époque gouverneur militaire de Lyon.

Le général Frère fut une des plus nobles figures de l'armée française durant cette période. Après avoir commandé la VII^e armée pendant la campagne de France en 1940, il créa, en 1942, l'ORA (Organisation de résistance de l'armée). En 1943, arrêté par les Allemands, il fut interné au camp du Struthof en Alsace où il devait mourir d'épuisement en juin 1944 alors que les forces alliées débarquaient en Normandie.

¹⁴ Le château de Beauvoir du comte de Neufbourg devait devenir par la suite, tant par les personnalités qui s'y rencontrèrent que par les décisions qui y furent prises, un des lieux privilégiés de la Résistance dans notre département.

effet la seule solution qui semblait convenir mais le comte de Neufbourg avait son idée là-dessus. Aussi, sitôt sorti de chez le général Suffren, je téléphonai au comte de Neufbourg, mais celui-ci ne put me répondre que par une lamentable quinte de toux. Sans doute était-il atteint d'un catarrhe particulièrement rebelle. Je me permis alors de donner au comte de Neufbourg le conseil suivant :

- Vous me paraissez très enrhumé. Pourtant je sais que vous ne fumez pas et bien fumez, cela calmera votre toux.

- Vous pensez que je peux fumer ?

- Oui, oui, fumez, allez-y !"

C'était évidemment le signal convenu. Tout le matériel fut alors précipité dans les étangs qui parsèment le domaine de Beauvoir troublant la tranquillité des carpes importées de Hongrie dont, précisément, le comte de Neufbourg venait de repeupler ses étangs. Le comte de Neufbourg estimait que ce matériel convenablement emballé dans des caissons métalliques pouvait résister à une immersion prolongée.

Il résista effectivement car deux ans après, peu avant la Libération, l'heure étant venue, je mis le commandant Marey dans la confiance. Il dépêcha ses hommes qui se livrèrent à une véritable pêche miraculeuse. Le matériel était en bon état et fit, paraît-il de l'excellente besogne.

*

* *

Quant aux opérations de parachutage il y en a eu deux autour de Montbrison qui furent effectuées au cours de l'année 1942 par le groupe montbrisonnais du "Coq enchaîné".

Ils eurent lieu sur les terres de deux fermiers de la plaine du Forez, les frères Marnat, le premier sur le territoire de la commune de Grézieux-le-Fromental et le second à Mornand, au lieu-dit "La Jarlette". Avec ce second parachutage devait malheureusement s'arrêter l'activité du "Coq enchaîné" à Montbrison.

À ce sujet je voudrais m'étendre un peu sur le "Coq Enchaîné ¹⁵".

À Montbrison le groupe avait été fondé par Louis Fouilleron, un Montbrisonnais d'origine qui, devenu professeur en Alsace, à Guebwiller pour être précis, s'était pendant la guerre replié dans sa ville natale.

Son centre d'action se situait à la ferme de La Chaux exploitée à Grézieux-le-Fromental par Pierre Marnat et son épouse - deux vaillants combattants de l'ombre.

Outre les personnes déjà citées, Louis Fouilleron et les époux Marnat, il comprenait également le frère de Pierre Marnat, Antoine, fermier à Mornand, les frères Chave, Claude l'aîné et Louis, Marcel Galland, Pierre Bory de Sury-le-Comtal, enfin l'institutrice de Grézieux-le-Fromental, Antonia Lafond. En tout neuf personnes.

Le parachutage de La Jarlette effectué dans la nuit du 23 septembre 1942 devait leur être fatal car, sur dénonciation d'un commerçant de Mornand, les participants furent arrêtés par la

¹⁵ Le "Coq enchaîné" avait été créé à Lyon en 1941 par le docteur Jean Fousseret, ancien conseiller municipal socialiste du V^e arrondissement, qui devait, par la suite, être déporté à Buchenwald.

Le "Coq enchaîné" groupait des hommes venant de divers horizons de la gauche non communiste. C'est ainsi que Louis Pradel, radical-socialiste à l'époque, et qui, en 1957, devait succéder à Édouard Herriot à la mairie de Lyon, en était, avec Fousseret, l'un des fondateurs.

Refusant de s'intégrer dans les organisations ou réseaux de la France libre, le "Coq enchaîné" a toujours désiré garder son autonomie. En fait, il était en étroite relation avec le réseau Buckmaster (Intelligence Service).

Le "Coq enchaîné" ne fut pas une organisation d'envergure nationale mais, essentiellement lyonnaise ; sa zone d'influence n'excéda pas les départements du Rhône et de la Loire. À Saint-Étienne, Pointut en était le principal animateur.

gendarmerie. Après avoir été traînés devant les tribunaux d'exception de l'État français au service de l'occupant, ils furent dispersés chacun suivant de douloureux itinéraires dont je rappelle ci-dessous les principales étapes ¹⁶.

- Louis Fouilleron : interné aux camps de Saint-Paul-d'Eyjeaux et de Saint-Sulpice-la-Pointe.

- Antoine Marnat, Pierre Bory, Louis Chave : internés au camp de Saint-Paul-d'Eyjeaux puis détenus à la centrale d'Eysse.

- Pierre Marnat, Claude Chave : internés au camp de Saint-Paul-d'Eyjeaux, détenus à la centrale d'Eysse puis déportés au camp allemand de Dachau.

- Marcel Galland : interné aux camps de Saint-Paul-d'Eyjeaux et de Saint-Sulpice-la-Pointe puis déporté au camp allemand de Buchenwald.

Fort heureusement, tous nous revinrent sains et sauf à la Libération y compris nos trois rescapés des camps allemands qui, eux, vécurent les heures les plus éprouvantes.

Si l'on considère qu'à l'époque du parachutage de La Jarlette, Antonia Lafond avait déjà été arrêtée, c'est bien le petit groupe du "Coq enchaîné" qui, à Montbrison, paya le plus lourd tribut à la cause de la Résistance.

*

* *

Un autre parachutage eut également lieu dans la plaine du Forez, sur le territoire de la commune de Boisset-lès-Montrond. Celui-ci fut effectué dans la nuit du 30 juillet 1942 par les soins du réseau SOL qui était animé par une équipe stéphanoise ¹⁷. Il ne s'agissait pas cette fois de récupérer des containers bourrés d'armes et de munitions mais de réceptionner du matériel radio et d'accueillir trois agents secrets.

Cependant ce parachutage tourna lui aussi fort mal. Un des agents parachutés - un ressortissant canadien - se recevant mal sur le terrain se brisa la colonne vertébrale. En la circonstance, alerté en pleine nuit, le curé de Boisset-lès-Montrond, l'abbé Louis Clouye ¹⁸ fut admirable. Il accepta de prendre le blessé en charge et celui-ci ayant expiré il le fit transporter et inhumer à Montbrison où, au cimetière, des mains pieuses ne cessèrent, jusqu'à la Libération, de déposer sur sa tombe les fleurs du souvenir.

¹⁶ Sous le régime de Vichy, avec l'accentuation de la répression, l'espace carcéral devenait insuffisant. Aussi les autorités furent-elles amenées à aménager des camps destinés à recevoir des internés administratifs et aussi des condamnés qui avaient purgé leur peine dans des établissements pénitentiaires mais dont le gouvernement, les estimant politiquement dangereux, s'opposait à la libération. La plupart de ces camps étaient installés dans le Massif central tels ceux de Nexon, Saint-Paul-d'Eyjeaux ou Saint-Sulpice-la-Pointe. Le régime de ces camps gardés par des GMR (Groupes mobiles de réserve) n'avait certes rien de comparable avec celui des camps de déportation allemands de sinistre mémoire. Cependant, l'internement dans ces camps devait être fatal à beaucoup de résistants qui, de là, furent transférés en Allemagne, les autorités de Vichy, par complicité ou par simple carence, n'ayant rien fait pour empêcher leur déportation.

¹⁷ Le réseau SOL appartenait au BCRA (Bureau central de renseignements et d'action) c'est-à-dire aux services secrets du gouvernement de la France libre dont les directeurs furent successivement Jacques Soustelle puis André Dewavrin, alias colonel Passy.

Il avait été créé à Saint-Étienne par Léon Nautin qui, en 1940, avait été le chef de cabinet du préfet Laban. Léon Nautin était président d'un club sportif stéphanois dénommé le "Coquelicot", aussi beaucoup de membres du réseau SOL venaient de cette association.

Début 1944 Léon Nautin se trouvant en mission dans le sud-ouest de la France fut arrêté à Bordeaux par les Allemands (Gestapo ou Abwehr) mais avant d'être interrogé il eut le temps d'avaler la pilule de cyanure que tout responsable d'une organisation de résistance se devait d'avoir sur soi... au cas où...

Son frère, Pierre Nautin, qui partageait son activité dans la Résistance fut, à la Libération, nommé secrétaire général de la préfecture de la Loire. Il avait épousé une Montbrisonnaise.

¹⁸ Avant d'être curé à Boisset-lès-Montrond, l'abbé Louis Clouye exerça son ministère à Montbrison où il fut vicaire de la paroisse Saint-Pierre et aumônier de la prison (supprimée depuis).

Ainsi à Montbrison, comme partout ailleurs en France, dans la clandestinité, des hommes de bonne volonté œuvraient sans relâche à la libération du territoire national.

Mais il n'y avait pas seulement ceux qui étaient aux maquis, ceux qui travaillaient en liaison avec les maquis, ceux qui réceptionnaient les parachutages, camouflaient des armes ou hébergeaient sous leur toit d'autres résistants en péril. Il y avait également les responsables des syndicats ouvriers qui dans les usines et sur les chantiers entretenaient la combativité des travailleurs non seulement par la défense de leurs revendications professionnelles ou pour l'amélioration des conditions de ravitaillement mais aussi - mais surtout - pour la lutte contre l'occupant et le régime de Vichy au service de l'occupant car tous ces militants syndicalistes étaient aussi des combattants de la Liberté.

Il y avait notamment pour ne citer que les principaux, Rolle et Wim pour la CFTC, Aimé Avinant, Antoine Lafond, le frère de l'institutrice de Grézieux-le-Fromental, Benoît Villard et Louis Clavelloux pour la CGT, Louis Clavelloux surtout qui, secrétaire de l'union locale clandestine de la CGT, fut un résistant magnifique et combien modeste.

Dépourvu d'éloquence il n'en était pas moins écouté de tous et s'imposait à tous tant par sa simplicité que par sa sincérité. Peut-être parce qu'il n'arrivait pas à s'exprimer aussi bien qu'il aurait souhaité, il piquait parfois de sombres colères. Un jour, au moment de la Libération, ayant été appelé à présider une réunion quelque peu houleuse je m'écriai : "La parole est à Clavelloux pour un bon coup de gueule dont il a le secret." Aussitôt désarmé il me répondit en riant : "Avec vous je n'arriverai pas à me mettre en colère."

Puisque j'évoque les combats menés par les travailleurs de Montbrison, je ne puis passer sous silence la journée du 22 juin 1944 où, face aux difficultés de ravitaillement sans cesse accrues, une foule nombreuse manifesta dans les rues de la ville à l'appel des syndicats ouvriers et se porta vers la sous-préfecture.

Le sous-préfet de l'époque Pierre Aubert ¹⁹, décontenancé par l'ampleur de cette démonstration populaire, se retrancha dans ses appartements refusant obstinément de prendre contact avec les manifestants. Comme les choses menaçaient de tourner à l'aigre, le commissaire de police Pierre Sabatier - qui comme je l'ai dit plus haut était un des nôtres - prit l'affaire en main. Persuadant le sous-préfet Aubert de changer d'attitude, il obtint de lui qu'il reçût une délégation conduite par Antoine Lafond. Il fut ainsi contraint d'écouter les doléances des syndicats et de promettre des déblocages de farine et autres denrées devant améliorer l'approvisionnement des Montbrisonnais. Je ne sais si ces promesses furent intégralement tenues mais les syndicats ouvriers - et avec eux la Résistance tout entière - avait ce jour-là administré la preuve de leur influence auprès de la population.

¹⁹ Pierre Aubert fut le dernier sous-préfet de Montbrison en poste sous le régime de Vichy. Il connaissait d'ailleurs fort bien Montbrison car, avant-guerre, son père y avait exercé les fonctions de procureur de la République. Il fut destitué à la Libération et poursuivi, non pour avoir exercé des fonctions d'autorité sous le régime de Vichy, mais soupçonné d'avoir appartenu au RNP (Rassemblement national populaire) de Marcel Déat, ou tout au moins, d'avoir eu, en zone occupée, des contacts étroits avec cette organisation ultra collaborationniste une information avait été ouverte à son encontre.

Alors que l'instruction suivait son cours auprès du tribunal militaire de la Loire présidé par le commandant Saccardi, quelle ne fut pas la stupéfaction des membres du tribunal - ainsi d'ailleurs que du comité de Libération de Montbrison - en apprenant que Pierre Aubert venait d'être nommé par un ministre socialiste du gouvernement provisoire de la République (en réalité bien sûr par les bureaux omnipotents du ministère de l'Intérieur)... préfet du département de l'Yonne.

Louis Fouilleron qui dirigeait à Montbrison l'antenne du tribunal militaire de la Loire fut immédiatement dépêché à Paris et put obtenir que la nomination de Pierre Aubert soit rapportée.

Cependant quelques mois après, les choses ayant évoluées, Pierre Aubert put être nommé - cette fois-ci sans problème -, secrétaire général de la préfecture de police de Paris, avec rang de préfet. Quant au tribunal militaire de la Loire il avait été supprimé depuis longtemps...

Cependant tout laissait prévoir que la Libération approchait à grands pas. Aussi fallait-il songer à mettre en place de nouvelles structures administratives pour le jour - tant désiré - où, avec le départ des Allemands, prendrait fin le régime de Vichy.

À défaut d'un comité de Libération que le fractionnement de la Résistance ne permettait pas de constituer pour l'ensemble de l'arrondissement, un comité cantonal de Libération se forma à Montbrison. Il fut présidé par Jules Bernard, le père tranquille de la Résistance. Parmi ses membres Bonche, directeur de la caisse locale du Crédit agricole et des syndicalistes Wilm pour la CFTC et, bien sûr Louis Clavelloux pour la CGT.

L'une des premières tâches de ce comité fut de former un nouveau conseil municipal à Montbrison, afin de remplacer celui qui avait été nommé par le gouvernement de Vichy et qui, de ce fait, se trouvait dissous de plein droit.

Depuis la mort, en 1943, du notaire Jean Gaurand qui fut député sous la III^e République, le maire de Montbrison était le très digne docteur Jean Vial mais, en fait, les fonctions de maire étaient exercées par son premier adjoint, André Simon ²⁰.

André Simon était un administrateur remarquable. Ses sentiments intimes étaient profondément anti-allemands - et il ne les cachait d'ailleurs pas. Cependant, désirant rester fidèle à certains principes politiques, il manifesta jusqu'au bout son loyalisme "à l'égard du Maréchal" comme on disait alors. Il fit néanmoins tout son possible pour ménager la transition au cours de cette période particulièrement critique.

Choisir le maire de Montbrison n'était pas chose aisée car il fallait tenir compte de différents facteurs en particulier du caractère socioprofessionnel de la population où, à l'époque, dominait la petite bourgeoisie commerçante et les professions libérales, on dirait aujourd'hui le secteur tertiaire.

Jules Bernard en sa qualité de président du comité cantonal de Libération aurait certes pu faire un excellent maire. Son caractère paisible, son affabilité correspondaient par ailleurs tout à fait à ce que pouvait souhaiter les Montbrisonnais dans leur ensemble, en résumé une excellente image de marque. Toutefois les fonctions de maire étaient incompatibles avec celles de receveur municipal qu'il exerçait déjà. Je doute fort d'ailleurs, connaissant son extrême modestie, qu'il eût accepté de gaieté de cœur.

En fait, je trouvai en la personne de Victor Patay l'homme qui convenait parfaitement à la situation. Professeur au collège moderne et technique (c'était la dénomination d'alors de notre actuel CES) pendant de longues années il était fort connu à Montbrison où il était unanimement estimé pour sa bonhomie et sa serviabilité. Mais J'eus beaucoup de mal à le convaincre d'accepter.

Ma proposition fut d'emblée entérinée par le comité de Libération et une fois réglée la question du choix du maire il fut décidé que Bonche, membre du comité deviendrait son premier adjoint. Dès lors la formation du nouveau conseil municipal ne devait plus soulever de problème ²¹.

Par ailleurs à Roche, le sympathique Breuil, l'ami des maquis de l'AS devenait maire de la commune ²².

²⁰ Précurseur à Montbrison de l'aviation de tourisme André Simon devait trouver la mort au cours d'un accident d'avion sur le terrain de Feurs.

²¹ Le nouveau conseil municipal de Montbrison fut installé le 23 août 1944 (voir en annexe le procès-verbal d'installation).

²² Parmi les autres maires qui furent désignés à la Libération dans l'arrondissement de Montbrison il faut retenir pour Sury-le-Comtal le nom de Marchand qui, pendant l'Occupation fut le responsable du réseau NAP (Noyautage des administrations publiques). À Feurs Antoine Drivet qui fut sénateur sous le III^e République retrouva son siège de maire d'où les gens de Vichy l'avaient chassé. En effet, lors de la fameuse séance de l'Assemblée nationale du 10 juillet 1940 il n'avait pas voté la délégation du pouvoir constituant au maréchal Pétain. Succédant à l'industriel Max Fléchet, Armand Bazin devint maire de Chazelles-sur-Lyon. Il l'est encore [avril 1981].

Beaucoup de vieux Montbrisonnais ont sans doute vécu ou tout au moins entendu parler autour d'eux des événements que je viens d'évoquer au cours de ce survol rapide de toute une époque qui semble maintenant bien lointaine. Ils ont peut-être connu ou entendu parler de personnes qui - de près ou de loin - ont été mêlées à ces événements.

Mais sur ce qui s'est passé à Montbrison sous le régime de Vichy au sujet des luttes menées par la Résistance contre ce régime et contre l'occupant allemand je n'ai certainement pas tout relaté tant s'en faut.

Dans ces quelques pages je n'ai fait que rassembler d'une façon peut-être un peu décousue - quelques souvenirs sur certains faits dont j'ai pu être le témoin, sur d'autres aussi que j'ai personnellement ressentis bien que s'étant déroulés en dehors de ma présence.

Au demeurant ceci n'est - et ne peut être - qu'un simple récit car je n'ai aucunement la prétention d'avoir fait œuvre de chroniqueur encore moins d'historien. D'ailleurs une histoire exhaustive de la Résistance à Montbrison et dans le Montbrisonnais reste à faire. Je crains fort, malheureusement, que cela ne le soit jamais. Les pièces d'archives sont rares, voire rarissimes²³ et les hommes et les femmes qui pendant cette dure période furent appelés à jouer un rôle dans nos combats disparaissent avec le temps qui inexorablement s'écoule.

Pour certains d'ailleurs - et souvent parmi les meilleurs - les fruits de la Résistance ont été amers et ils préfèrent se réfugier dans le silence - parfois un silence hautain.

Mais à tous ces hommes, à toutes ces femmes qui, - à des titres divers - ont participé à la lutte pour la liberté, à ceux ou à celles dont les noms figurent dans ce récit, à ceux ou à celles que j'ai pu oublier, à ceux et à celles que je n'ai pas connus, à tous et à toutes, quelles que fussent leurs origines, leurs opinions ou leurs croyances, ils ont été - elles ont été - et le resteront à jamais mes chers Camarades de la Résistance.

Lucien Gidon

[*Village de Forez*, n° 6, avril 1981]

²³ En dehors du matériel de propagande on écrivait fort peu dans la Résistance. Il était en effet recommandé d'écrire le moins possible. C'est ainsi qu'un bon agent de liaison se devait de délivrer oralement son message. De plus à la moindre alarme - et c'était fréquent - les résistants devaient détruire tous les papiers qu'ils étaient susceptibles de posséder par-devers eux. Ainsi a disparu ce qui aurait pu être une précieuse source de documentation.

ANNEXE

Procès-verbal de l'installation du conseil municipal de Montbrison

Séance du 23 août 1944

Le vingt-trois août mil neuf cent quarante-quatre à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal s'est réuni en session extraordinaire sous la présidence de M. Gidon sous-préfet de Montbrison pour procéder à l'installation de l'assemblée municipale nommée par décision du comité local de Libération.

Étaient présents : Messieurs Patay, Bonche, Gonnard, Clavelloux, Andie, Leyre, Wilm, Ménard, Couchet, Thierry, Aubert, Huguet, Dumas, Favard et Tétrel.

Monsieur le sous-préfet ouvre la séance et prononce quelques mots au nouveau conseil municipal et à la population montbrisonnaise assemblée place de l'Hôtel-de-Ville.

Au nom du gouvernement provisoire de la République et au nom du comité départemental de Libération M. le sous-préfet demande au conseil de prendre possession des services publics de la ville. Il est ensuite donné lecture du procès-verbal de la séance du comité local qui s'est réuni dans l'après-midi et au cours de laquelle ont été désignés les conseillers municipaux de la ville de Montbrison.

Monsieur le sous-préfet cède ensuite la présidence à M. Patay doyen d'âge du conseil municipal. Monsieur Patay fait appel au calme des Montbrisonnais et leur demande d'aider le conseil dans sa lourde tâche et insiste pour cette période transitoire se déroule dans le calme et termine par ces mots : "Au travail pour la libération définitive du pays, vive la France, vive la République !"

La population massée en foule place de l'Hôtel-de-Ville entonne ensuite la Marseillaise puis M. le sous-préfet installe le conseil municipal dans ses fonctions.

Au scrutin secret il est ensuite procédé à la nomination du maire et de trois adjoints.

Élection de maire	
nombre de votants	15
Suffrages exprimés	14
Majorité absolue	8
Bulletin blanc	1

Monsieur Patay professeur au collège moderne et technique obtient 14 voix, est élu maire de Montbrison.

Nomination des adjoints.	
nombre de votants	15
Suffrages exprimés	14
Majorité absolue	8

Ont obtenu :

M. Bonche, 1 ^{er} adjoint	13 voix
M. Gonnard, 2 ^e adjoint	12 voix
M. Clavelloux, 3 ^e adjoint	11 voix
M. Couchet	3 voix
M. Huguet	2 voix
M. Minard	1 voix
M. Dumas	1 voix

Messieurs Bonche, Gonnard et Clavelloux ayant obtenu la majorité absolue au premier tour de scrutin sont proclamés adjoints au maire de la ville de Montbrison.

LA RÉSISTANCE DANS LE MONTBRISONNAIS

Les travaux pionniers de Peycelon, les articles de Lucien Gidon et de René Gentgen, parus dans *Village de Forez*, les ouvrages d'Albert Oriol et de Monique Luirard, les trois ouvrages de René Gentgen sur les combats de l'Armée secrète et sur l'histoire de la Résistance civile et militaire dans la Loire ainsi que la conférence faite par Ado Raimond au centre social de Montbrison nous permettent aujourd'hui de connaître et de comprendre ce que fut la Résistance à Montbrison et dans le Montbrisonnais.

Les mouvements et les réseaux

Les Résistants furent d'abord peu nombreux. Jean Rolle qui dirigea *Combat* à Montbrison écrit, en 1945, à Édouard Perroy : « Contrairement à l'impression qui a pu être donnée au moment et à la suite de la Libération, le nombre de résistants (à Montbrison) était jusqu'à la fin de 1943 et même dans les premiers mois de 1944 extrêmement réduit. »

À Montbrison même, un des groupes les plus importants fut celui du *Coq enchaîné* ; le mouvement avait été fondé à Lyon et essaima à Montbrison grâce à Louis Fouilleron, professeur à l'école primaire supérieure de Montbrison. Le groupe du *Coq enchaîné* comprenait notamment Pierre Marnat et son épouse, agriculteurs à Grézieux-le-Fromental, Antoine Marnat - frère de Pierre - fermier à Mornand, Claude et Louis Chave, Marcel Galland, Pierre Bory, de Sury-le-Comtal, et Antonia Lafond, institutrice à Grézieux-le-Fromental. Son centre d'action se situait à la ferme de la Chaux exploitée par Pierre Marnat à Grézieux-le-Fromental. Deux parachutages y furent organisés en 1942, l'un sur la commune de Grézieux, l'autre sur celle de Mornand (parachutage de la Jarlette).

Le parachutage de la Jarlette, effectué dans la nuit du 23 septembre 1942, fut fatal au groupe du *Coq enchaîné*. Sur dénonciation, les participants furent arrêtés par la gendarmerie, traduits devant les tribunaux d'exception de l'État français et internés au camp de Saint-Paul d'Eyjeaux puis dispersés dans différentes centrales ou déportés.

Un groupe actif fut créé à Arthun par le comte de Neufbourg qui fut une grande figure de la Résistance en Forez : c'était un aristocrate à la fois traditionaliste et non-conformiste, patriote convaincu, médiéviste érudit et éditeur des *Chartes du Forez*. Des armes, que lui avaient confiées des officiers de l'armée d'armistice, furent cachées dans ses propriétés ; protégées par les caissons métalliques qui les contenaient, elles furent immergées, lors de l'invasion de la zone sud, dans les étangs de Biterne. Peu avant la Libération, elles furent récupérées, intactes, par les maquis. Le comte de Neufbourg et Marguerite Gonon organisèrent la réception de parachutages d'armes et d'agents de la France libre. Dans le domaine de Biterne furent logés de nombreux réfractaires au STO en attente d'aller rejoindre les maquis des monts du Forez. Marguerite Gonon organisa aussi l'évasion d'officiers gaullistes emprisonnés à Riom et à Gannat.

Au début de l'été 1942, le mouvement *Combat* s'implante à Montbrison à l'initiative de Fernand Mirabel, responsable du groupe de Chazelles et militant de la CFTC ; il demande au secrétaire de l'union locale de sa confédération syndicale, Jean Rolle, d'organiser le mouvement à Montbrison. Rolle implante d'abord le mouvement parmi les militants de la CFTC. Puis *Combat* s'étend aux milieux catholiques, enfin aux ouvriers de toutes tendances et même à la police. Peu après la Libération, la liste des adhérents fut dressée par Jean Rolle pour Montbrison et sa proche région : le recrutement porta principalement sur Montbrison (vingt-sept membres) et les communes proches (Moingt, Savigneux, Pralong, Champdieu, Sauvain, Roche, Sury : dix-neuf membres). L'origine socio-professionnelle correspond bien à celle du Montbrisonnais : treize paysans, onze artisans et commerçants, cinq employés, trois techniciens, deux ouvriers, deux étudiants, un instituteur libre, un officier en retraite. Parmi ceux qui avaient un engagement politique ou syndical, on comptait deux socialistes et un démocrate chrétien du PDP. (Parti démocrate populaire), quatre membres de la CFTC et deux de la CGT.

L'analyse statistique établie par Jean Rolle est intéressante :

- Elle nous rappelle que la Résistance a été le fait d'une poignée d'hommes et de femmes décidés et que, dans les *mouvements*, beaucoup de résistants n'avaient pas eu d'engagements politiques avant 1940 ;

- Elle nous montre la variété des origines sociales et politiques des résistants.

L'action de *Combat* s'exerça de manière multiforme : diffusion de la presse clandestine, dispersion dans les fermes des réfractaires au STO (Service du travail obligatoire) et des juifs, noyautage des administrations - dont Jules Bernard fut responsable - fourniture de fausses cartes d'identité et d'alimentation, aide aux familles d'internés, sabotage de lignes téléphoniques, préparation de l'installation du maquis.

Le 10 décembre 1943, le commandant Marey, chef militaire de l'Armée secrète, vint à Montbrison et à Pralong et rencontra Rolle, Varigas et Bonche, de *Combat* ; il désigna Rolle comme chef du secteur de Montbrison.

Le réseau *Action Sol*, qui appartenait aux services du gouvernement UG la France libre, était animé par une équipe stéphanoise dirigée par Léon Nautin ; il organisa, en juillet 1942, un parachutage à Boisset-lès-Montrond : il s'agissait de réceptionner du matériel radio et d'accueillir trois agents. L'un d'eux, un Canadien, se reçut mal à l'atterrissage et se brisa la colonne vertébrale. L'abbé Louis Clouye, ancien vicaire de la paroisse Saint-Pierre de Montbrison et curé de Boisset, le prit en charge et, le blessé ayant expiré, le fit transporter et inhumer à Montbrison où sa tombe fut régulièrement fleurie.

Le réseau *Roy* fut présent à Précieux. Un agriculteur, Jacques Chauvet, cachait dans sa ferme de la Croix des Rapeaux un poste émetteur en liaison directe avec Londres. Le 6 août 1944, un Lysander déposa le général Guillain de Bénouville, le capitaine Mangin et un radio ; des renseignements collectés par le réseau furent aussitôt transmis à l'état-major allié qui commandait les troupes du débarquement de Provence.

Les syndicats

Une résistance syndicale s'organisa aussi à Montbrison. Vichy avait dissous les syndicats ; ils se reconstituèrent dans la clandestinité : la CFTC était dirigée par Rolle et Wilm. La CGT était animée par Louis Clavelloux, secrétaire de l'union locale clandestine et comptait parmi ses membres Aimé Avignant, Antoine Lafond et Benoît Villard. Ce sont ces syndicats clandestins qui organisèrent la journée du 22 juin 1944 où face aux difficultés de ravitaillement une foule nombreuse manifesta dans les rues de Montbrison. Le sous-préfet de Vichy, Aubert, dut, bon gré mal gré, recevoir une délégation conduite par Antoine Lafond et lui promettre des déblocages de farine et autres denrées.

Le parti communiste

Le parti communiste n'avait qu'une implantation modeste dans l'arrondissement de Montbrison. Le pacte germano-soviétique lui avait porté un coup très dur. Et la répression ne l'avait pas épargné. Mais la lutte contre Vichy rapproche des communistes et des socialistes qui adhèrent au Front national. Un Montbrisonnais, Antoine Rey, devient responsable régional du Front national. Il prit des contacts avec Paul Romeyer, de Savigneux, responsable du syndicat des métaux de Montbrison qui sera l'un des chefs des *Franco-Tireurs et Partisans* (FTP) de la région. Et nous avons cité Antoine Lafond qui milite à la fois au *Coq enchaîné* et à la CGT.

Les militants chrétiens

Si l'Église institutionnelle soutient le régime de Vichy, il existe à Montbrison un groupe qui gravite autour du journal *Témoignage chrétien*. L'abbé Varigas, curé de Pralong, en est à l'origine. Il comprend six prêtres qui se réunissent régulièrement à partir de novembre 1941, surtout au séminaire de Montbrison. Ils découvrent dans la lecture de *Témoignage chrétien* l'existence des camps de concentration et la nature même du régime nazi. Dans ce groupe, citons le chanoine Jean Duperray, supérieur du petit séminaire, et l'abbé Dusserre - très vite considéré comme « suspect »

par les autorités - qui est directeur de la maison des œuvres. Quant à l'abbé Varigas, c'est un personnage hors du commun qui n'hésite pas, à partir de 1943, à se lancer dans l'action armée, qui participe à l'organisation du maquis de Roche.

Les maquis

L'aspect le plus connu de la Résistance est évidemment l'action menée par les « maquis » ; plusieurs s'installèrent sur le versant oriental des monts du Forez qui dominent Montbrison ; ils s'étagaient sur divers sites, desservis par la « Route nouvelle » (route d'Essertines).

Implanté dans le village même de Roche, il y avait un maquis de l'AS (Armée secrète) mis en place par ceux qui, à Montbrison, avaient été les pionniers de la Résistance : Jean Rolle, Georges Collay, Jean Thomas. Il était placé sous les ordres de Millon, ancien lieutenant de la garde mobile passé à la Résistance. Son groupe de choc était la "patrouille Ferréol" (pseudonyme adopté par son chef, le lieutenant Collonge).

Lors de sa formation, le maquis s'implante autour de Roche, dans une zone reconnue au printemps de 1944. Un résistant de Roche, Breuil, en est le point de ralliement et de soutien. Il se met en place en juin 1944 autour de trois points d'appui et de cantonnement situés autour de 1 200 m d'altitude : la jasserie Jean Petit, la jasserie de Probois et Château-Gaillard. Le 15 juillet, il y a cinquante hommes, sous la direction militaire de Joannès Cellard. Fin juillet, il prend le nom de *Cassino* et s'intègre au groupement *Strasbourg*. Fin août 1944, l'effectif du maquis est de cent vingt hommes. C'est le maquis de Roche qui comprenait le plus grand nombre de Montbrisonnais. D'après une étude du colonel Gentgen, sur cent sept de ses membres recensés, quatre-vingt-six étaient originaires de Montbrison et de sa région.

Près du village de Lérigneux, se trouvait une unité de FTP (Francs-tireurs et partisans) : le camp Lucien-Sampaix, rassemblé à la mi-juillet, avec Paul Romeyer.

Enfin, plus haut, au col de Baracuchet, près de la limite du Puy-de-Dôme, le "groupe Ange" appartenait aux réseaux Buckmaster de l'« Intelligence Service ». Au début, le groupe Ange était un simple commando mais ses effectifs s'étant considérablement étoffés, il devint un véritable maquis qui vint s'installer dans les monts du Forez. Il était assez bien ravitaillé en armes par les Anglais. Il était commandé par Antoine Boirayon, assisté par Ado Raimond.

Le 7 août 1944, les maquis des monts du Forez durent faire face à une tentative des forces de Vichy (450 membres des GMR - Groupements mobiles de réserve - et 200 soldats allemands) montés pour les anéantir. Les réflexes d'unité jouèrent alors à plein entre les différents maquis. Le camp Lucien Sampaix (FTP) attaqué par les GMR fut dégagé avec l'aide des unités de l'AS et du groupe Ange. Les maquis obligèrent les éléments de Vichy à se replier ; trois maquisards furent tués. Ce combat eut un grand effet moral : il montrait que des maquisards suffisamment armés pouvaient se comporter comme de véritables soldats.

Les maquis furent ensuite intégrés aux FFI (Forces françaises de l'intérieur) et participèrent aux opérations de harcèlement engagées contre la Wehrmacht lorsque le débarquement des alliés en Provence (août 1944) eut obligé les Allemands à se replier vers le nord. Ils participèrent, en particulier, au combat d'Estivareilles mais aussi aux combats de la vallée du Rhône.

La libération de Montbrison eut lieu en août 1944. Un comité cantonal de Libération s'était formé à Montbrison, présidé par Jules Bernard qui était receveur municipal. L'une de ses tâches fut de former un nouveau conseil municipal afin de remplacer celui qui avait été nommé par le gouvernement de Vichy. Lucien Gidon, sous-préfet installé à Montbrison par les organisations de la Résistance, mit en place la nouvelle administration municipale ; le 23 août 1944, Victor Patay, professeur à l'école primaire supérieure de Montbrison, fut élu maire de Montbrison pendant que la foule massée sur la place de l'Hôtel-de-Ville entonnait la Marseillaise.

L'épuration

Les semaines qui suivirent la Libération furent troublées par le problème de l'épuration : la Résistance avait affirmé la nécessité de châtier ceux qui s'étaient engagés dans la collaboration avec l'ennemi. Cette histoire est encore bien difficile à écrire : toutes les archives ne sont pas ouvertes et toutes les plaies ne sont pas fermées.

Avant la Libération, trois personnes, au moins, avaient été abattues à Montbrison même : parmi elles, en novembre 1943, un chirurgien-dentiste, fut tué à coups de revolver dans son cabinet ; en juin 1944, ce fut un chef de brigade de gendarmerie qui fut exécuté en pleine rue.

D'autres, arrêtés, furent fusillés au maquis. Ce qui nous rappelle que la seconde guerre mondiale fut aussi pour les Français une guerre civile.

À la Libération, la vindicte populaire souhaitait s'exercer et les plus ardents étaient souvent ceux dont l'adhésion aux idées de la Résistance était la plus récente. Le nouveau sous-préfet, Lucien Gidon, fit procéder à quelques arrestations "parfois pour protéger ceux qui étaient arrêtés". Les jugements furent rendus par la cour de justice et le tribunal militaire de Saint-Étienne devant lesquels furent traduits les justiciables venant de tout le département". Le tribunal militaire qui siégea du 10 septembre au 4 octobre 1944 prononça, dans la Loire, trente-deux condamnations à mort. La cour de justice prononça, de son côté, cent vingt-quatre condamnations à mort dont quatre-vingt-dix-sept par contumace. Dix-sept personnes furent exécutées. Des peines de prison, confiscation de biens, indignité nationale furent aussi prononcées. Des fonctionnaires furent révoqués, en particulier trois magistrats du tribunal d'instance et de grande instance de Montbrison. Quelques Montbrisonnais furent frappés d'"indignité nationale" par la chambre civique de Saint-Étienne. Le *Journal de Montbrison* qui avait continué de paraître après l'occupation de la zone sud, fut supprimé. Ses locaux et son matériel furent attribués à *La Liberté*, placée sous l'autorité du Comité de Libération.

Le retour des prisonniers et des déportés

En 1945, les prisonniers rentrèrent après cinq ans de captivité. Citons le témoignage d'André Mascle qui avait été détenu à la forteresse de Colditz :

« Enfin le train nous emporta, partout nous étions fêtés. À Montbrison, le président Faugère et ses camarades avaient bien fait les choses. Après tant d'années, je leur garde beaucoup de reconnaissance. Certains prisonniers allaient retrouver leur foyer détruit, mais tous devaient pleurer, de peine ou de joie, car lorsqu'une petite fille qui ne vous connaît pas vient au-devant de vous et vous tend les bras, la gorge se serre si fortement... »

La victoire de 1945 vit aussi rentrer les résistants montbrisonnais qui avaient été déportés dans les camps de concentration nazis : Pierre Marnat et Claude Chave, déportés à Dachau, Marcel Galland déporté à Buchenwald.

Ils revenaient de l'enfer. Leurs souffrances et le sacrifice de leurs camarades qui avaient trouvé la mort dans les combats de la clandestinité et de la Libération attestent pour l'histoire que le peuple français, dans toutes les régions du pays, sut trouver en son sein des hommes capables de le faire rentrer dans le camp de la liberté.

Claude Latta

LA RÉSISTANCE

DANS LE DEPARTEMENT DE LA LOIRE

SA PLACE EN RÉGION LYONNAISE

(Exposé du colonel Gentgen, correspondant de la commission d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale de l'Institut d'histoire des conflits contemporains, présenté à Roanne le 22 janvier 1988.)

Lorsqu'il m'a été proposé de vous entretenir de la Résistance dans le département de la Loire, il m'est apparu que le sujet, compte tenu de son ampleur et de sa diversité, ne pouvait être traité dans sa plénitude dans les limites de temps généralement accordées à un conférencier.

Par ailleurs, au fil de mes lectures, j'ai toujours été frappé par la place réduite faite à la Résistance dans le département dans les ouvrages qui font autorité en la matière. Henri Noguères, dans son *Histoire de la Résistance*, s'attache surtout aux services secrets. Il cite quelques personnalités éminentes. Alban-Vistel, dans *La Nuit sans Ombre*, ne fait qu'effleurer les formations politiques au niveau du département. Il omet les FTP et le SOE dans sa relation des combats.

Bien que la Loire ne puisse se prévaloir, sur le plan militaire, d'exploits d'un retentissement national, il m'a semblé qu'en toute équité, il convenait de la situer à sa véritable place, au moins dans le cadre régional.

La limite de temps m'imposait d'opérer un choix dans une matière substantielle et variée. Après m'être beaucoup interrogé, j'ai finalement opté pour un exposé d'ensemble portant sur les principaux aspects de la Résistance départementale.

On peut, en effet, admettre que la Résistance, au plan national et dans ses diverses manifestations à la base, est devenue familière aux Français. Les médias l'évoquent en toute circonstance. Le procès Barbie en est un exemple récent. Les événements locaux, quant à eux, sont rappelés annuellement au cours de cérémonies commémoratives. La ville de Roanne s'y applique avec beaucoup d'attention. Deux ouvrages, œuvres de MM. Maloire et Cabotse, en donnent une image fidèle pour le Forez et le Roannais. Ces importants apports me dispensent d'entrer dans le détail.

Ces observations liminaires étant faites, je vais retracer pour vous les principales phases de la Résistance dans la Loire dans les domaines politique et militaire. Je soulignerai au passage la part du département au sein de la région lyonnaise.

Sur le plan politique, depuis sa naissance jusqu'à son dénouement, il faut distinguer trois phases.

Une première période, assez longue, correspond à la prise de conscience du caractère réel de l'État français et de l'aboutissement fatal de sa politique de collaboration.

La seconde période portera sur le fonctionnement routinier des mouvements et formations à la recherche de structures unifiées aux échelons départemental et local.

L'épisode ultime - il s'est déroulé en 24 heures - correspond à la mise en oeuvre du processus insurrectionnel et à la restauration de la République.

Sur le plan militaire, il y eut une période de gestation, inégale selon les formations et selon les secteurs géographiques. La phase opérationnelle lui succédera tout naturellement. Sa mission principale consistera en priorité à perturber les communications et l'économie au service de l'occupant. Elle sera finalement ponctuée par des engagements militaires d'ampleur variable mais aux résultats non négligeables.

Un bref examen de ces résultats et de quelques points particuliers clôturera le récit des événements. Plus brièvement encore, j'évoquerai l'apport du département à la Résistance tout entière par l'action de quelques-uns de ses fils à l'extérieur de la Loire.

Je ne surprendrai personne en affirmant qu'il est difficile de parler du département de la Loire sans qu'apparaisse la dualité de ses centres vitaux et des particularismes qui s'exercent de part et d'autre du seuil de Neulise. À l'origine de la clandestinité, Saint-Étienne et Roanne ne marchent pas la main dans la main. Chacune des deux villes se lie directement à Lyon. Au sein des mouvements, il n'y a pas de liens entre les acteurs des deux villes. Si, à mesure que les structures départementales prennent leurs assises, tout finira par rentrer dans l'ordre, les distorsions ne manqueront pas. En décembre 1943, au moment où l'AS du Roannais entre dans le giron du département, des circonstances locales plaçaient encore un groupe de combattants authentiquement roannais dans la mouvance de l'Allier.

Pendant la phase du réveil des consciences, en 1940 et 1941, c'est Saint-Étienne qui donnera le départ des activités de résistance. Le journaliste Jean Nocher en sera la figure de proue. Avec lui, une femme et quelques hommes sauront se reconnaître dans le refus du défaitisme. Ils jetteront les bases départementales et locales de la Résistance dans la Loire. Ils en assumeront la totalité des tâches de propagande. Ils se feront les agents actifs du redressement national.

La propagande exige des moyens. Dans le climat particulier du moment, la force de persuasion de la radio de Londres ou les propos de bouche à oreille n'ont que des effets limités. Les papillons ou les graffiti qui parsèment les bâtiments publics disparaissent très vite. Seul l'imprimé, tract ou journal, permet au talent des rédacteurs de produire un effet durable. Il passe par l'imprimerie. Mais un contrôle rigoureux de la production de papier et le délit d'opinion font obstacle à l'emploi légal de l'imprimé par les résistants. Pour publier, il faut surmonter la pénurie et braver les interdits. Les Stéphanois y parviendront avec un plein succès.

*

* *

La volonté de combattre le régime de Vichy et, à travers lui, l'ennemi et son idéologie, n'est pas née d'un coup de baguette magique. Rares ont été les auditeurs de l'appel du "18 juin". Rares ont été, parmi eux, celles ou ceux qui, comme M^{me} Neuwirth, en ont aussitôt ressenti le déclic. L'éveil a été le fruit d'un long cheminement. Les Français touchés par la grâce furent peu nombreux. Leurs motivations, ferveur patriotique ou opinion philosophique, furent variées. Il fallut du temps pour qu'ils puissent se reconnaître tous et pour coordonner leurs actions. Sur Saint-Étienne, le processus est bien connu. Le mouvement partira des intellectuels et des milieux chrétiens démocrates.

Jean Nocher, rédacteur en chef au journal *La Tribune*, sera le chef de file des premiers. Il s'adjoindra René Seyrou et Henri Perrin. Une jeune fille de vingt ans, Violette Maurice, étudiante à Lyon, ralliera des adeptes dans les universités. Lucien Neuwirth, 16 ans, regroupera des lycéens stéphanois. Début 1941, nous les retrouverons tous unis autour de Jean Nocher pour constituer le groupe "Espoir".

Entre-temps, Jean Nocher a rejoint Jean-Pierre Lévy, chef national de "Franc-Tireur". Il sera le premier responsable départemental, en janvier 1941, de ce mouvement. Violette Maurice, tout en restant en liaison avec "Espoir", formera le groupe "93". Elle préservera son indépendance à l'égard des grands mouvements nationaux.

Chez les chrétiens, ce sont Fernand Bonis de la CFTC ²⁴ et Jean Perrin du PDP ²⁵ qui prendront l'initiative. Ils se regrouperont en octobre 1940. En 1941, ils se partageront les responsabilités départementales, l'un à "Libération", l'autre à "Combat". Ils agissent tous deux dans les milieux catholiques favorables à la Résistance.

²⁴ Confédération française des travailleurs chrétiens.

²⁵ Parti démocratique populaire, d'inspiration démocrate chrétienne.

C'est de ces précurseurs que sortiront les structures départementales des "Mouvements Unis de la Résistance". S'ils incitent à quelques manifestations populaires - 1^{er} mai, 14 juillet - c'est par la production et la diffusion sous le manteau de tracts et de journaux que s'exerce l'essentiel de leur activité. Ils créent deux journaux locaux à fort tirage : *L'Espoir* et *93*, d'une haute tenue patriotique et morale. Ils sont l'émanation des équipes de même nom. Ils distribuent tout ce qui leur parvient comme imprimés clandestins. En ces temps héroïques, l'esprit de concurrence est banni chez les résistants. Dans l'action, ils se refusent à distinguer entre l'une ou l'autre des différentes organisations. Ils luttent pour une cause commune.

Dès fin 1940, ils répandent *La Voix du Vatican*, *Vérité* et les *Petites Ailes*. Fin 1941, *Témoignage Chrétien*, *Franc-Tireur*, *Combat*, *l'Espoir* et quelques autres ont complété l'éventail. *93* s'y ajoutera en 1942.

*

* *

Si Jean Nocher s'affirme très vite comme la tête pensante et agissante de la résistance stéphanoise, il le doit à sa stature intellectuelle, à sa verve subtile mais aussi au fait qu'il dispose d'un support de presse de fort tirage : *La Tribune*. Cet organe est toutefois soumis à la censure, ce qui en réduit la portée. L'effort intense d'information ne trouvera son plein rendement que dans la presse clandestine. Pour distribuer, il faut d'abord créer. Les bonnes plumes ne manquent pas. Pour transmettre le message il faut un support matériel. Le problème se pose pour la Loire. Il est d'une grande acuité pour toute la zone non occupée. Les solutions viendront par l'entremise de Jean Perrin et de Paul Pascalini.

La fourniture de papier sera l'œuvre, pour l'essentiel, des papeteries de Valfuret. Paul Pascalini, membre de *93*, en est le directeur. Les Presses et Messageries y contribueront. Après quelques tâtonnements, les chutes de papier de *La Tribune* feront le bonheur de *l'Espoir*. Jean Perrin pourra s'attacher les services de l'Imprimerie française, 4, rue Balaÿ, et ceux de l'Imprimerie Bornier de Mans, place Badouillère.

La plupart des grands titres de la Résistance sortiront de leurs ateliers. Les 30 premiers numéros de *Combat*, les 20 premiers de *Libération*, les numéros 2 et 3 de *Témoignage Chrétien*, à 28 000 exemplaires y seront tirés. Le premier tract et le numéro 1 de *l'Espoir* en sortiront avant d'être imprimés chez Guichard. Six numéros de *93* porteront à leur tour, à 25 000 exemplaires, la bonne parole.

Il y a là un effort considérable qui fait de Saint-Étienne le second indispensable de la capitale de la Résistance. Jean Perrin était prêt à dépanner *Franc-Tireur* en cas de besoin. Toute cette production était acheminée vers les grands centres : Marseille, Montpellier et Toulouse, par chemin de fer avec la complicité des cheminots.

C'est par cet effort tout à fait exceptionnel que le rayonnement de la Résistance stéphanoise s'est affirmé très au-delà des limites du département.

Ce magnifique élan sera brisé de mars 1942 à juin 1943. La police de Vichy aura entamé le dispositif. Les agents allemands accentueront les dommages. Fort heureusement, si *l'Espoir* et *93* en meurent, les grands mouvements de la zone sud se seront pourvus de relais.

Jean Perrin et Fernand Bonis sont arrêtés le 5 mars 1942. Jean Nocher l'est le 29 septembre. Violette Maurice et Paul Pascalini tiendront jusqu'en octobre 1943. La délation d'un employé de l'Imprimerie française en septembre et le départ pour Londres, en octobre, de Bornier, mettront fin aux activités résistantes de ces entreprises.

Ces arrestations, si elles perturbent la vie des organisations, ne freinent pas le développement de la Résistance dans la Loire. La production d'imprimés clandestins, stoppée ici, est reprise ailleurs. Leur diffusion se poursuit. Dès 1942, la Résistance tout entière s'est renforcée par l'apparition de

formations nouvelles. Avec celles-ci, et parallèlement à l'effort militaire, elle va s'orienter vers des tâches plus exaltantes pour restaurer la République.

*
* *

Alors que les précurseurs de la Résistance dans la Loire rongent leur frein dans les prisons, le grain qu'ils ont semé a levé. Les événements mondiaux ont amené le PCF²⁶ à engager toutes ses forces dans la lutte. Il prend l'initiative de créer le FN²⁷. Les syndicats, condamnés par la charte du travail, se réorganisent en secret.

De toutes parts ont surgi des hommes nouveaux. Ils exercent leur activité de résistance à partir des centres administratifs industriels ou ruraux.

Au-delà de la propagande et du recrutement qui s'intensifient, leur action s'étend à des domaines variés. Ils s'opposent aux mesures iniques édictées par l'occupant à travers l'état de fait. Ils sont à l'origine des formations militaires et de quelques réseaux de renseignement. Ils sauront adapter leurs organisations aux nécessités diverses de la politique et de la guerre. Malgré les conflits internes, résurgences des préjugés politiques d'avant-guerre, ils réussiront à mettre sur pied un ensemble de mesures propres à assurer, le moment venu, la continuité de la République en France.

Ils bâtissent un dispositif complexe mais efficace pour la mise à l'abri des personnes menacées : résistants, juifs ou réfractaires au STO. Ils organisent un service de fausses cartes d'identité et des filières d'évasion. Pour subvenir aux besoins courants de leurs membres et pour porter secours aux familles privées de ressources, ils s'approvisionnent en cartes de rationnement par les moyens les plus variés. Le noyautage des administrations publiques répond en partie à ces préoccupations. Je me borne, ici, à les rappeler.

*
* *

Malgré les risques aggravés à partir de 1943, la dynamique des grands mouvements a suscité des vocations de plus en plus nombreuses. À Saint-Étienne, la succession de Jean Perrin a été assurée, au gré des arrestations, par César Garnier, Robert Kahn et Charles Gouroux. Celle de Jean Nocher le sera par Henri Perrin et Gabriel Calamand.

À Roanne, Elie Vieux et le capitaine Bernheim ont fait leur choix dès 1940. C'est avec l'apparition, en juillet 1942, de Joseph Montiarret, agent de liaison entre Londres et *Franc-Tireur*, que la résistance locale prendra forme. Ils trouveront auprès de Thévenet, pour *Combat*, et Boisserolle pour *Libération*, des successeurs discutés ou malheureux.

Le capitaine Bernheim est un lointain parent de Jean-Pierre Lévy dont la sœur habite Roanne. C'est un agent du S R. Nommé responsable d'arrondissement, il forme une équipe solide autour de la personne de Marcel Gallet, ouvrier à l'Arsenal. Gérard Hennebert et Serge Giry, membres de l'aviation civile repliée caserne Werlé, partent à la recherche de terrains d'atterrissage et de parachutage. Lorsque Montiarret arrive à Roanne, il trouve sur place des hommes organisés et résolus.

Montiarret étendra ses contacts. Il rencontrera Jean Boyer à Lyon. Il lui confiera des missions de parachutage et d'émissions radio. Jean Boyer a constitué un groupe très cohérent à Saint-Germain-Laval.

À Feurs, c'est par l'intermédiaire d'Yvon Morandat, émissaire du général de Gaulle en France, que la Résistance prend corps. En juillet 1942, Morandat voit le comte de Neubourg et Marguerite Gonon. Ils jettent, ensemble, les bases locales de *Combat*. Ils réceptionnent un parachutage de

²⁶ Parti communiste français.

²⁷ Front national, mouvement de résistance créé à l'initiative du PCF, mais recrutant en fait dans des milieux politiques différents.

matériel d'imprimerie destiné à Lyon. Marguerite Gonon, par le canal de M^{me} Cailliau, sœur du général de Gaulle, membre de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, réussira à faire évader le commandant Hettier de Boislambert, futur grand chancelier de l'ordre de la Libération, des prisons de Vichy. Elle sera la première responsable de l'AS²⁸ de Feurs.

À Chazelles-sur-Lyon et à Montbrison, c'est à partir de syndicalistes chrétiens que la Résistance prend son élan. Fernand Mirabel en est l'animateur. Militant du PDP et de la CFTC, poète à ses heures, il prend position dans l'un de ses sonnets dès le 18 juin 1940. Il rédige des tracts qu'il adresse à ses amis sous pli postal. En collaboration avec l'abbé Labrosse, il forme des équipes locales à Chazelles-sur-Lyon. Il est à "Combat" et à "Libération". Il sera épaulé par Augustin Pèze, au titre de "Franc-Tireur".

Mirabel intervient à Montbrison où il entraîne Jean Rolle et sa suite. Militant CFTC, celui-ci s'adjoindra l'abbé Varigas, curé de Pralong. Profondément croyant, il aura quelques démêlés avec des membres du *Coq enchaîné* dont la foi laïque n'a d'égale que sa foi religieuse.

À Rive-de-Gier, ce sont les sœurs Escoffier, enseignantes, qui inspirent le groupe local. Georges Bidault est hébergé chez Paponnaud.

En janvier 1943, tous ces résistants se rassemblent au sein des Mouvements unis de la Résistance (MUR). Ils érigent un directoire départemental. Aucun Roannais n'y siège. Le premier président en est Robert Kahn de *Libération*. Chacun de ses membres recevra une attribution spécifique. Les actes politiques y seront coordonnés mais l'initiative des secteurs reste entière dans l'exécution. Les MUR viennent de marquer leur cohésion aux côtés de nouveaux arrivants. Le PCF s'est reconstitué. Il sera la seule formation politique à s'affirmer dans la clandestinité sous sa dénomination d'avant-guerre. Il créera son hypostase, le Front national, qui jouera un rôle de premier plan dans tous les domaines de l'action résistante.

Après son démantèlement au cours des années 1939-1940, le PCF s'est appliqué à rassembler ses militants dans ses cellules de base. Accusé de tous les crimes pour des motifs idéologiques, il paiera un lourd tribut à la Résistance. Son agressivité ne fera que croître au fil de ses pertes. Il jouera un rôle déterminant en s'appuyant sur son émanation directe, le FN. À Saint-Étienne et à Roanne, ce sont Buart et Faulle qui en ont la responsabilité.

Le FN fait son apparition dans la Loire à la fin de 1941. Sa naissance est annoncée par un tract du PC en septembre 1942. Ses structures originelles reposent entièrement sur des membres du parti. Il recrutera de nombreux sympathisants en 1943, surtout parmi les intellectuels.

Il est difficile d'en suivre l'évolution interne. En 1946, l'un de ses représentants interrogé sur ses activités pour le compte du comité d'histoire pour la 2^e guerre mondiale a fait cette réponse : "Au FN, la modestie est de rigueur, aucune vedette, aucun nom. Certains documents sont tenus secrets. Ils ne seront pas communiqués." Ce représentant ira au bout de sa logique, il ne nous est connu que sous le pseudonyme de Rémy. On connaît tout de même sa première secrétaire départementale, M^{me} Meier, enseignante au lycée de Saint-Étienne et son responsable en 1944, Cavassilas.

Le FN subira des coupes sombres. 27 arrestations à Saint-Étienne en juin 1942, dont Joseph Sanguedolce, et d'autres le 6 mai 1943. À Roanne, la rafle a lieu le 6 mai 1944. Antoine Pâtissier, créateur du secours populaire local, est arrêté. Frappé durement, le FN se reforme dès le lendemain. À peine prend-il le soin de se faire oublier pour un temps. Ses actions sont celles de tous les mouvements. Son oeuvre principale sera la mise sur pied des FTPF²⁹.

Il aura des antennes à Roanne, Montbrison, Firminy et Rive-de-Gier. À Roanne, ce sont Rémy, Henri Diot et Antoine Pâtissier qui conduisent son destin avec persévérance.

²⁸ Armée secrète.

²⁹ Francs tireurs et partisans français.

Les organisations syndicales se sont mises à l'unisson des différentes organisations. Ils sont en liaison avec l'une ou l'autre d'entre elles selon leurs affinités. Elles se feront les pourvoyeurs des maquis.

*
* *

En plus des organisations au rayonnement national, je n'aurai garde d'omettre les Équipes chrétiennes et le "Coq enchaîné". Si leurs supports philosophiques sont fort éloignés, ils n'en contribuent pas moins, dans la Loire, à la lutte commune de la Résistance.

Les Équipes Chrétiennes se sont organisées autour de la diffusion de *Témoignage Chrétien*. Elles regroupent des membres du clergé, des militants d'action catholique et des jeunes des mouvements spécialisés (JOC, JEC)³⁰. Michalon en a la charge à Saint-Étienne, pour le département.

À Saint-Étienne ville, c'est l'abbé Ploton qui en est la figure dominante. À Montbrison, le chanoine Duperray, supérieur du séminaire, a pris position publiquement, dans ses sermons, dès 1940. Les abbés Paul Clément, aumônier de la JOC, et Pleyne, animent les éléments roannais. Aux côtés des membres du clergé, Antoine Chaperon de Roanne, Marguerite Gonon, Ferdinand Mirabel et Jean Rolle agissent en plus d'activités déjà exigeantes par ailleurs. Quatre membres de la JOC roannaise figurent parmi les cinq maquisards tués dans le Roannais.

Le mouvement lyonnais du "Coq enchaîné" compte Louis Pradel parmi ses membres fondateurs. Il étend l'une de ses ramifications dans la Loire. Il publie un journal : *Le Coq Enchaîné*. Pointu, de Saint-Étienne, en est le responsable départemental. Le mouvement est d'inspiration radicale-socialiste et franc-maçonne. Joseph Bourges le représente à Rive-de-Gier, Louis Fouilleron à Montbrison. Ce dernier fera des apparitions à Roanne. Le mouvement servira de rampe de lancement aux réseaux Buckmaster en Lyonnais.

À l'exception de ce dernier, et après un long et patient labeur émaillé de discussions serrées mais courtoises, tous ces mouvements finiront par se réunir, courant 1944, au sein d'organismes collectifs. Ceux-ci s'efforceront de faire face aux problèmes de la Libération, notamment, prise de possession des administrations publiques et épuration. Ils créeront des commissions diverses à cet effet. Les débats y seront souvent âpres, mais les décisions y seront prises à l'unanimité.

Cette manifestation d'unité prendra la forme des CDL et CLL³¹. Le premier siège au chef-lieu, les autres dans les centres administratifs du département. Assez curieusement, Saint-Étienne n'aura pas de CLL.

Le CDL a été constitué le 15 avril 1944. Il a pour première mission de préparer la succession de Vichy et d'assurer l'intérim préfectoral. Il se substituera au conseil général après la mise en place du préfet de la Résistance. Le préfet initialement prévu était un avocat roannais, maître Fauconnet. En août 1944, il est emprisonné à Toulouse.

La présidence du CDL revient à Gabriel Calamend. Il appartient aux MUR devenus MLN³². C'est un Franc-comtois. Le secrétariat est assumé par Cavassilas du FN Michalon pour les Équipes chrétiennes, Joseph Piot pour le PC et Louis Duchêne pour la CGT y siègent en qualité de membres, le capitaine Ferrières, en tant que représentant militaire.

La désignation du syndicaliste fut controversée. Il y avait rivalité entre les tendances ex-confédérés et ex-unionistes. Le litige fut réglé en faveur de ce dernier. À la suite de propos malencontreux du départemental FFI, un conflit surgit autour de sa personne. Il fut finalement résolu par un acte d'autorité de la région.

³⁰ Jeunesse ouvrière chrétienne, Jeunesse étudiante chrétienne.

³¹ Comités départementaux de libération, Comités locaux de libération.

³² Mouvement de libération nationale.

Si l'énumération des CLL n'a qu'un intérêt secondaire, un auditoire roannais ne peut se désintéresser du sien. Après des oppositions parfois violentes entre les formations, le CLL du Roannais est constitué le 10 mai 1944. Elie Vieux, résistant de la première heure en est le président. Il émane du MLN.

Il est entouré de Dourdein pour le PS, de Rémy pour le FN de Bonnefille pour le PC et de Boiteux pour la CGT, Chenard, des EC les rejoindra par la suite.

Le CLL formera trois commissions. Elles se consacrent à la "Politique et à l'Épuration", au "Ravitaillement et aux Transports" et à "l'Insurrection". Elles sont présidées respectivement par Fournier, Cheylard et René Paillard.

Les 20 et 21 août 1944, toutes les unités de la Wehrmacht quittent le département. Des incidents sont à redouter. La prise de possession des établissements publics peut tenter, ici ou là, quelques écervelés, surtout dans les centres. Montpellier, Toulouse et Limoges ont connu des situations confuses. À Lyon le responsable régional FFI en a écarté le danger. Dans la Loire, tout se passera dans une complète harmonie. C'est tout juste si l'on signale quelques symptômes, vite réprimés, à Rive-de-Gier. À Firminy, un désaccord est tranché par appel à un arbitre, lequel, phénomène assez rare, fut l'officier représentant militaire au CDL.

Comment est-on parvenu à ce résultat à Saint-Étienne et à Roanne ? Au chef-lieu, ce fut par l'action non concertée de journalistes et du capitaine Ferrières.

Dans le cadre du CDL, des commissions de la presse et de l'insurrection avaient été formées. Ledot, journaliste à *La Tribune*, présidait la première. La seconde avait demandé au capitaine Ferrières de conduire la phase insurrectionnelle sur la ville.

Les derniers soldats allemands quittent Saint-Étienne au matin du 20 août. Les membres du CDL, surpris, sont dispersés. Ils ne peuvent siéger. Une vingtaine de FTP, aux ordres du capitaine Arthur, membre de la commission insurrectionnelle, se présentent à 16 heures place Jean-Jaurès. Sous leur protection, et sous l'impulsion de Ledot, faisant office de rédacteur en chef, les journalistes confectionnent un journal qui prend le titre de *La République*. Son éditorial insiste sur la nécessité du maintien de l'ordre. Il publie une mise en garde contre les excès. Il est diffusé au matin du 21. Ces appels à la raison porteront leurs fruits.

Le capitaine Ferrières est alerté fortuitement, tôt, le 21. Il est seul et sans troupes. Il décide d'agir seul et immédiatement. Il se rend à la préfecture où il procède à l'arrestation du sous-préfet Fallier qui fait fonction de préfet. Il confie ce poste à Pierre Nautin, chef de la 2^e division et agent du NAP³³. Il se rend ensuite à l'hôtel de ville où il fait incarcérer le CC³⁴ Weber, collaborateur notoire. Il le remplace par le commissaire Fleuret, résistant. Le CDL s'est réuni entre-temps. Ferrières s'en va lui rendre compte de ses actes. Le CDL entérine les mesures prises. Gabriel Calamand sera préfet jusqu'à l'arrivée de Lucien Montjauvis, le 25 août. Il y aura quelques écarts, tant à l'AS que chez les FTP. Il y sera vite mis bon ordre. La Loire vient de passer d'un régime à un autre sans incident, sans que la population en ait ressenti les moindres remous, à peine percevait-elle les événements importants qu'elle vivait.

Ces actions rapides, quasi simultanées, visaient à décourager toute velléité d'entreprise marginale. La mise en place de Lucien Montjauvis confortera cet acquis. Cet ancien député communiste de Paris, par son sens politique et sa modération, saura calmer les esprits quand ce sera nécessaire. Il fera l'unanimité sur son nom.

À Roanne, l'événement se déroule encore plus simplement. Le 21 août, à 16 heures, le CLL est réuni chez Elie Vieux. Le commandant Antoine, chef de secteur de l'AS, s'y trouve. Il a alerté ses troupes. On craint l'agitation de quelques irresponsables. Le CLL, vers le soir, constatant que le

³³ Noyautage des administrations publiques.

³⁴ Commissaire central.

calme règne dans la rue, se rend au grand jour à l'hôtel de ville. À 20 heures, il prend possession des lieux et siège d'emblée.

Elie Vieux s'installera à la sous-préfecture, Dourdein à l'hôtel de ville. Ici, comme à Saint-Étienne, tout s'est passé dans le calme. Quelques Roannais ont fait monter leurs acclamations au passage des membres du CLL portant brassards tricolores.

Ce n'est pas un mince mérite pour le département que d'avoir réalisé ce transfert de pouvoir dans une absolue tranquillité et sans effervescence. Il est peu de départements français qui peuvent se prévaloir d'un tel titre de gloire, d'un titre qui en vaut bien d'autres.

Si la gloire est aussi au rendez-vous des succès militaires dans la Loire, elle n'atteint pas le lustre de ces faits d'armes qui ont nom : les Glières, le Vercors ou le mont Mouchet. Cela tient à deux facteurs : une situation géographique qui place le département en dehors des grands axes de pénétration ou de retraite de la Wehrmacht et une densité militaire ennemie et amie limitée. Lorsque les forces allemandes du sud de la France refluèrent, elles se dirigèrent sur Dijon, soit par Clermont-Ferrand et Digoin, soit par la rive gauche du Rhône. Ceux de ses éléments qui empruntèrent la rive droite du fleuve, ne feront qu'effleurer la Loire entre Saint-Pierre-de-Bœuf et Condrieu. Seul un groupe du SOE y livrera combat.

Bien que Saint-Étienne et Roanne constituent des nœuds de communication importants, ils ne seront utilisés, voie ferrée exceptée, que de façon épisodique et par de faibles détachements allemands. Il en résulte que la Loire ne connaîtra que des engagements militaires d'ampleur réduite. Si celui d'Estivareilles atteint le niveau du bataillon, c'est qu'il concerne les 2/3 de la garnison allemande du Puy, forte de 1 300 hommes et contrainte de prendre la route par suite de la coupure de la voie ferrée entre Saint-Étienne et Le Puy, au viaduc des neuf ponts au Pertuiset.

Dans la Loire, les Allemands ne comptent que 600 hommes. 1/3 d'entre eux échappe à l'autorité de commandement départemental. Ils seront à peine inquiétés pendant leur retraite. Leur faible densité donne une idée de l'importance stratégique que l'occupant accorde au département.

Les Allemands font usage du potentiel industriel de la Loire et de ses moyens de communication. Il importe de les priver de cette production et de leur liberté de mouvement. Ces missions incombent à des hommes spécialement affectés à ces tâches. La France aura besoin d'assurer la continuité de son effort militaire jusqu'à la victoire. Il en naîtra des formations militaires adaptées aux objectifs du moment et aptes à s'intégrer en dernier ressort aux unités régulières de l'année française.

*

* *

Toutes les formations militaires de la Résistance nationale furent présentes dans la Loire. Si, à la libération du département, l'Armée secrète a connu la notoriété, ce sont les FTP qui souffrent les premiers et le plus durement des méfaits de la répression. Le SOE³⁵ se met en évidence par ses actes de sabotage. L'ORA³⁶ s'est incorporée à l'AS en octobre 1943. Elle fournira le chef départemental des FFI³⁷, lesquelles rassemblent la totalité des formations.

Celles-ci agiront par deux types d'unité : des équipes de résistance sédentaires opérant à partir de leur domicile et des éléments militarisés qui prendront le maquis. Les premières aideront au soutien logistique des seconds, elles les alimentent en effectifs.

³⁵ Secrète opération exécutive (Sections spéciales de l'Intelligence service britannique).

³⁶ Organisation de Résistance de l'armée.

³⁷ Forces françaises de l'intérieur, créées officiellement le 1er février 1944 ; le général Koenig, héros de Bir Hakeim fut placé à leur tête.

L'Armée secrète de la Loire a vécu deux phases distinctes dans sa constitution. L'une se fonde sur la création des Corps francs au sein des mouvements, l'autre prendra son essor avec la nomination du capitaine Jean Marey à la tête de l'organisation.

Les Corps francs apparaissent à la fin de 1941. À Saint-Étienne, ils sont l'œuvre de *Combat*. À Roanne, ils appartiennent à *Franc-Tireur*. Jean Perrin est à l'origine de celui de Saint-Étienne, dont Jean Séclé est le chef. Il ne comprend que 8 exécutants. Il agit avec des moyens de fortune. Jean Perrin achètera 10 revolvers de 6,35 à des républicains espagnols, à 700 F pièce. Ils lui seront livrés sans cartouches. Le groupe s'attaque aux kiosques à journaux et aux vitrines de la collaboration. Après l'arrestation de Jean Perrin il passe aux ordres de la région et perçoit ses premiers explosifs.

À Roanne, le Corps franc se forme autour de Marcel Gallet. Il est plus étoffé que celui du chef-lieu. Roger Grivelli, Hennebert, Giry père et fils et les frères Flicker en sont les figures marquantes. Il fournit les comités de réception des parachutages d'armes et d'accueil d'agents des FFI. Son effort porte sur les sabotages d'entreprises au service de l'ennemi. Le plus probant est accompli le 28 décembre 1942 à France-Rayonne. Conduit par Gilbert Mus, saboteur FFL, le CF³⁸ immobilisera l'usine plusieurs mois en sectionnant la conduite d'eau qui l'alimente. Marcel Gallet, le 4 juin 1943, se met à l'abri en Savoie. Après sa disparition le Corps franc s'est dispersé par mesure de sécurité.

Ce même 4 juin, Roger Grivelli a reçu la visite des agents allemands dès 5 heures. Il se défend jusqu'à son avant-dernière cartouche. Il abat un colonel et deux agents. Il se loge la dernière balle dans la tempe. Il a 22 ans.

*

* *

Le 11 novembre 1942, le général Delestraint est nommé chef national de l'AS. Des structures nouvelles, hiérarchisées, seront créées. Il faut placer des chefs aux divers échelons. La Loire se met à la recherche d'un responsable départemental opérant à plein temps. Pierre Desgranges, qui en assume la charge début 43, ne peut s'y consacrer entièrement. On songe à des officiers de l'armée d'armistice rendus disponibles par la dissolution de celle-ci. Trois saint-cyriens du 5^e RI sont connus pour leurs sentiments gaullistes. Ils sont attirés par ailleurs. C'est un Lyonnais qui est proposé par la région ; le capitaine d'artillerie Gaëtan Vidiani. Il est à Saint-Étienne en janvier. Il doit être confirmé au cours d'une réunion qui se tient chez Paret le 3 février. Les agents allemands y seront, ils arrêtent les 9 participants. Le capitaine Vidiani mourra au Struthof. Tout est à refaire.

*

* *

En mars 1943, Jean Bergeret, étudiant en médecine et militant des Équipes chrétiennes, a mis le capitaine Jean Marey en présence du chef d'escadrons Descours, chef régional de l'ORA. La rencontre a lieu dans un café de la place Badouillère à Saint-Étienne. Marey y est intronisé comme départemental OPA. En octobre, lors de la fusion, au plan régional, de l'AS et de l'ORA, Marey entreprend de tisser des structures départementales nouvelles. Il établit des liens avec toutes les équipes de résistants qui se sont constituées au sein des mouvements. En octobre 1943, il est rejoint par 5 officiers d'activé qui formeront, auprès de lui, l'équipe départementale de l'AS. Il conduira à son terme l'action qui contribuera à la libération du département. Le combat d'Estivareilles, où il fait 830 prisonniers, sera son œuvre maîtresse.

Avec le rattachement, fin 1943, du Roannais à son commandement et le ralliement du réseau "Jockey", l'AS s'articulera en six secteurs et quelques sous-secteurs. Ce découpage s'explique par l'intégration dans l'AS de résistants dont le rayonnement s'est affirmé dès 1942. Ils s'implantent :

³⁸ Corps francs, unités (régulières) de combat, chargées de missions spéciales ou délicates, confiées plus tard aux commandos.

- à Saint-Étienne, avec Henri Jeanblanc, enseignant. Il sera mis en sommeil après l'arrestation de son chef le 6 juillet 1944 ;

- dans la vallée du Gier avec le lieutenant Brodin, saint-cyrien. Ce dernier est arrêté en février 1944 ; Marcel Arnaud, technicien, lui succédera ;

- dans la vallée de l'Ondaine, où Chapelon, commerçant, René Cusset, saint-cyrien et Régis Perrin, architecte, se relayeront ;

- à Montbrison, avec Jean Rolle, employé ;

- à Chazelles-sur-Lyon avec Adrien Monier, représentant en chapellerie ;

- à Roanne, avec Boisseroles, agent de maîtrise SNCF, puis, après son arrestation, en décembre 1943, avec le lieutenant Charlet, officier du Génie, le lieutenant Barriquand, saint-maixentais et le commandant Antoine, polytechnicien, officier du Génie.

Roanne a un sous-secteur à Saint-Germain-Laval avec Jean Boyer, radio-électricien. Chazelles-sur-Lyon en a deux, l'un à Saint-Galmier avec Eugène Guillot, cordonnier, l'autre à Feurs avec Marguerite Gonon à laquelle succède Renard, officier d'aviation. La qualification professionnelle de chacune de ces personnes donne une idée de la diversité de cet encadrement.

Jusqu'à la Libération, les secteurs sont chargés des tâches d'exécution. Les sabotages leur incombent. Chacun d'eux doit recruter et former des équipes de sédentaires. Le moment venu, il aura à constituer des maquis d'où sortiront les unités combattantes.

*
* *

Il existera des maquis directement subordonnés au département. Ils stationnent, l'un en Haute-Loire, à Boussoulet, l'autre à la Chambonie, à la limite du Puy-de-Dôme. Ce dernier disparaîtra en avril 1944. Le premier est le noyau originel d'une très belle unité : le GMO³⁹ du "18 juin".

Un maquis a rayonné dans les monts de la Madeleine, à la fin de 1943. Confié au capitaine d'infanterie coloniale Fradin, il est directement subordonné à la région dans le cadre des MUR. À la suite de dissensions internes, il éclatera à la fin de décembre. Les éléments des MUR et le groupe "Alice" s'intégreront à l'AS de l'Allier.

*
* *

Avant le 6 juin 1944, la totalité des missions de sabotage est l'œuvre des résistants sédentaires. Après le débarquement allié sur les côtes normandes, ceux-ci les poursuivront en parallèle avec les unités organisées. C'est aux sédentaires de Rive-de-Gier qu'il reviendra, le 23 juillet, à Augris, de détruire les 2/3 des réserves d'essence de la 19^e armée allemande.

Les unités combattantes de l'AS prendront forme au début de juillet 1944, dans les maquis. Le gros de l'effectif stationnera dans les monts du Forez, entre Saint-Bonnet-le-Château et Montbrison. Des éléments graviteront autour des monts de la Madeleine.

Elles seront l'une des originalités de l'Armée secrète de la Loire. Sous la dénomination de GMO, Marey imaginera des entités militaires à base d'armement d'infanterie, motorisées et pourvues d'un élément d'éclairage et de liaison motocycliste. Ses effectifs seront fonction du recrutement. Ils se situaient entre 40 et 160 hommes.

Il se créera une patrouille motorisée, assimilable à un peloton d'AM⁴⁰. Elle se compose de cinq coupés Citroën à pare-brise rabattable, avec un équipage de 4 hommes. Chaque voiture comporte un FM⁴¹ ou une mitrailleuse d'aviation montée sur pivot.

³⁹ Groupes mobiles d'opérations, unités combattantes de l'Armée secrète.

⁴⁰ Automitrailleuses.

⁴¹ Fusil-mitrailleur.

Quelques GMO seront regroupés sous un même chef. Le groupement "François" est confié au lieutenant Cusset, celui de "Strasbourg" au lieutenant Millon, tous deux saint-cyriens.

Au 20 août 1944, l'AS comprendra comme éléments opérationnels, 6 GMO aux effectifs de 100 à 160 combattants et une patrouille. Un 7^e GMO est en formation. Ils proviennent des maquis de Boussoulet et des secteurs de l'Ondaine, de Montbrison et de Chazelles-sur-Lyon. À cette date, le secteur de Roanne est en mesure d'engager 3 unités fortes de 20 à 30 hommes. Rive-de-Gier dispose de 40 combattants résolus. Après la libération, des GMO surgiront de partout. Il ne sont pas retenus dans cet exposé. Ils sont le fruit de nombreux engagés volontaires qui ont rejoint les rangs de l'AS après le 22 août.

Les FTPF font leur apparition dans la Loire au cours de l'été de 1942. Un comité militaire est créé à Saint-Étienne à l'initiative du FN. Le département, dénommé "Région 3 de l'inter-région A", aura 4 secteurs : Rive-de-Gier, Firminy, Montbrison et Roanne. À la fin de 1942, le responsable départemental en est Jean Sosso, élément dynamique et décidé.

En plus des missions habituelles des formations militaires de la Résistance, les FTP mettent l'accent sur l'enrôlement des réfractaires du STO et sur le soutien aux familles des victimes de la répression. Au niveau de la décision, ils adoptent un dispositif collégial : le triangle de commandement. Trois officiers y prennent le titre de commissaire : aux effectifs, aux opérations et technique. Le premier exerce une autorité morale sur les deux autres. Jean Sosso organise ses secteurs à partir de militants ou de sympathisants communistes. Dès la fin de 1942, l'effort portera sur la constitution de camps.

En prélevant, à l'origine sur leurs équipes de sédentaires, les secteurs créeront le camp Wodli pour Firminy, le camp Vaillant-Couturier pour Roanne, le camp Lucien Sampaix pour Montbrison et le camp Champommier pour Rive-de-Gier. Par "camp", il faut entendre "maquis".

Le camp Wodli en est le plus illustre. Il en fut le plus nombreux, le plus ardent, le plus chargé de péripéties cruelles ou glorieuses de la Résistance armée dans la Loire. Pour sa sécurité, il sera contraint de multiplier ses déplacements. De l'Ardèche au Puy-de-Dôme, il couvrira une surface égale à deux départements français.

Il naît en janvier 1943 en Haute-loire. Jean Ollier, secondé par Henri Hutinet, un jeune saint-cyrien, en assume la responsabilité initiale. Le 26 avril 1943, Hutinet conduit l'opération qui aboutit à la libération de la prison du Puy-en-Velay de 26 détenus résistants. Wodli récidive à l'automne et en délivre 79 autres.

Ces exploits provoquent de violentes réactions de la part de l'occupant. Wodli subit de fortes pertes. Ses pérégrinations commencent. Elles le trouvent en juin 1944 centré sur la Chaise-Dieu où il est maître d'un large espace. Il y évolue à son gré. Vial-Massat en est le chef. Il comptera jusqu'à 600 hommes. Il s'engagera à fond dans les harcèlements préparatoires à la reddition de la garnison allemande du Puy, à Estivareilles. Il y perdra 21 tués.

Le camp Vaillant-Couturier est la branche maquis du bataillon FTP du Roannais. Diot en jette les bases en juin 1943. Il ne prend consistance qu'avec l'arrivée d'Emile Genest. À la fin de 1943, il est intégré au groupe Fradin et participe au combat de Lavoine le 15 novembre. Il reprend son autonomie au 1^{er} janvier 1944. Il fera face à des attaques au Brugeron et à Neulise. Il s'isole pour un temps. Reconstitué à Vivans, ses deux fractions se réuniront en mai sous l'autorité de Combecave. Il sera avec Lade et 110 hommes, le 1^{er} septembre, au combat de Saint-Yan.

Rassemblé à la mi-juillet 1944 à Lérigneux, avec Romeyer, le camp Lucien Sampaix est attaqué le 7 août par les GMR. Il est dégagé par des unités de l'AS et du SOE réunis. Il a 2 tués.

Le camp Champommier se compose de partisans de la vallée du Gier. Ses effectifs atteindront 120 hommes. Il est aux ordres de Victor Leclercq. On ne lui connaît aucun fait d'armes.

Avec le SOE, il entre dans la multiplicité des créations du réseau Buckmaster, branche "action" des services secrets anglais. La Loire a connu 4 de ses sous-réseaux. Leur champ d'action s'étend

sur plusieurs départements. On ne retiendra, ici, que leurs antennes "Loire". Dès 1942, le sous-réseau "Spruce" s'implante à Saint-Étienne. Dissous au début de 1943, "New-agents" lui succède en octobre.

Le sous-réseau "Acolyte", créé en 1943, a fait de Roanne son centre principal de rayonnement. Le sous-réseau "Jockey" se forme autour d'Adrien Monier. Celui-ci a rencontré Francis Cammaerts, responsable du secteur méditerranéen du SOE, dans la Drôme. Il entre en action en 1943 avec un Corps franc mais passe à l'AS en janvier 1944 avec l'accord de Cammaerts. Ces quatre sous-réseaux contribueront à alimenter la Loire en armement.

*
* *

"Spruce" et "New-agents" recrutent leurs membres parmi les mineurs stéphanois et dans les rangs du "Coq enchaîné". Spruce s'identifie en la personne d'un agent anglais Allan Jickell. Antoine Boirayon en est la cheville ouvrière dans la Loire. Ces sous-réseaux réceptionnent plusieurs parachutages. L'un de ceux-ci, le 24 septembre 1942, à Mornand-la-Jarlette, tourne à la catastrophe. Le comité de réception est arrêté. 27 membres de l'organisation le suivront en prison. Jickell regagne l'Angleterre par l'Espagne. Tout est à recommencer.

Antoine Boirayon a échappé à la rafle. Aux côtés de Joseph Marchand, industriel lyonnais, il reprend le flambeau, à la fin de 1943, sous la double appellation de "New-agents" et de groupe "Ange".

Ils entreprennent une série impressionnante de sabotages dont l'un au moins mérite d'être cité. Il s'agit de l'arrêt total de la production, en mai 1944, de l'usine Duralumin de Rive-de-Gier, par la mise hors d'usage de l'arbre moteur des laminoirs les plus modernes d'Europe.

Au 1^{er} juin 1944, "Ange" constitue un maquis dont l'effectif atteindra 150 hommes. Le 7 août, il dégagera au prix d'un tué, les FTP de Lérigneux. Le 31 août, il combat à Saint-Michel-du-Rhône. Il y perd 9 des siens.

À Roanne, sous l'autorité de Robert Lyon, "Acolyte" aura des activités semblables. Il opère en liaison avec l'AS qui lui est d'un précieux appoint. Il crée un maquis à Fragny. Fort de 28 hommes, placé sous les ordres d'un officier américain recueilli à la suite d'un atterrissage forcé, il est attaqué le 28 juillet et dispersé. Il se reforme aux Noës, vers le 15 août, avec André Cambouher. Présent à Saint-Yan avec 80 hommes, il négligera sa mission pour s'en aller cueillir des lauriers plus faciles ailleurs.

*
* *

Dans la Loire, l'ORA ne compte que deux officiers saint-maixentais au moment où elle fusionne avec l'AS. Celle-ci comprendra un contingent assez nombreux d'officiers et de sous-officiers d'activé qui ont servi dans l'esprit de l'ORA.

Les opérations militaires à mettre à l'actif de ces forces sont connues. Quelques-unes ont été évoquées au passage. Je me bornerai, ici, à un bilan. Un inventaire détaillé des actes de sabotage reste à établir. Dans un document dressé en 1972 par M. Peycelon, ils s'élèvent à 404 opérations sur les usines ou les voies de communication. On y compte 212 attentats contre les personnes dont 36 sur Roanne. Si le premier nombre est proche de la réalité, le second paraît excessif.

Les sabotages se répartissent en 32 interventions sur le potentiel industriel, 294 sur les voies ferrées et 78 sur les lignes électriques ou téléphoniques. La période d'après le 6 juin en totalise 158. La part de Roanne est de 65 dont les trois quarts après le 6 juin.

Non compris les accrochages mineurs, 30 combats ont opposé les forces de la Résistance à celles de l'ennemi. L'AS en a livré 17, les FTP 10 et le SOE 2. Les trois formations participent au combat de Lérigneux. Au cours de ces engagements, la Résistance aura 90 tués. Elle laisse 61 prisonniers aux mains de l'ennemi. Le camp Wodli subit les pertes les plus sévères. À lui seul, il compte 40 tués

et 46 prisonniers. Les blessés et les victimes civiles dus aux combats ne sont pas compris dans ces nombres.

Les pertes adverses n'ont été que rarement dénombrées. Les chiffres les plus fantaisistes ont été avancés par les combattants. On peut estimer comme proches de la vérité : 170 tués et 858 prisonniers dont 35 miliciens. Dans ces totaux, Vaugris est retenu pour 76 tués et Estivareilles pour 830 prisonniers. Ce résultat, auquel s'ajoute celui des sabotages dont l'ampleur n'est pas mesurable, est important.

*

* *

La mise sur pied de ces unités et leur emploi ont rencontré des difficultés de tous ordres. L'action clandestine est parsemée d'obstacles. On examinera, ici, brièvement, ceux qui relèvent du commandement, de l'équipement et de l'encadrement.

Les FFI ont été créées en février 1944 par décision du CNR ⁴². Le 4 avril, le général Kœnig en prend le commandement. Elles comportent un échelon départemental. Début avril, la région y place le capitaine Jean Marey. Jusqu'à la Libération, celui-ci n'utilisera jamais des prérogatives attachées à ce poste.

Immédiatement après sa nomination, et à la suite d'un écart de langage de sa part survenu à point nommé, le FN en conteste le bien-fondé et revendique cette responsabilité pour l'un des siens. Le colonel Provisor, chef régional pour la rive droite du Rhône, y est favorable. Un obstacle préalable est à lever, l'éloignement de Marey. Le suppléant de celui-ci, sollicité, s'y oppose. Provisor doit se résoudre à confirmer Marey dans sa fonction. Il le fait dans une lettre au FN, datée du 27 juillet. Le climat qui s'est instauré entre-temps et le comportement délibéré du principal intéressé, empêchèrent sa mise en application. Les contacts suivis, établis en février entre AS et FTP furent rompus. Il n'y eut pas coordination des actes de guerre dans la Loire.

*

* *

En matière d'équipement, aucune formation de la Loire ne disposera de moyens de transmission radioélectriques. Le département n'a aucune liaison de ce type avec la région. Le groupe "Ange" disposait d'un téléphone de campagne pour ses relations internes.

L'habillement est d'abord assuré par les volontaires eux-mêmes. L'AS de Montbrison s'emparera, à Saint-Just-sur-Loire, d'un millier de tenues militaires de l'armée d'armistice. Les maquis des monts du Forez en furent pourvus.

Les problèmes d'armement et de fourniture en explosifs furent initialement réglés par des moyens de fortune. Armes récupérées partout où une occasion se présentait. Cartouches de dynamite prélevées sur des chantiers divers ou sur le carreau des mines.

Des armes proviennent du 5^e RI. Elles sont prises aux gendarmes. Des fusils de chasse et des armes de poing individuels entrent dans les dotations. L'AS bénéficie de deux apports substantiels, l'un vient d'un dépôt clandestin de l'armée de l'armistice sauvé par le comte de Neufbourg des rafles de la Wehrmacht ; l'autre lui est amené "à domicile" par un escadron de la Garde républicaine, passé au maquis, le 8 juillet 1944, avec armes et bagages. L'essentiel de l'armement arrivera par la voie aérienne. Le SOE, les Mouvements et l'AS en seront les destinataires. Les FTP ne recevront aucun parachutage.

La topographie du département de la Loire se prête bien aux terrains de parachutage ou atterrissage en campagne. 48 parachutages réussis ont été répertoriés. On compte 7 échecs. Le

⁴² Conseil national de la Résistance.

premier parachutage est destiné au BCRA ⁴³, 8 iront aux Mouvements, 10 à l'AS de la Loire et 10 à l'AS du Rhône. Une équipe de Jedburg et des SAS sautent, le 15 août à Grézieux-le-Fromental. Parmi les arrivages de matériels, 28 sont dirigés sur Lyon, la Loire n'en percevra que la portion congrue. 4 disparaîtront avant d'avoir servi. On peut estimer à 16 ceux qui vont à l'équipement des sédentaires et des unités combattantes de la Loire. Un avion répond, en moyenne, à l'armement d'une centaine d'hommes. Ce sont 2 000 hommes qui pourraient être armés par ce moyen. Les coupes sombres opérées par l'occupant, réduisent ce nombre à 1 600. On voit par là, que les autres sources d'armement ne furent pas négligeables.

On ne pouvait laisser des combattants dans la nature sans les armer. Mais les tractations avec les FTP portant sur les transferts d'armes parachutées furent âpres. Aucune indication sur les effectifs ne pouvait être obtenue, moins encore vérifiée. Il y eut source de conflits parfois suivis d'actes caractérisés d'hostilité. À la libération, toutes les formations FTP de la Loire étaient correctement armées. Il subsiste toutefois des imperfections. À Saint-Yan, la compagnie Lade compte une trentaine de fusils de chasse. Le groupe Flicker, de l'AS, au 20 août, comprend 40 hommes non armés.

Le SOE fut servi à profusion. Ses chefs suppléèrent autant qu'ils le purent aux besoins des autres formations. Il faut leur rendre un juste hommage.

*
* *

Plus que dans la quantité d'armes, c'est dans leur mise en œuvre convenable que réside leur efficacité. 16 hommes et 2 bazookas engagés à Vaugris font davantage que des compagnies imparfaitement employées. La différence provient le plus souvent de la plus ou moins grande aptitude des cadres à accomplir leur fonction.

À tous les niveaux de la prise des décisions et dans l'exécution, la Résistance réclame des hommes de convictions. Au niveau supérieur elle exige qu'ils se doublent d'intelligence et de raison. Au département et au secteur, il lui faut disposer de véritables meneurs d'hommes, aptes à partager les risques à la tête et au milieu de leurs troupes. À tous les échelons, le rôle essentiel des cadres est de les découvrir et de les placer aux postes appropriés à leurs qualités.

Dans la Loire, chez les FTP, Hutinet et Vial-Massat sont de ceux-là. Antoine Boirayon en est au SOE. À l'AS, Jean Marey, au vu de ses dons et de son charisme, est indiscutable. On ne peut affirmer la même chose dans tous les secteurs. Si Adrien Monier à Chazelles-sur-Lyon et Henri Jeanblanc à Saint-Étienne sont bien à leur place, on ne peut aller au-delà. Fort heureusement, les insuffisances seront compensées par la qualité et l'ardeur des subordonnés :

Michel Flicker et Jean Boyer dans le Roannais, le lieutenant Millon dans le Montbrisonnais, Régis Perrin à Firminy et Joseph Coste à Rive-de-Gier, pour ne citer que les plus en vue.

Avec un nombre plus élevé d'hommes de cette trempe, le rendement global des formations armées de la Loire se fut encore accru. Le potentiel existait. Les fluctuations internes au secteur de Roanne furent préjudiciables au plein emploi de ses forces.

*
* *

Les résultats obtenus par l'ensemble des forces armées de la Loire sont, en tout état de cause, substantiels. Dans le domaine des sabotages, ils sont considérables. C'est par un défaut de liaison entre les exécutants et les états-majors alliés, que les bombardements aériens de la Ricamarie et de Saint-Étienne, qui firent 1 500 victimes parmi la population, ne purent être évités. À la Ricamarie, la destruction des machines-outils de la Nadella était en préparation à l'AS. À Saint-Étienne,

⁴³ Bureau central de renseignement et d'action, dirigé par le colonel Passy et dépendant du gouvernement de Londres.

l'équipe du groupe "Ange", chargée de la paralysie du nœud ferroviaire était à pied d'œuvre le 26 mai 1944.

Dans le domaine des engagements entre forces adverses, ils sont des plus acceptables sans pour autant atteindre le niveau de ceux des départements voisins.

On a vu par la quantité des armes livrées que l'état-major allié ne fit pas de la Loire un département prioritaire. En un seul jour, le 1^{er} août 1944, la Haute-Savoie a reçu sept fois le contingent global. Cela s'explique par sa position géographique, mais aussi, par le volume de ses effectifs.

Laissons parler les chiffres. Au 1^{er} juin 1944, l'ensemble des maquis rattachés à la Loire totalise 570 hommes. À cette date, la Haute-Loire mobilise 4 000 hommes pour le mont Mouchet. Au 22 août, date officielle de la libération du département, la Loire rassemble 2 100 hommes dans les unités combattantes et 700 à 800 sédentaires. Ce même jour, la région lyonnaise annonce 60 000 hommes pour 10 départements, soit une moyenne de 6 000 pour chacun d'eux. Ces chiffres se passent de commentaires. Ils ne diminuent en rien les mérites des résistants de la Loire.

*
* *

La Loire peut aussi s'honorer d'avoir participé au combat libérateur par quelques-uns de ses fils, appelés à des tâches d'une autre ampleur. On ne retiendra que trois noms ; René Brouillet, Paul Rivière et Romans-Petit.

René Brouillet est un diplomate proche de Georges Bidault ; en avril 1943 il entre au Comité général d'études, organe annexe du CNR. Le comité publie des *Cahiers Politiques*. René Brouillet en est l'un des rédacteurs. Il sera le premier commissaire de la République d'Angers. Appelé à d'autres fonctions, c'est Michel Debré qui assumera ce poste

Paul Rivière joue un rôle de premier plan en région lyonnaise. Il est l'un des premiers dirigeants de "Combat". En janvier 1942, il prend la tête des services aériens sous leurs différentes formes, en liaison directe avec l'EM allié. Il aura la haute main sur ces opérations pour le sud de la France.

Dans *La nuit sans ombre* Alban-Vistel lui a consacré, ainsi qu'à son épouse Jannick, dix pages entières.

Romans-Petit n'est plus à présenter. Il opère dans l'Ain. Il est le chef prestigieux des célèbres maquis qui défilent le 11 novembre 1943 dans Oyonnax. Officier de l'Armée de l'Air, il est stéphanois. C'est un ami personnel de Jean Nocher. Il engagera plus de 3 000 hommes parfaitement organisés et armés, le 1^{er} septembre 1944, aux côtés des 157^e et 180^e R.I. américains dans l'opération de libération de son département.

*
* *

Si cet aperçu embrasse les principaux aspects de la Résistance dans le département de la Loire, il n'en retrace que les grandes lignes, d'où un débit un peu aride de l'exposé. Il est loin d'épuiser le sujet. La matière en est abondante. Pour la pénétrer jusque dans sa trame, un gros volume serait nécessaire. Bien des points importants restent dans l'ombre. Nombreux sont ceux qui ne seront jamais connus. Des acteurs de premier plan ont disparu avant de témoigner, d'autres se réfugient dans un silence obstiné, le devoir étant accompli.

Le rôle éminent de Robert Kahn, celui du capitaine Berheim sont couverts d'un voile peu transparent. L'un et l'autre sont morts à Bron, au fort de la Duchère le 18 août 1944.

Les réseaux de renseignements n'ont pas été évoqués. L'aide que le monde paysan apporta à la vie des maquis et dans les parachutages ne peut être comptabilisée. Elle est considérable.

Il était tentant de situer la place du département dans la région lyonnaise. Prépondérante à l'origine, elle s'est estompée peu à peu.

*
* *

La Résistance a pleinement rempli son office dans la libération du sol national mais elle avait une ambition plus élevée. Elle a combattu une idéologie malsaine. Elle visait à extirper celle-ci, non de la mémoire des hommes, mais de leur cœur. Elle rêvait de lui substituer un idéal de dignité humaine qui puisse s'exprimer partout dans le monde, au-delà des croyances, au-delà des civilisations particulières. À ce titre, elle reste d'actualité. Elle est le souci de tous les hommes généreux capables de se dévouer pour le bien d'autrui.

Il reste, il restera toujours à faire pour atteindre cet objectif difficile et lointain. Vue sous cet angle, la Résistance peut encore apporter beaucoup aux Français et au monde. Au-delà du patrimoine historique de la nation, dont elle forme un fleuron incomparable, elle constitue, par la masse des enseignements qu'elle dispense, un réservoir inépuisable mis à la disposition, aujourd'hui et dans l'avenir, de tous les chercheurs soucieux d'humanité.

Annecy-le-Vieux, le 27 décembre 1987

Colonel René Gentgen



La Libération à Montbrison

Devant le monument aux morts de la ville, le commandant Marey (1^{er} rang, 2^e de gauche à droite), le sous-préfet Gidon (1^{er} rang, 3^e), le colonel Gentgen (1^{er} rang, 5^e)

DEUXIÈME PARTIE

À travers l'histoire de la Résistance

Introduction

À TRAVERS L'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE FORÉZIENNE VARIA

Cette 2^e partie rassemble des textes très différents : on dit *Varia*, divers, pour indiquer que leur unité n'est pas évidente. Ils permettent de faire plusieurs voyages à travers l'histoire de la Résistance en Forez et se groupent autour de trois thèmes : combat à Lérigneux et bombardement à Roche en 1944 ; épisodes et personnages ; compagnons de la Libération du Roannais. Divers textes ont été aussi rattachés à cette 3^e partie.

Combat à Lérigneux (1944) et bombardement à Roche

Lérigneux, où se trouvait le camp FTP⁴⁴ Lucien-Sampaix, a été en 1944 attaqué par les soldats de la Wehrmacht et par les GMR⁴⁵ de Vichy. Les FTP ont été secourus par les FFI du maquis de Roche (Combat) et par ceux du groupe Ange qui étaient aux *Limites*. Ce fut l'occasion de repousser l'agresseur. Jean-Paul Jasserand avait consacré à cet épisode un article de *La Tribune-Le Progrès* (1994). Nous le remercions de nous avoir autorisés à le reproduire aujourd'hui. Georges Démariaux avait recueilli en 2004 le récit du père Meynard, curé de Lérigneux et de Roche en 1944, qui raconte ce qu'il a vu des événements de Lérigneux et donne son avis. Georges Démariaux donne son propre témoignage sur un bombardement (accidentel ?) à Roche en mai 1944.

Résistants foréziens

Viennent ensuite des fiches biographiques que nous avons rédigées pour le CDROM édité par l'AERI (Association pour des études sur la Résistance intérieure) et l'université de Saint-Étienne sur l'histoire de la Résistance dans la Loire : ce sont de courtes fiches (2 ou 3 pages), des textes volontairement courts qui s'intègrent dans l'ensemble plus vaste du CDROM et qui doivent fournir à ses utilisateurs le maximum de renseignements dans un espace assez court. Ces textes sont consacrés à des résistants : pas forcément à tous ceux qui, dans le Montbrisonnais, ont été cités mais à ceux dont nous avons été chargés de retracer le parcours de vie et de résistance. Les biographies sont consacrées à un jeune résistant, André Plasse (1922-1947), membre des *Équipes chrétiennes* de la Résistance, à trois historiens membres de l'équipe des Chartes du Forez, Marguerite Gonon (1914-1996), le comte Guy de Neufbourg (1887-1986)⁴⁶, Édouard Perroy (1901-1974) et aussi à Lucien Gidon (1915-2001), sous-préfet de la Libération, dont l'étude sur la Résistance ouvre notre recueil.

Antoine Cuisinier a aussi, dans *Village de Forez*, retracé la vie de Michel Chavalard (1922-2006), de Boën, un réfractaire au STO devenu combattant FFI dans les maquis de l'Allier : belle leçon de courage d'un homme marqué toute sa vie par les blessures qu'il avait reçues. Quant à Gérard Aventurier, il a évoqué dans le n° 107 de *Village de Forez* les destins de deux Foréziens, Hippolyte Delabre et Albert Patouillard évadés puis entrés dans la Résistance.

Aspects de la Résistance dans le Montbrisonnais

D'autres fiches du CDROM ont été consacrées à des événements ou à des aspects de la résistance du Montbrisonnais qui méritaient une synthèse : le rôle des résistants de la ferme Chauvet à Précieux (Loire) et des agents du réseau Roy (1943-1944) qui y avaient installé leur base ; la

⁴⁴ Francs-tireurs et partisans, groupes armés du Front national, à dominante communiste.

⁴⁵ Groupes mobiles de réserve.

⁴⁶ Le nom du comte de Neufbourg vient d'être donné à une rue de Montbrison (2009).

Résistance chrétienne organisée autour du chanoine Duperray ⁴⁷, supérieur du petit séminaire et de l'abbé Dusserre, directeur de la Maison des œuvres de Montbrison.

Dans le Roannais, trois compagnons de la Libération

Nous avons placé dans ces *Varia* une étude publiée dans *Village de Forez* et consacrée aux *Compagnons de la Libération* du Roannais. Dès 1941, le général de Gaulle avait créé une décoration - qui était presque un ordre de chevalerie - destinée à honorer ceux qui se seront particulièrement distingués dans la lutte pour la Libération du pays - qui était encore bien éloignée !

Cette étude comporte d'abord un rappel de ce qu'est l'Ordre de la Libération. Suivent les biographies de trois compagnons :

- Roger Crivelli (1918-1943), jeune ouvrier d'origine italienne, résistant particulièrement courageux du groupe *Franc-tireur* de Roanne qui se sacrifia pour sauver l'un de ses camarades.

- Eugène Déchelette (1906-1973), héritier d'une des grandes dynasties du textile roannais, patriote qui rejoignit la France libre puis fut parachuté dans la Creuse en 1944.

- Paul Rivière (1912-1998), professeur de lettres classiques devenu homme de guerre, resté dans l'armée après 1945, colonel, puis député de la Loire - il avait Marguerite Gonon comme suppléante.

Un ouvrier, un patron, un professeur : le patriotisme les avait unis.

Cette étude, limitée au Roannais, n'évoque pas les compagnons de la Libération originaires de la région stéphanoise. On peut cependant les citer : l'aviateur Lucien Montet, dit Christian Martell (1914-1945) ; Dominique Ponchardier (1917-1986), résistant, ambassadeur puis... auteur de romans policiers (la série du *Gorille*) ; son frère l'amiral Pierre Ponchardier (1909-1961) ; Léon Nautin (Saint-Étienne, 1909), arrêté en 1944 à Bordeaux, qui s'est donné la mort pour ne pas risquer de parler ; le colonel Louis Gentil (Saint-Étienne, 1896-1944), mort en déportation ; le colonel Romans-Petit (Firminy 1897-1980), chef historique des maquis de l'Ain ; Henri Jaboulay (Izieux 1897-1977), responsable pour *Combat* des maquis de la région lyonnaise. La plupart d'entre eux ont eu, en fait, une activité résistante en dehors du Forez. Mais ils appartiennent cependant au Forez où ils ont passé leur jeunesse. Il y a là une étude à faire. L'Histoire, nous l'avons dit, est toujours un chantier ouvert.

La visite du général de Gaulle à Arthun en 1948

L'un des articles déborde de notre période. Mais il se rattache aux souvenirs de la Résistance. Le général de Gaulle est venu en 1948, pendant la « traversée du désert », demander, à l'occasion d'un voyage familial à Saint-Étienne, l'hospitalité au comte de Neufbourg, à Arthun. Nous avons demandé à Marguerite Gonon de raconter cet épisode pour *Village de Forez*. C'est devenu l'un des articles les plus célèbres de la revue. C'est que Marguerite Gonon avait une sacrée plume ! Il eût été bien dommage de ne pas avoir ce récit. À lire Marguerite Gonon, on croit entendre le son de sa voix....

Un Forézien fils d'un fusillé du mont Valérien

Le dernier texte qui figure dans nos *Varia* est une note de lecture : Bernard Esparre - que connaissent bien tous les amateurs de cinéma à Montbrison - a consacré une brochure à son père, Louis Esparre, qui fut chef d'un réseau de la Résistance et fusillé au mont Valérien. Certes, ce n'est pas un épisode de la Résistance en Forez mais il s'y rattache parce que le Montbrisonnais Bernard Esparre est dépositaire de la mémoire de son père - qui ne l'a vu alors qu'il n'avait que quelques mois dans le parloir de sa prison. À cinq ans, Bernard Esparre a reçu la Légion d'honneur au nom de son père.

Claude Latta

⁴⁷ Le nom de Jean Duperray, supérieur du séminaire, plus tard évêque de Montpellier, vient aussi d'être donné à une rue de Montbrison (2009).

Combats et bombardements

IL Y A CINQUANTE ANS LÉRIGNEUX

CHAMP DE BATAILLE

Dans ce village des monts du Forez a lieu le premier combat victorieux de la Résistance dans la Loire

Le 7 août 1944, il y a cinquante ans, le village de Lérigneux, à 12 km de Montbrison, dans les monts du Forez, fut le théâtre du premier combat important et victorieux de la Résistance dans la Loire. Cet anniversaire serait passé inaperçu sans l'initiative de M. André Michard, un ingénieur des Arts et métiers aujourd'hui à la retraite dans le bourg de Lérigneux. Il a réuni des témoignages et documents de différentes origines en un ouvrage d'une quarantaine de pages intitulé *1944-1994 : Le cinquantenaire de la bataille de Lérigneux*.

À l'époque, M. Michard avait 20 ans ; il se trouvait au STO, Service du travail obligatoire. Il n'était pas sur place, mais a rencontré beaucoup de témoins des événements qu'il relate. Les documents qu'il a utilisés lui ont surtout été fournis par M. Roger Barou, maire de Lérigneux, M. Émile Meunier, maire de Bard, M. Paul Romeyer, l'ancien chef du maquis de Lérigneux. M. Michard a eu de nombreux entretiens avec les habitants de Lérigneux qui furent témoins des faits. Il a aussi été aidé par M^{me} Marguerite Fournier-Néel, sa belle-mère, qui était journaliste sur place en 1944. L'auteur prévient que son recueil est un récit de *non-résistant*.

Les maquis dans la montagne

En 1944, Lérigneux comptait 250 habitants, contre 111 aujourd'hui. La Résistance dans les environs de Lérigneux était composée de trois groupes de maquisards : le groupe Ange de l'IS (Intelligence Service) à Pivadan, qui comptait 150 hommes ; l'AS (Armée secrète), maquis fondé par Rolle, responsable local de la CFTC, installée à Roche (trois GMO, groupes mobiles d'opération, pour 150 hommes au total) ; les FTPF, Francs-tireurs et partisans français, 200 hommes environ. Ces chiffres correspondent à des estimations. On peut considérer qu'environ 150 à 250 maquisards ont pris part au combat.

À la suite de diverses péripéties, Paul Romeyer avait installé son groupe de FTPF près du bourg de Lérigneux. M. Michard relate quelques anecdotes : *En juillet, on voyait des maquisards partout à Lérigneux, notamment place de l'église où, revolver à la ceinture, ils demandaient leurs papiers aux passants. Le 28 juillet, les FTPF réquisitionnaient la vieille maison Clairet. C'était le local de Cœurs Vaillants dirigé par des villégiateurs.*

La lune se lèvera ce soir

Pendant plusieurs soirs, un avion d'observation allemand avait tourné au-dessus des monts du Forez. Le 5 août 1944, le réseau Ange apprit qu'il se préparait quelque chose à l'EML, état-major de liaison allemand de Saint-Étienne. Ce même jour, un "message personnel" de Londres : *La lune se lèvera ce soir* autorisa Ange à distribuer des armes et explosifs, le 6 aux FTPF, et le 7 à Ange. Selon M. Michard, l'EML préparait une expédition punitive contre ce secteur.

Vers 7 h du matin, les forces allemandes (80 à 100 hommes) assistées de trois compagnies de GMR, Gardes mobiles de réserve (500 à 1 000 hommes selon les estimations, aux ordres de Vichy) arrivaient à Montbrison à bord de 15 cars à gazogène et 40 autres véhicules. Ces hommes avaient une double mission : d'une part établir des barrages sur les routes conduisant à Lérigneux (route de Moingt à Saint-Anthème, route de Montbrison à Lérigneux par Bard, route Nouvelle de Montbrison à Lérigneux par Roche) ; d'autre part attaquer Lérigneux.

Vers 8 h 30, alors qu'elles se trouvaient à Frédifond, les forces d'attaques se séparaient en deux colonnes : par Benevis, la colonne ouest allait investir la ferme Durand, au Palais. Au passage, les GMR blessaient au pied un habitant de Benevis qui les regardait passer : M. Régis Giraud. Au Palais, M. Marcel Durand, se souvient de ce jour : *Avec mon frère Claude, avec Jean Dupuis et Michel Passel, nous nous sommes cachés dans les bois du Palais*. La ferme fut fouillée, et le père, M. Camille Durand, fut emmené à Moingt avec M. Gourbière, de Barge. M. Durand fut libéré grâce à l'intervention de l'abbé Bolon, directeur du petit séminaire de Montbrison.

Les GMR ont ensuite investi le PC des FTPF près du Palais, par trois côtés : les FTPF n'avaient pas de sentinelle et ils se sont enfuis par le côté nord ; l'un d'eux, dont on ne connaissait pas l'identité, fut tué alors qu'il essayait d'évacuer un de ses camarades malade : c'est lui le "Maquisard inconnu" dont la tombe se trouve dans le cimetière de Lérigneux. On sait seulement de lui qu'il était surnommé "l'infirmier". Un FTPF a été fait prisonnier, et deux ont été blessés.

Cachés dans le foin

Les GMR sont ensuite allés, à travers bois jusqu'au Fay. Les fils Gorand, Camille et Félix, fauchaient le pré au-dessus de la ferme ; en voyant venir les hommes armés, ils se sont sauvés vers leur grange et se sont cachés derrière le foin. Les Allemands et GMR ont fouillé tout près, sans les voir. Cinquante ans après, M. Camille Gorand montre l'emplacement où il s'était dissimulé. Les GMR ont emmené avec eux M. Gorand père, qui a réussi à s'évader pendant l'après-midi.

En bas du Fay, les GMR ont pillé et incendié la ferme Solle qui avait été réquisitionnée par les maquisards.

Raymond Faye était tout enfant; il a entendu sa mère lui crier : *Les Boches arrivent !* et s'est sauvé à travers bois pour rejoindre son père qui faisait les foins dans la montagne, près de la jasserie familiale.

Les GMR dans Lérigneux

La colonne est (150 à 200 GMR et 10 à 15 Allemands) a entrepris de franchir le ruisseau du Cotayet par le pont de la D 44 ; elle a essuyé, à partir de la ferme Chauve, le feu des FTPF qui ont ensuite été contraints de battre en retraite en raison de leur infériorité en nombre et en armes. À midi, la colonne est entrain dans le bourg de Lérigneux, rejointe un peu plus tard par la colonne ouest qui arrivait du Fay.

Les Allemands installèrent une mitrailleuse dans le clocher de l'église. Paniqués, beaucoup d'habitants s'étaient sauvés dans la montagne ; d'autres s'étaient cachés dans les maisons ou dans les granges. Plusieurs maisons furent pillées. Un GMR qui avait un peu trop abusé de cerises à l'eau-de-vie fut fait prisonnier un peu plus tard par la Résistance, alors qu'il cuvait son alcool ; le lieutenant Ferréol, de l'AS, l'a envoyé à Château-Gaillard...

La contre-offensive

Pendant que les GMR entraient dans Lérigneux, Ange et l'AS préparaient la contre-offensive. Les deux groupes décidaient une action commune sous les ordres du lieutenant Millon. A partir du bois des Brosses, entre Pivadan et la Trésaillette, les résistants mitraillent les GMR autour de Dovézy, les forçant à prendre la direction de Lérigneux.

Millon fait établir un barrage sur la route de Baracuchet et les deux maquis, rejoints par des FTPF, se regroupent à la Rochette ; de là deux ailes se forment de chaque côté de Lérigneux : la section Launay par le nord, la section Durieux et le groupe GMO "Rhin et Moselle" par le sud.

Voyant arriver les forces de la Résistance, le commandant Lemoine a décidé du retrait de tous ses GMR vers les véhicules, sans l'avis des Allemands. Il y eut des échanges de tirs entre le GMO "Rhin et Moselle" et la FLAK (défense antiaérienne) allemande qui s'enfuit par la route du cimetière en direction de Montbrison. Le lieutenant Cellard, qui avait sonné l'attaque au clairon sonne le "cessez-le-feu" à 15 h Vers 18 h Emile Boirayon avec 50 hommes du groupe Ange poursuivait les GMR sur la D 44 et les retrouvait au carrefour de la route de Saint-Anthème.

Au bilan de cette bataille de Lérigneux, il y eut : 1 mort pour Ange ; 2 morts, 2 blessés et 3 prisonniers pour FTPF ; un habitant de Bard blessé (Régis Giraud), un habitant de Roche déporté (Marius Soleillant). Les Allemands n'eurent pas de mort ; en revanche 6 GMR furent tués et 30 blessés. Le mort du groupe Ange se nommait Simon Hecht, 38 ans (Polonais d'Andrézieux). Parmi les deux morts des FTPF, il y avait le "Maquisard inconnu" et Pierre Déjaèghère, de Courpières, 35 ans.

Le souvenir de ces combats est rappelé par des monuments : outre la tombe du "Maquisard inconnu", le monument de l'AS à Roche, et celui du groupe Ange au col de la Croix-de-l'Homme-Mort. Enfin, sur le monument aux morts de la commune de Bard, une plaque mentionne la mémoire des 3 tués de la bataille du 7 août 1944.

Jean-Paul Jasserand

["Il y a cinquante ans, Lérigneux, champ de bataille", *La Tribune-le Progrès*, 8 août 1994]

LA BATAILLE DE LÉRIGNEUX

Souvenirs de l'abbé Meynard, curé de Roche et Lérigneux (août 1944)

En juin 1944, notre montagne devenait un théâtre du recrutement des hommes du maquis, dont les uns s'y incorporaient par patriotisme, d'autres par peur d'aller travailler en Allemagne, d'autres peut-être par la perspective de se soustraire à toutes les sévérités de la restriction.

Ces hommes avaient certes un noble but, celui de travailler à la libération du pays occupé depuis juin 1940 par les Allemands. Mais leurs moyens d'existence ne furent pas toujours conformes à la justice individuelle. Si, parfois, ils faisaient rendre gorge à ceux qui s'enrichissent scandaleusement avec le marché noir, il n'en était pas de même à l'égard de certaines autres personnes dont le grief était seulement de posséder auto, camion, denrées, vin, linge, etc.

C'était avec des fusils, des revolvers, des mitraillettes qu'ils pénétraient dans les maisons, dans les magasins, dans les fermes, même s'ils n'exigeaient rien ; c'était toujours en armes qu'ils circulaient. Toute la journée, ils étaient postés par groupe de deux sur la place et demandaient les papiers aux circulants. Peu à peu, on s'habitua à leurs manières d'agir. C'était curieusement qu'on les regardait venir de leurs expéditions journalières, emmenant tabac, denrées diverses, armes, boissons.

Comme leur nombre s'accroissait de jour en jour, venant de Saint-Étienne, de Montbrison et autres lieux, ils installèrent un PC d'abord au Fay puis dans une maison abandonnée un peu isolée du village et appartenant à M. Solle ; puis un autre au Pallay, commune de Bard, dans une maison inhabitée et appartenant à M. Camille Durand. C'était là que résidaient les chefs et qu'étaient rassemblés vivres, vêtements, armes, vin, etc. Des hommes aussi y logeaient.

Il y avait sur Lérigneux et Roche 3 groupements à tendance diverse. Les FTP (Francs tireurs partisans), tendance communiste étaient vers le Fay ; les IS (Intelligence Service) vers les jasseries de Rondel de Pivadan et de Grandpierre, des Cognères ; les AS (Armée secrète) sur Roche, vers Montvadan, Glizieux.

Le 29 juillet, les chefs signifièrent à M. Henri Clairet de la Fougère de mettre aussitôt à leur disposition les locaux de leur maison inhabitée, et voisine de la leur. Là, les petits *Cœurs Vaillants* avaient leur lieu de réunion. De suite, ils se mirent à l'ouvrage pour emporter leur petit mobilier. Le lendemain et jours suivants ce fut un va-et-vient entre le Pallay et la Fougère et aussi le Fay, car le PC du Pallay, un peu trop éloigné, devenait le PC de la Fougère. Les hommes du maquis étaient très bien ravitaillés en viande, en riz, en pâtes, vin, huile, tabac et pourtant, ils avaient pris par habitude d'aller chez les paysans pour y chercher du lait ; ils trouvaient, eux, des litres de lait sans difficultés, alors que les indigènes et les villégiateurs se les voyaient refuser. Les paysans n'osaient pas dire non à ceux qui s'introduisaient chez eux les armes à la main. Pourtant ils comprenaient bien qu'ils étaient menacés de terribles représailles.

Celles-ci vinrent le 7 août 1944 à 8 h ½ du matin. À l'annonce de cette nouvelle que les Allemands étaient à Frédifonds, ce fut un branle-bas dans le village. Presque toutes les maisons se vidaient de leurs habitants qui allaient chercher un soi-disant refuge à travers la campagne, sur laquelle, dans la matinée et la soirée, furent tirées des balles à fusil, à fusil-mitrailleur, à mitraillette, à mitrailleuse, soit du côté des assaillants, soit du côté des défenseurs. Les assaillants étaient évalués à 250 : il y avait un groupe de GMR (Gardes mobiles de réserve) et une quinzaine d'Allemands. L'alerte donnée, tous les maquis de Lérigneux et de Roche s'unirent et combattirent très courageusement.

D'abord les GMR laissant leurs camions à Frédifonds, montèrent au Pallay ; ils eurent un mort sous Boifonds ; les maquis en eurent un autre au-dessus du Pallay. Arrivés chez M. Durand, les GMR sans encore entrer dans la ferme, au nombre d'une dizaine, crièrent au-dessus du mur qui entoure la cour de la ferme, aux habitants de sortir. La femme, le mari, la fille (les 3 fils s'étaient sauvés dans les bois) se présentèrent et devant les fusils braqués sur eux, ils demandèrent s'il y avait des maquis cachés chez eux. Minute très grave pour ces pauvres paysans qui croyaient être fusillés... Sur leur réponse négative, ils demandèrent à fouiller la maison, la grange. Rien de suspect n'avait été trouvé. Mais Camille Durand fut emmené, marchant à pied, entre deux voitures, [ils avaient] tous les yeux en larmes de sa femme, de sa fille. Puis, sur leur demande, M^{me} Durand les conduisit au PC de la Fougère.

Ensuite les GMR se dirigèrent à travers bois dans la direction du Fay. Ils arrivèrent au PC après s'y être fait conduire par Jean-Marie Gorand qui moissonnait tout près avec ses deux fils qui s'étaient cachés. Ils s'emparèrent de tout ce qui restait et y mirent le feu. Entre-temps les maquisards tiraillaient de la Rochette, de Pivadan.

Obligé d'aller à Roche pour les funérailles de Jeanne Marie Griot de Grimard, j'étais parti vers 9 heures du matin. Le convoi funèbre arriva vers 11 h ¼ avec un retard d'une heure. C'est que les hommes désignés pour le transport avaient quitté le domicile mortuaire par crainte d'être mis en otage. Deux restèrent : le fils Pierre Peyron des Amaruts et Brun du Bouchet. Ce furent les parents de la morte qui aidèrent à tour de rôle.

Roche, comme Lérigneux, avait peur. Beaucoup de gens étaient partis de leur maison. À quelques femmes, venues assister à l'enterrement, j'enjoignis la nécessité de s'en aller immédiatement, de telle sorte qu'à la messe, qui ne fut pas chantée, il n'y avait presque personne. Quand je repartis de Roche vers midi et demi le calme était à peu près rétabli, à part quelques coups de feu isolés. Arrivé à la maison Rage, dans le petit bois au-dessus de sa ferme, se trouvait un groupe de GMR et sous la maison Barou, d'autres postés en tirailleurs. Au bourg 7 à 8 voitures stationnaient sur la route, et une quinzaine d'Allemands allait et venait. Je passais carrément entre les voitures devant eux, devant un grand officier allemand ; ils ne me dirent rien ; et je voyais avec stupéfaction des GMR portant un manteau de lard, des jambons. Je rentrais chez moi. Ma bonne était revenue, ayant profité de l'accalmie momentanée.

À 2 h ½ la fusillade recommence. Pourtant les GMR sont partis dans la direction de Frédifonds, à pied, d'autres en voitures, et les maquisards tirent sur eux, en tuant un sous la maison Meunier, en mettant hors d'usage une de leurs camionnettes. C'est qu'une quinzaine d'Allemands sont restés avec une automitrailleuse, une auto blindée et 2 voitures. Ils tirent du clocher, du coin du café Durand, pendant plus de 2 heures. Puis tout d'un coup, c'est leur départ en vitesse, par la route du cimetière et par une rafale de mitrailleuse. Dix minutes après, les maquisards arrivent : je les entends crier : "Courons à Montbrison." Mais le signe de cessez-le-feu est donné.

Pendant la matinée, les Allemands et les GMR avaient visité le PC Clairet emportant force provisions, bouteilles de vin vieux, champagne, et ne pouvant tout emporter, ils perforèrent à coup de feu les tonneaux de vin et les bidons d'essence.

Chez M. Meunier, des GMR étaient entrés. La maison était vide : la famille était allé se cacher dans la grange et n'avait pas eu le temps de déjeuner. Ils s'installèrent, déjeunèrent, burent, fouillèrent, découvrirent fusils de chasse, cartouches, emportèrent lard, saucissons, jambons, confitures, beurre, graisse, sucre, savon de barbe, une bonbonne d'eau de vie, vêtements des deux jeunes gens, un peu d'argent, montre. Ce fut un pillage complet. Pendant cette fouille, les Meunier entendaient tout. À 2 heures, on frappe à la porte de la grange. M^{me} Meunier et sa fille se présentent :

- Où sont vos hommes ?
- Dans les champs à travailler.
- Vous mériteriez que l'on mette le feu à votre ferme, car vous avez favorisé les maquis.

Le groupe rentre à la maison. Stupeur terrifiante ! Tout est en désordre. Un GMR est dans la cuisine, couché. M^{me} Meunier croit qu'il est blessé ; elle lui prodigue des soins ; et c'est après avoir vomi, qu'elle reconnut qu'il était ivre. Quand la bagarre sera terminée, ce GMR sera emmené par les maquisards qui, à ce que l'on a dit, le traitèrent convenablement.

Vers 6 heures, les maquisards partirent dans la direction de Verrières, où il y eut rencontre, et d'où ils purent ramener un des leurs qui avaient été fait prisonnier.

Trois maquis dans cette journée trouvèrent la mort. Ils furent enterrés le mercredi soir, dans le cimetière de Lérigneux, à côté du 1^{er} qui avait été tué vers le 20 juillet à Boën, à la gare, dans une bataille avec les Allemands. Ces funérailles furent strictement civiles : le curé pourtant n'aurait pas mieux demandé d'y être présent.

Camille Durand, emmené jusqu'à Moingt, fut renvoyé le même soir chez lui, avec Gourbière de Barge, grâce à l'intervention de l'abbé Bolon auprès du commandant des GMR.

Le samedi 12 août vers 7 heures du soir, alerte ! Les bergères rentrent leurs troupeaux. Mais cette fois les paysans restent chez eux. Vers 10 heures un autobus arrive. Les maquis sont heureux : ils ramènent une douzaine d'Allemands qui étaient venus pour se rendre.

Le 21 août des maquisards venant de la direction de Sauvain arrivent vers 1 heure du soir : plusieurs camions, quelques voitures. Ils ont une mission à remplir qu'ils ne connaissent pas encore, attendant ici un ordre. J'assiste à cette arrivée : ce sont la plupart des Chazellois. J'en confesse quelques-uns. Je distribue une cinquantaine de médailles.

Vers 4 heures du soir, un side-car arrive ; le conducteur se présente à moi pour mon ministère. L'abbé Cossey de Montbrison, de passage ici, s'offre à me remplacer. La mission était pour Jean Petit au-dessus de la Griotte de Roche. Il confesse, prépare à mourir André Juban de Montbrison, condamné par les maquis et fusillé par eux pour causes ignorées (les paysans disent qu'il y en eut 9 fusillés et enterrés peu loin de la ferme de Jean Petit).

Vers 8 heures du soir un ordre arrive : les AS de Sauvain partent pour Saint-Bonnet-le-Château. Ce seront les combats d'Estivareilles.

Le dimanche 27 c'est le départ presque au complet des maquisards, puis le lundi presque tout est liquidé. Ils sont partis à Saint-Étienne libéré et puis à Montbrison.

Meynard, *curé de Roche et Lérigneux*

D'après la photocopie d'un texte manuscrit transmis par Georges Démariaux

(octobre 2004)

28 MAI 1944 : LES BOMBES TOMBENT À ROCHE

Ce dimanche 28 mai, jour de Pentecôte, je me trouvais comme d'habitude enfant de chœur à la messe de dix heures à l'église Saint-Pierre de Montbrison ⁴⁸. Au moment du sermon, nous entendîmes passer, comme très souvent, des escadrilles d'avions alliés qui allaient bombarder les lignes de communication, routes et voies ferrées, afin de couper l'approvisionnement des troupes allemandes qui refluait vers le nord.

Tout à coup, plusieurs explosions se sont fait entendre au loin. Puis, plus rien. À l'issue de la cérémonie tout le monde y allait de son commentaire personnel à propos de cet incident. Mais il s'agissait seulement de suppositions. Nous n'avons rien su jusqu'au soir, à l'arrivée de mon oncle, le frère de ma mère. Il était venu nous dire : "C'est à Roche que les bombes sont tombées, et il n'y a plus ni portes ni fenêtres sur les façades est et sud des maisons du bourg. Les vitraux de l'abside de l'église sont aussi tombés."

Et il nous raconte : *J'étais allé voir ma mère (âgée de 93 ans et qui vivait seule sans aucun confort) et je venais de quitter le chemin de Trézailles quand les bombes sont tombées (l'une a coupé le chemin y laissant un vaste entonnoir). Le souffle m'a couché par terre mais je n'ai pas eu de mal. Arrivé au bourg, des voisins s'étaient déjà rendus chez ma mère qui n'avait pas bien réalisé ce qui s'était passé. Elle n'avait pas paru très choquée...*

Le lendemain, lundi de Pentecôte, très tôt, avec mes parents et mes sœurs, nous prenons la route de Roche. Il fallait presque trois heures pour y aller. A la sortie de bois de la Pallut, nous sommes obligés de contourner le premier entonnoir et nous voyons aussi les autres. Il y en avait six ou sept depuis le bas du pic de Chaudabrit jusqu'aux Prés Grands vers le hameau de Seynaud.

Arrivés à la maison, après avoir salué la grand-mère qui paraissait à peu près en forme, nous commençons à faire un peu de nettoyage : ramassage des vitres cassées, des montants de fenêtres enfoncées... Puis, très vite, je m'échappe pour rejoindre mes copains de vacances. Et ensemble nous allons voir, l'un après l'autre, tous les entonnoirs. Heureusement que toutes les bombes avaient explosé car nous aurions bien été capables de jouer avec un de ces engins. Au cours de cette escapade, j'ai, comme les autres, ramassé des éclats. J'en avais rempli mes poches qui ont toutes été déchirées par ces morceaux très coupants. J'ai eu aussi les jambes écorchées mais je ne me suis pas plaint de ça car, arrivé à la maison, quelle correction j'ai reçue pour avoir déchiré mes vêtements !

Roche n'était pas visé par l'aviation alliée. D'ailleurs des armes et munitions étaient parachutés aux communaux de Jean Petit et de Pivadan pour l'Intelligence service, l'Armée secrète et les Francs-tireurs et partisans. Il s'agissait sans doute d'un avion victime d'une avarie qui avait dû se délester de quelques tonnes de son chargement.

Depuis 1940, nous étions habitués au passage d'escadrilles sur Montbrison et les alentours. Très souvent il y avait des alertes signalées par des coups de sirène. L'une était installée sur le clocher de la collégiale et l'autre sur la butte du Calvaire. Il faut aussi savoir que la place Bouvier ainsi que le "Pré des chiens" (aujourd'hui le square *Honoré-d'Urfé*) avaient été transformés en abris antiaériens. Plusieurs tranchées en zigzag y avaient été creusées. On y accédait par des escaliers taillés dans l'argile. Ces tranchées avaient été en partie recouvertes par des plaques de béton sur lesquelles on avait remis la terre en guise de camouflage. Elles n'ont jamais servi à autre chose que de terrains de jeux. Mais gare quand il pleuvait ! On remontait avec chaussures et vêtements rougis par cette argile. Alors imaginez le retour à la maison !... La quasi-totalité des maisons du centre ville de Montbrison sont construites sur des caves voûtées. Un recensement en avait été effectué et on pouvait lire sur de nombreuses portes : "Abri : (tant) de personnes".

Georges Démariaux

⁴⁸ Cf. : "Mémoires d'un enfant de chœur de Saint-Pierre", *Cahiers de Village de Forez*, n° 6, 2005.

QUI FLEURIRA LA TOMBE

DU PARACHUTISTE ORABONA ?

Dans la nuit du 24 au 25 juillet 1942, un agent secret canadien parachuté à Boisset-lès-Montrond, se blessait mortellement en arrivant au sol. Il a été enterré clandestinement dans un emplacement de la fosse commune du cimetière de Montbrison. On raconte que chaque jour une personne allait fleurir sa tombe.

Boisset-lès-Montrond : un village en émoi

65 ans après cet épisode tragique, quelques personnes ont souhaité fleurir à nouveau cette tombe. Mais nul n'est en mesure d'indiquer l'emplacement exact de la sépulture. Dans l'espoir de retrouver les traces de ce héros d'Outre-Atlantique venu mourir dans la plaine du Forez, un rappel des faits s'impose... au moins pour le devoir de mémoire.

À Boisset-lès-Montrond, Marie Grange vit dans la maison de son père, M. Gagnère, qui était maréchal-ferrant et cultivateur :

J'avais 19 ans. Cette nuit-là, il faisait très clair, et on a entendu un avion qui a tourné deux ou trois fois au-dessus du village. Le matin, le père Clouye est arrivé en retard pour dire la messe, en expliquant qu'il s'était passé des choses très graves. Il avait été appelé pour administrer les derniers sacrements au blessé, dans les prés de la Prat, entre Boisset, la ferme de la Chaux (Grézieux) et Fontanes (Chalain-le-Comtal). L'homme avait été traîné par ses camarades à proximité de la route, juste à côté du petit pont sur le Gand : Le prêtre et les deux autres parachutistes étaient à genoux dans l'herbe mouillée, sous le gros buisson de prunellier. Au petit matin, l'agonisant était transporté à l'hôpital de Montbrison...

Les deux jeunes gens qui se trouvaient dans la maison, Guy Covey et Marc Petit (de Saint-Étienne) ont été intrigués par ce qui se passait : *Le dimanche après-midi, Marc Petit a emmené les vaches en champ à la Prat. Il a découvert, sous un pont, un parachute, une combinaison, un couteau à cran d'arrêt, un casque d'aviateur. Tout fier, il a exposé ses trouvailles dans la cour de la ferme. L'abbé Clouye est vite venu nous demander de cacher tout ça.*

Vers 6 heures du soir, les gendarmes sont arrivés, et ont commencé les interrogatoires, chez nous et à la cure.

Le jeune apprenti témoigne

Dans sa maison de Bonson, où il s'est retiré, M. Guy Covey, l'ancien apprenti du maréchal-ferrant, évoque la triste expérience qu'il a vécue : *Mon père, Édouard, était anglais. Il avait travaillé avant-guerre au haras de Villeneuve et avait été mobilisé en Angleterre. Avec ma mère, nous n'avions pas de nouvelles. Je me disais qu'un jour je le verrai rappliquer. Apprenti chez M. Gagnère, je travaillais à l'enclume ce samedi matin, quand j'ai vu passer deux hommes chargés de paquets. Ça m'a intrigué, le les ai suivis un petit moment.*

Le dimanche soir, les gendarmes sont venus nous interroger. Ils sont revenus par la suite et m'ont donné l'ordre d'aller à la prison de Montbrison, sur un vélo qu'ils ont réquisitionné.

Enfermé en cellule, j'ai eu peur, tout seul... Ils ont fait défiler devant moi 5 ou 6 personnes qu'ils suspectaient. Après, ils m'ont demandé si j'avais reconnu quelqu'un. Je ne connaissais personne.

Ils m'ont à nouveau enfermé. Le soir, on est venu me libérer, parce que l'abbé Clouye qui avait été aumônier de la prison, était venu plaider pour que je sorte.

Quelques jours plus tard, la Gestapo est venue sur place à Boisset. J'ai été conduit dans l'hôtel qui était en face du maréchal-ferrant. Ils étaient plusieurs à poser question sur question à propos de mon père. Comme je n'avais rien à cacher, je répondais sans détour. Ils m'ont relâché en me disant : "On va revenir". Et je ne les ai jamais revus.

La cruelle agonie de l'agent Grimaldi

Un habitant de Boisset-lès-Montrond, Claude Déal, a retrouvé, dans les récits de Résistants, des informations qu'il a publiées en 1994 dans "Village de Forez". Il cite Gaston Tavian dont le témoignage avait été publié dans *l'Histoire de La Résistance en France* (Noguères).

Tavian se tenait en alerte. Il venait d'entendre sur Radio Londres, le message annonçant le parachutage : "Reçu bonnes nouvelles d'Émile et Camille." À 23 heures, il attendait sur place, avec son radio Joseph Pier (Tom W.), Léon Nautin (créateur du réseau SOL), et un résistant stéphanois dont le nom n'est pas connu. Vers 2 heures du matin, l'avion a tourné trois fois, les hommes ont allumé leurs lampes de poche, et huit parachutes ont été lâchés (trois hommes et cinq containers de matériel radio). Gaston Tavian a noté le nom du parachutiste malchanceux : Orabona, dit Grimaldi.

Orabona avait la poitrine enfoncée et les jambes brisées. Il hurlait de douleur. Avec Tavian et Piet, les deux autres agents parachutés (Rouxin et Bertrand), ont rassemblé les containers. Piet est allé chercher le prêtre qui est arrivé à 4 heures et demie. Ils lui ont demandé d'attendre 7 heures, pour appeler le médecin : il fallait à tout prix détruire les traces du parachutage et dissimuler les effets des parachutistes, en vêtements civils sous leurs combinaisons.

Le blessé fut transporté à Montbrison dans la voiture de Claudius Joassard, marchand de vin : il a expiré pendant le trajet, à la hauteur de Grézieux.

Cet homme, qui s'était blessé vers 2 heures du matin, a attendu pendant cinq heures, dans la souffrance, la visite du docteur : cette attente était nécessaire pour sauver le réseau de Résistance.

Le secret de l'abbé Clouye

Ancien enfant de chœur de l'abbé Clouye, qui avait été vicaire à Saint-Pierre de Montbrison, M. Jean Soleillant (92 ans), a recueilli ses confidences.

Il se souvient l'avoir entendu parler de plusieurs interrogatoires de la police de Vichy qui voulait connaître l'identité du parachutiste et la nature de sa mission. Jean Soleillant, a fait plusieurs photos de l'abbé, décédé le 3 décembre 1982 à Pommiers-en-Forez. Mais personne, apparemment, n'a pensé à lui faire indiquer l'emplacement exact de la tombe de l'agent secret canadien.

Tous les récits s'accordent sur la conduite exemplaire du prêtre.

Lucien Gidon, un résistant nommé sous-préfet de Montbrison à la Libération, en a parlé dans un article publié en avril 1981 et repris en 1993 dans "Village de Forez".

Lors des interrogatoires, le prêtre avait donné un faux signalement des hommes recherchés. En 1944, lors du passage des troupes qui avaient débarqué en Provence, un officier (peut-être le radio Piet) qui faisait étape à Montrond, était venu en jeep, chez le prêtre à la cure de Boisset-lès-Montrond, et l'avait remercié.

"Un inconnu" pour l'état civil

Dimanche 26 juillet 1942 en mairie de Montbrison, André Laveil, secrétaire des hospices, signalait le décès, survenu la veille à 9 heures du matin, rue de l'Hôpital, d'un homme de 25 ans environ, cheveux châtain clair, vêtu d'un costume en drap marron à damiers en laine blanche. Le registre porte la mention laconique : "un inconnu".

Le permis d'inhumation, daté du 25 juillet, complète la description : "Taille 1 m 70, corpulence plutôt forte, portant une fracture du coup de pied droit".

Dans son cahier, le gardien du cimetière mentionnait le fait d'une ligne : "Fosse commune 7° carré n° 143, inhumation d'un inconnu".

D'après quelques témoignages, la tombe se serait située à l'emplacement de l'actuel carré n° 1 (à droite en entrant). Or, l'épouse de Jean Soleillant se souvient d'une tombe à gauche de l'allée centrale, qui était toujours fleurie : elle pourrait correspondre à l'actuel carré n° 7. De nombreuses exhumations de corps ont eu lieu après la Libération. Malheureusement, dans le cahier du cimetière, certaines pages sont manquantes (année 1946).

Selon plusieurs témoignages, la personne qui fleurissait la tombe était de la famille du capitaine Fernand Giaccardi : sa femme, ou sa fille Fernande dont le mari, le colonel Jean André avait été fait prisonnier en septembre 1940. La famille André a quitté Montbrison après la Libération, Seule la maison du capitaine Giaccardi (décédé en 1968) existe toujours, au n° 14 de la rue de Feurs.

Le Lysander avion légendaire

Ancien parachutiste, M. Pierre Ribot, de Montbrison, considère que l'avion qui a opéré dans la nuit du 24 au 25 juillet 1942 est probablement un Lysander avion légendaire fabriqué en Angleterre par Westland.

Équipé d'un moteur de 900 CV, ce petit avion transportait 5 à 6 passagers à la vitesse 250 à 300 km/h. Il volait bas pour ne pas être détecté par les radars. C'était un des seuls appareils capables de se poser sur des terrains difficiles et de repartir par la force de son hélice. Il se pilotait à vue. Les Lysanders avaient été équipés d'un réservoir ventral supplémentaire et pouvaient faire 2 500 km sans se ravitailler.

Ces avions opéraient de nuit, par temps clair. Les gens qu'ils larguaient étaient des officiers et sous-officiers spécialisés en transmissions radio et en armement qui venaient former les volontaires de la Résistance.

Jean-Paul Jasserand

[*La Liberté* du 20 juin 2007]

II

Personnages et épisodes

MICHEL CHAVALARD

du réfractaire au STO au résistant FFI

La jeunesse

Michel Chavalard est né le 5 février 1922 à Veauche. En 1924, ses parents viennent s'installer à Boën, place de l'Église, pour y tenir un fonds d'épicerie et de légumes. Son père exerce aussi le métier d'horticulteur, profession répertoriée dans le domaine agricole. Il fait ses études à l'école privée de Boën, chez les frères maristes, rue de Lyon. Il passe ensuite un an en 7^e au séminaire de Montbrison puis il rentre en apprentissage d'horticulteur aux établissements Baconnier, à Saint-Étienne.

L'adolescence

Âgé de 17 ans ½ à la déclaration de guerre de 1939, il est choqué par les événements. De 1939 à février 1942, il travaille avec son père et subit avec beaucoup de colère et d'amertume le bombardement du secteur de Boën par l'aviation allemande. En 1940⁴⁹, il voit les Allemands pour la première fois dans sa ville. En mars 1942, il est appelé aux Chantiers de jeunesse⁵⁰ à Cormatin dans le département de la Saône-et-Loire. Il rentre à l'automne 1942 - date à laquelle, le 11 novembre⁵¹, les Allemands ont envahi la zone libre. C'est un nouveau choc. Il n'ignore pas non plus les rafles de personnes juives dans le département organisées directement par le gouvernement de Vichy, en août 1942.

Son père assure l'entretien du parc entourant le château du comte de Neufbourg à Arthun et celui-ci l'invite souvent à la chasse aux lapins qui pullulent autour de la propriété. Ils se connaissent

⁴⁹ En juin 1940, l'armée allemande est présente dans le département de la Loire. Des affrontements ont lieu entre l'armée française et la Wehrmacht.. Ce même jour, la convention d'armistice est signée entre la France et l'Allemagne, dans le même wagon qu'en 1918, date de l'armistice... Les troupes allemandes quittent la Loire le 6 juillet 1940.

⁵⁰ Les chantiers de jeunesse sont créés en juillet 1940 par le général de La Porte du Theil, commandant du 7^e corps d'armée à qui Vichy a confié les 100 000 jeunes gens de la classe quarante et qui ont été appelés les 9 et 10 juin pour accomplir leurs obligations militaires.

⁵¹ Le 11 novembre 1942, suite au débarquement des Alliés en Afrique du Nord, les Allemands occupent la zone libre dont la frontière avec le nord passe par les villes de Saint-Jean-Pied-de-Port, Mont-de-Marsan, Périgueux, Limoges, Bourges, Moulins, Nantua et Aix.

depuis qu'ils se sont rencontrés sur le barrage anti-allemand ⁵² de la rue de Roanne, fin juin 1940, Neufbourg gradé de 14-18 commandant la manœuvre.

La prise de conscience

Michel Chavalard est ainsi en contact rapproché avec le chauffeur de Neufbourg, Michel Durand, dès la fin 1942. Rappelons que les Allemands, suite au débarquement des Alliés en Afrique du Nord, ont envahi la zone "nono" (non occupée) dès le 11 novembre 1942 et qu'ils se sont installés à Boën, au château entre autres lieux, proches de la maison familiale, à 200 m à peu près. À cette période il récupère quelques armes auprès de Neufbourg, armes légères qui viennent compléter le petit arsenal qui est déjà caché au cuvage de La Garde, à Boën, et qui avait été placé là dès 1940, année de la réquisition des armes (de chasse surtout), auprès de la population. Michel pense à la revanche et envisage l'action. Neufbourg, authentique aristocrate, n'envisage pas un seul instant que le sol de la Patrie soit violé une fois encore par l'ennemi héréditaire qu'il a déjà combattu ; cette idée a été bien comprise. Très tôt Michel Chavalard a même envisagé avec d'autres camarades du pays à s'exiler en Espagne, mais la tentative échoue par impréparation, manque de transport et point de chute précis.

Le STO se profile

En 1943, c'est l'annonce du prochain départ au STO ⁵³ Michel Chavalard devrait partir début mai 1943. Il se déclare horticulteur-maraîcher, donc de ce fait agriculteur indispensable à la production des denrées alimentaires indispensables aux subsistances de la population ; il échappe ainsi à la réquisition pour quelque temps. Il est tout de même rappelé le 6 juin 1943 et c'est là, le facteur déclenchant de son engagement.

Alors, il se blesse volontairement au genou afin d'être exempté médicalement du prochain départ en Allemagne. Cependant, il est affecté à la base sous-marine de Lorient tenue par les Allemands. Comme il est blessé et en mauvais état, il continue à recevoir ses tickets de ravitaillement avant son départ.

La fuite

Michel Chavalard décide de ne pas regagner Lorient. Il se rend chez Neufbourg avec Jean Gaumond de Trelins le 7 juin 1943 pour rentrer en clandestinité et disparaître aux yeux des citoyens et des autorités. Durand, le chauffeur du comte, le cache chez le garde-chasse fédéral Michalet à Sainte-Foy-Saint-Sulpice. Mais le refuge n'est pas sûr car de nombreux Boënnais circulent pour se ravitailler et peuvent ainsi le reconnaître alors que Michel Chavalard a procédé à une certaine mise en scène pour faire croire à son départ à Lorient. N'a-t-il pas fait fabriquer une énorme caisse de voyage au menuisier Barge ? Le père de Michel sera interrogé par les autorités quand on cherchera vainement le requis de Lorient.

Premiers pas dans le réseau

En conséquence, en juillet 1943, Michel est dénoncé et il est activement recherché par la milice de Vichy. Par précaution, Durand l'emmène plus loin, à Saint-Germain-Laval, au moulin de Nigon, propriété de la famille David, tenu par M. Sébaste qui, malgré l'interdiction de Vichy, continue, malgré le danger, à moudre les céréales et à procurer ainsi de la farine aux familles alentours. Martial David et sa sœur Renée sont déjà engagés dans la Résistance locale et le fils du meunier

⁵² Dans les villes comme par exemple Saint-Marcellin, Boën, les anciens de 14-18 et quelques jeunes réagissent à l'occupation allemande de 1942 en érigeant des barrages de fortune sur les routes principales à l'entrée des agglomérations.

⁵³ Le service de travail obligatoire, STO, est institué en 1942 suite à l'échec de la relève et du volontariat. Les requis sous la contrainte et la violence sont obligés d'aller travailler en Allemagne pour soutenir l'effort de guerre et remplacer les ouvriers allemands qui sont au front (525 000 jeunes gens furent requis).

Sébastien effectue des liaisons avec M. Boyer⁵⁴ ingénieur en radio réfugié à Saint-Germain-Laval et avec M. de Neufbourg qui commande le groupe de l'Armée Secrète (AS) à Arthun auquel participe mademoiselle Marguerite Gonon⁵⁵. Au moulin, Michel Chavalard rencontre les Grenier, cafetiers près du château de Boën, couple âgé qui a été dénoncé pour ses idées politiques radicales-socialistes et qui est caché là, auprès de la famille David.

Changement d'identité

Après un mois et demi, Chavalard, sous la fausse identité de Jacques Déchavanne puis de Joseph Gonin, part pour l'Allier, à Isserpent, berceau de la famille David. Il se cache à Châtel-Montagne, au lieu-dit "chez Bonnet". Sa nouvelle identité (Joseph Gonin) correspond bien à celle d'une personne existant réellement, car en cas de contrôle dans l'Allier, des vérifications auraient été faites auprès des autorités de Saint-Germain-Laval qui alors auraient confirmé Joseph Gonin comme citoyen maçon de la commune.

Début de fonctionnement du réseau

En relation continue avec Martial David - qui accueille des réfractaires au STO à Saint-Germain-Laval - Chavalard met sur pied un réseau de planques et correspond par messages codés.

- *Je t'envoie des outils... (c'est un ouvrier qui arrive).*
- *Je t'envoie des légumes... (c'est un travailleur agricole).*
- *Je t'envoie un livre... (c'est un étudiant).*

Michel Chavalard accueille entre autres, les Peyer qui arrivent des Vosges, René Lapras de Boën.

Après une visite éclair à Boën, et un contact familial, il regagne rapidement Châtel-Montagne afin d'y poursuivre sa mission. Il peut faire face aux problèmes de ravitaillement car l'ancien maire d'Isserpent, d'obédience socialiste, limogé par Vichy a gardé des tampons officiels qui servent à établir de faux documents pour les réfractaires.

Premier contact avec un maquis structuré

Michel Chavalard décide alors de prendre contact avec les maquis environnants et notamment il rencontre le groupe commandé par le capitaine Tomasini⁵⁶ de l'AS.

En septembre 1943, en lui portant un message provenant de Neufbourg, il tombe sur un barrage allemand au village Le Cocu et il est blessé quatre fois par des éclats de grenade. Une plaie au thorax sera d'une grande gravité, persistera par la suite et ne guérira jamais vraiment. Les cartes de ravitaillement continuent à parvenir régulièrement de Saint-Germain-Laval ; conjointement avec l'ancien maire d'Isserpent, le secrétaire de mairie prend de très gros risque et approvisionne les réfractaires de l'Allier. Les cartes sont convoyées soit par M. David soit par sa sœur Renée (future madame Chavalard). Parfois chacun fait la moitié du chemin. La boîte aux lettres est au "Café de la bascule" à Saint-Priest-la-Prugne. L'hiver 1943-1944 est rigoureux et la vie clandestine est très dure pour les réfractaires.

Retour possible à Boën

Francisque Lapras de Boën, ajusteur, réfractaire lui aussi au STO se cache en Haute-Loire ; il est pour l'instant indépendant et c'est un camarade d'Ado Raymond⁵⁷.

⁵⁴ Jean Boyer, chef du groupe AS de Saint-Germain-Laval. Lui et ses hommes stationnés à la ferme Lafay de Saint-Germain-de-Baroille renforcent l'unité du lieutenant Carrière au combat de Neaux le 18 août 1944. Boyer y fit preuve d'initiative et de courage, mais fut tué au combat.

⁵⁵ Marguerite Gonon, alias Christine dans la Résistance, faisait partie du groupe AS d'Arthun, commandé par Neufbourg. Relire : "Marguerite Gonon parle" : *Village de Forez*, n° 81-82 ; année 2000.

⁵⁶ Jacques Tomasini, adjudant-chef d'infanterie, est adjoint de Charlet, un des 4 chefs de l'Armée secrète dans le Roannais. Il portera deux pseudonymes : Spada et Albert.

Début 1944, il prend contact avec Chavalard-Gonin et lui apprend qu'il peut se faire régulariser à la suite de la loi d'amnistie concernant tous les réfractaires au STO qui accepteront un emploi dans les usines de la région travaillant pour l'effort de guerre allemand. Chavalard saisit l'occasion, se fait embaucher chez Moizieux à Boën, usine qui participe à la réquisition allemande. Avec Lapras, ils peuvent désormais séjourner à Boën au plus proche du réseau AS de Neufbourg.

Engagement dans un maquis constitué

Chavalard quitte le groupe AS de Neufbourg avec son accord et accompagné de Lapras, ils décident tous les deux de s'intégrer au groupe Ange-Buckmaster dont le chef est Antoine Boirayon secondé par son frère Emile et par Ado Raymond à la date du 7 juin 1944. Le groupe devient Ange Intelligence Corps.

Recrutement sur le volet

Le trio F. Lapras, R. Lapras et M. Chavalard commence à recruter des amis sûrs : Paul Garet, Claude Deru, Maurice Fréry. Ce groupe se réunit de façon discrète et informelle dans le cuvage de Chavalard, à la Garde où les armes sont dissimulées. D'autres hommes jeunes viennent étoffer le groupe : M. David, J. Rome, Bibi Charet (qui vient du maquis Arteil ⁵⁸ de Saint-Just-en-Chevalet, E. Barou, Legendre, Besson, Béal, Bargeat, Pic, Nizet, L. Barou, Charat, R. Desseigne.

Mademoiselle Renée David (future madame Chavalard) travaille comme standardiste à la poste de Saint-Germain-Laval ; elle communique ainsi tous les renseignements utiles au groupe de résistance de Boën.

Une conduite courageuse

En 1943-1944 les arrestations de résistants et de Juifs et leur déportation vers les camps de concentration s'intensifient. Des personnalités de Saint-Étienne sont arrêtées en mars 1943 ; en mai 1944, les familles juives Blum, Dreyfus et d'autres, installées à Montrond sont raflées par la Gestapo. Bien d'autres subiront le même sort et la déportation dans le département ⁵⁹ touche de nombreux citoyens.

Au cours de l'année 1944, Michel Chavalard, par l'intermédiaire du réseau, est amené à cacher quelques personnes au cuvage de la Garde : messieurs Piesse, Westermann, Levy et Weiss.

À la même époque, il offre la même hospitalité aux deux frères Samuel et Édouard Bensoussan qui habiteront rue de l'Hospice à Boën (actuelle rue du 8-Mai) et qui seront inquiétés par les séides du gouvernement de Vichy.

Les opérations militaires

Parallèlement à son action en direction des personnes juives, Michel Chavalard participe à des opérations militaires. Il est de l'équipe des résistants qui récupèrent un stock de vêtements destiné aux GMR ⁶⁰ et entreposé à l'usine Lugnier de Saint-Germain-Laval. Cette prise permettra d'équiper plus convenablement les maquisards foréziens. Pour des raisons de sécurité tant pour les résistants

⁵⁷ Ado Raymond est l'un des trois cadres permanents du réseau "Ange" (Buckmaster) avec Antoine et Émile Boirayon. Ce groupe Loire dépend de Londres et du colonel Buckmaster et de Lyon avec Marchand alias "Ange" ; deux équipes : l'une à Rive-de-Gier et l'autre à Saint-Étienne.

⁵⁸ Le maquis Arteil porte le nom de sa fondatrice de Saint-Just-en-Chevalet. Son action dans le cadre des Mouvements unis de la Résistance (MUR) va être très importante dans les monts du Forez.

⁵⁹ Les arrestations antérieures à 1942 s'élèvent à deux en 1939 et à vingt et un en 1940. Ce sont essentiellement des militants communistes. C'est après 1942, date de l'occupation de la zone libre qu'elles sont les plus nombreuses. Elles conduisent toutes les victimes en déportation et parmi elles ce sont les personnes de confession juive qui eurent le plus grand nombre de morts (1 413 déportés au total, dont 613 ne sont pas revenus).

⁶⁰ GMR : Groupes mobiles de réserve ; ils dépendent du ministère de l'Intérieur et seront utilisés contre les maquis.

que pour les civils camouflés, le cuveau de la Garde est définitivement abandonné et le groupe rejoint des retraites plus efficaces, dans la montagne.

Pivadan ou Baracuchet

Le 5 juillet et le 7 août 1944, M. Chavalard participe aux parachutages de Baracuchet et Pivadan⁶¹. Son groupe assure la couverture des opérations quelles qu'elles soient, avec des FM Bren, des mitraillettes Sten et des fusils à répétition.

Le 9 août 1944, tout le groupe de Boën est au cœur de la bataille de Lérigneux⁶².

Puis c'est le sabotage de la voie ferrée Feurs-Montbrison-Saint-Just. Le 31 août 1944, c'est le combat de Saint-Michel-sur-Rhône⁶³. Le groupe de Boën n'est pas engagé car il doit se rendre à l'aérodrome de Feurs-Chambéon pour le dégager et le rendre utilisable dans les plus brefs délais. En effet, un Lysander anglais doit pouvoir y atterrir en toute sécurité et évacuer deux responsables. Ado Raymond et E. Borayon. Puis le groupe de Boën occupe avec d'autres la caserne de Vaux à Montbrison et quadrille le secteur à la recherche des collabos et des miliciens. M. Chavalard et Paul Garet dont l'oncle est commerçant à Monaco, sont envoyés en mission dans la Principauté pour y rechercher d'anciens partisans de Vichy partis là-bas pour s'y cacher et qui se trouveraient en prison.

La démobilisation dans la souffrance

M. Chavalard est démobilisé fin 1944. Il ne peut s'engager dans l'armée française à la poursuite des Allemands car il rentre immédiatement à l'hôpital de Montbrison pour y soigner sa terrible blessure au thorax. Il aurait mieux valu pour lui une hospitalisation en secteur militaire. Il subira huit interventions chirurgicales et aujourd'hui en 2005, sa blessure n'est toujours pas refermée.

Après de multiples stages dans les hôpitaux, sa santé s'améliorera un peu, et en 1951 il épousera Renée David qui, elle aussi, avec une grande discrétion, n'a pas ménagé son dévouement à la cause.

L'âge mûr et l'âge d'or

Michel Chavalard est pensionné militaire à titre définitif à 100 %, numéro 55 6903 174.

Il est titulaire de la carte de réfractaire numéro 26 ; de la carte de combattant volontaire, du certificat d'appartenance aux FFI numéro 00408 BR.FFC/CFN, et de la carte du combattant numéro 82 505.

Dans les années 50-60, il s'occupe activement des Circuits corses initiés par les Éclaireurs de France en compagnie de C. Deru et E. Lapras. Il a emmené 600 jeunes en 90 séjours en Corse. Actuellement il passe sa retraite avec son épouse au centre de la ville de Boën, fréquente ses amis car il a le culte de l'amitié, joue aux cartes, va à la chasse, raconte ses souvenirs avec grande modestie à ceux qui franchissent le seuil de sa porte, toujours ouverte à tous.

Antoine Cuisinier

⁶¹ Le réseau Ange-Buckmaster se transforme en unité opérationnelle au printemps 1944 et s'implante à la Fougereuse, près de Saint-Anthème, puis à Pierre Basanne ou Pivadan. Il y a environ 150 volontaires participant aux opérations et à la réception des parachutages.

⁶² Le combat de Lérigneux a lieu le 7 août 1944 sous les commandements du lieutenant Millon et d'A. Boirayon. En offensive sont engagés les groupes Ange, Strasbourg de l'AS et les rescapés du camp L. Sampaix. Au total 300 maquisards contre un ennemi surarmé. Les maquisards sont victorieux.

⁶³ Le 31 août 1944, c'est le combat de Saint-Michel-sur-Rhône qui oppose les maquisards aux forces allemandes en déroute qui remontent la vallée du Rhône.

Bibliographie et documentation

Gentgen René, *Résistance Loire*, Esperluette 1993.

Gentgen René, *L'Armée secrète de la Loire*, Service historique de l'armée de terre, 1992.

Gentgen René, *La Résistance civile dans la Loire*, Éditions lyonnaises d'art et d'histoire, 1996.

Forissier Nathalie, *La Déportation civile dans la Loire (1940-1944)*, Publications de l'université de Saint-Étienne, 2005.

Luirard Monique, *Le Forez et la révolution nationale*, CEF, 1972.

Oriol-Maloire Albert, *Hommes et combat, La Loire - Martelle*, 1994.

Oriol-Maloire Albert, *Les femmes en guerre*, Martelle, 1995.

Oriol-Maloire Albert, *Estivareilles 1944*, musée d'Estivareilles, 1985.

Oriol-Maloire Albert, *Estivareilles 1944*, Horvath, 1986.

Oriol-Maloire Albert, *Le Forez dans la guerre - Horvath* 1986.

Village de Forez

Aventurier Gérard, *Des instituteurs de la Loire au STO*, 1997.

Cellier Albert, *Des STO de la Loire dans la tourmente*, 1998.

Cuisinier Antoine, *Marguerite Gonon témoigne*, 2000.

Cuisinier Antoine, *Journal du STO, J. Patard*. 2004.

Documentation

Chavalard Michel, archives personnelles ; photos.

Michel Chavalard est décédé le 8 mars 2006, à l'âge de 84 ans et ses funérailles ont eu lieu en l'église de Boën. Cet article a donc, plus encore que nous le pensions à l'origine, valeur d'hommage à un patriote qui a souffert dans sa chair pour chasser une idéologie monstrueuse de notre pays.

Des prisonniers de guerre, de l'évasion à la Résistance :

HIPPOLYTE DELABRE, INSTITUTEUR,

ET ALBERT PATOULLARD, TECHNICIEN EN MÉCANIQUE

l'union constante dans deux couples foréziens en des périodes dramatiques

Depuis plus de soixante ans, les écrits sur la Résistance française se sont développés en quantité comme en exigence. À l'entrée dans le XXI^e siècle, si l'on cumule les évaluations d'Henri Michel en 1964 et de Laurent Douzou pour 1964-2001, 12 800 publications (livres, brochures, articles) sont à dénombrer⁶⁴. Les souvenirs, mémoires et études suscitent ou explorent des témoignages oraux ou portés à l'écrit.

Deux Foréziens d'adoption, Hippolyte Delabre, instituteur à Gumières, et Albert Patouillard, technicien dans la mécanique, retraité à Saint-Just-Saint-Rambert, offrent des convergences notoires de vie. Leur évasion ou leur tentative d'évasion, leur engagement dans la résistance dans le Forez ou dans le renseignement dans le Berry (région du Centre depuis la loi du 5 juillet 1972), la solidarité agissante de leurs épouses ont déterminé une communauté de vie affirmée dans leurs couples comme dans leur défense de l'humain. Notre étude aspire à articuler l'histoire locale, française, internationale sous une forme typologique des évasions, à caractériser leurs services de la Résistance, à croiser ces responsabilités dans la jeunesse et l'alliance de leurs couples durant les autres épreuves de la vie.

Une typologie des évadés plus justifiée dans la Loire

Yves Durand, enseignant d'histoire contemporaine à l'université d'Orléans-La-Source, dans l'ouvrage *Histoire des prisonniers de guerre français 1939-1945*, souligne en 1980 la nécessité d'une classification de caractère systématique des évasions⁶⁵. Il distingue les évadés individuels, seuls dans leur tentative d'évasion d'un camp, des groupes de quelques hommes, liant leur sort avec des camarades appréciés. Patouillard relève de la première catégorie. Delabre de la seconde. Sur le plan politique ou militaire, tout leur passé proche laisse induire qu'ils sont des opposants au régime de collaboration de Pétain.

Delabre est né le 11 février 1913 au hameau de Cheyssac, commune de Saint-Pierre-du-Champ (Haute-Loire). Titulaire en 1932 du diplôme des enseignants du primaire, le brevet supérieur, il a, à la déclaration de guerre, comme collègue à l'école à deux classes de Gumières, son épouse, Marguerite, âgée de vingt-neuf ans. Nous ignorons où il a servi en 1939-1940 et où il est arrêté. Hippolyte est envoyé dans un stalag éloigné à l'Est. Son camp, situé dans les Alpes orientales, est le XVII A de Kaisersteinbrück, « entre Graz et la frontière hongroise⁶⁶ ». Ce camp renferme, en octobre 1941, 18 704 prisonniers dont 1 517 dans son centre d'administration militaire.

Il est difficile de déterminer la composition en kommandos, au moins une quinzaine, peut-être plusieurs dizaines comme celui de Patouillard. Delabre travaille dans une fabrique de papier à Stuppach, au pied du col de Semmering (968 m), à 70 km à vol d'oiseau de Vienne. Citons le kommando de Sarralbe, employé au déblaiement d'un pont et sans doute le même est employé dans un chantier sur un terrain d'aviation, le kommando 522 GW à Siegendorf travaille dans une sucrerie à 50 km au sud de Vienne.

⁶⁴ Douzou Laurent, *La Résistance Française : une histoire périlleuse*. Seuil, collection Points, p. 12-13.

⁶⁵ Durand Yves, *Histoire des prisonniers de guerre français 1939-1945*, édité par la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc, 1980, 542 p., p. 165.

⁶⁶ Lettre de Jean-Paul Delabre à Gérard Aventurier du 24 mai 2007.

Plusieurs kommandos du XVII A sont logés à Vienne même comme le kommando 657 GW qui exécute des travaux divers dans l'usine d'armement où ils vivent. L'usine d'armement Daimler dispose de 12 000 ouvriers, y compris 800 PG. Au 1879 GW travaillent treize PG juifs français, au 1931 GW, 55 PG dont 32 Français ; toute la journée, les uns et les autres doivent étendre sur le sol des ordures sur les terrains d'épandage de Vienne, au sud de la ville. Dans le kommando A 96 GW, à 10 km de Vienne, les 190 Français cantonnés à Lobau sont employés dans une fabrique de ciment.

Le kommando le plus dur du stalag se trouve au nord de Graz, dans la région de Styrie : « la montagne de fer » d'Eisenerz possède une « mine de fer », ancien bain autrichien. Elle emploie plusieurs milliers d'hommes et de femmes de toutes nationalités, dont un kommando français - 25 GW - de 600 hommes. Enfin, citons le Kommando de Wiener-Neustadt, peu distant d'Augsburg et qui subit le premier bombardement, le 13 août 1943. Cette longue énumération ⁶⁷ veut illustrer les disparités internes de certains stalags.

Des statistiques de 1944 donnent les orientations du XVII A :

L (Landwirtschaftskommandos) ou kommandos agricoles	
11 120 prisonniers de guerre	74,63 %
GW (Gewerbekommandos) ou kommandos industriels	
3 580 prisonniers de guerre	24,02 %
HV (Heersverwaltung) ou kommandos de l'administration militaire	
200 prisonniers de guerre	1,35 %

La plupart des stalags comprennent une majorité de kommandos agricoles, jusqu'à 80 %. Le total de 14 900 PG pour le XVII A est vraisemblable par comparaison à l'évolution générale des effectifs PG, 1 490 000 fin 1940, après un rapatriement de 90 000 hommes, et 940 000 au 31 décembre 1944 après un rapatriement total de 375 000. Le stalag de Delabre est à rattacher aux chiffres antérieurs fournis par des rapports du comité international de la Croix-Rouge :

Stalag XVII A

Octobre 1941 :	18 704 dont 1 517 au camp
Avril 1943 :	23 196 dont 1 115 au camp

ou encore aux renseignements fournis par l'ambassadeur Scapini le 15 juin 1943, puis par le CICR le 5 octobre :

Kaisersteinbrück

Juin 1943 :	23 274
Octobre 1943 :	23 104

Les Allemands réduisent des deux tiers, du fait des difficultés de la guerre, accrues pour eux, l'effectif des hommes employés dans l'administration militaire ⁶⁸. Delabre est en captivité parmi une vingtaine de milliers de prisonniers en 1942.

Moreno Brogi, futur responsable montbrisonnais du réseau Charette, se plaint dans ce camp de "la boule mise à zéro" et d'une immatriculation individuelle par une petite plaque d'aluminium. Delabre n'y fait aucune allusion. Brogi présente comme une curiosité le passage à la selle des prisonniers de guerre, assis sur des rondins et observés par des civils. Il constate, au bout de six mois, les aménagements réalisés par des prisonniers. Delabre est épargné de ces nécessités. La nourriture laisse à désirer. À Sarralbe, les hommes « touchent un quart de bouillon, 500 g de margarine et 1 kg de lentilles pour 200 hommes à midi, tandis que les sentinelles dégustent côtelettes et pommes sautées sous leur nez ». Dans un autre kommando, « c'était une ration d'eau chaude où l'on voyait quelques grains d'orge ou un minuscule morceau de terre qui nageaient et cela

⁶⁷ Yves Durand, *op. cit.* p. 100-101, 107, 120, 124, 135, 158, 462.

⁶⁸ Yves Durand, *op. cit.* p. 20, 68, 96, 115-116.

deux fois par jour ». La nourriture est très insuffisante pour les mineurs du fer, correcte dans un seul kommando ⁶⁹. Hippolyte va apprécier le premier repas à son retour, à Paris, pourtant sous-alimenté.

Dès que son mari est mobilisé, Marguerite Delabre se retrouve chargée des deux classes à la rentrée 1939-1940. L'année scolaire suivante, elle bénéficie d'une suppléante. Institutrice promue deux échelons de suite au grand choix ⁷⁰, elle assume la formation au certificat d'études, se déplace quelques mois à Montbrison avec sa voiture encore équipée d'essence pour « subvenir à ses besoins et permettre à de nombreuses familles de s'en sortir ». Dans le domaine de sa vie privée, elle doit élever leur petit garçon de quatre ans, Jean-Paul, et aider à l'évasion de son mari ⁷¹.

Albert Patouillard va connaître plusieurs stalags et un camp de discipline. Il est né à Saint-Julien-en-Jarez, près de Saint-Chamond, le 1^{er} octobre 1918. Il fait ses études au lycée Claude-Lebois où il effectue une préparation d'ingénieur. Il est embauché dans le bureau d'études mécaniques chez Fives Lille à Givors, puis à vingt ans, il est affecté comme appelé au 508^e régiment cuirassé, à Lunéville (Meurthe-et-Moselle). Il est formé sur place à l'école de sous-officiers, sort caporal et apprend à piloter un char à Nancy. Au début de la guerre, il part en stage à Mourmelon sur le char "Mistral", à la fin duquel il réintègre sa garnison à Lunéville. Reprenons le témoignage oral donné par Albert et transcrit par Louis Pralus :

Le 30 avril il fait partie de la 8^e division cuirassée créée par de Gaulle et rejoint Rumbas dans l'Aisne. Malheureusement il tombe en panne d'essence et Albert Patouillard et son équipage (5 hommes en tout) doivent abandonner le char. Ils passent par le trou d'homme situé sous le véhicule et gagnent un fossé profond alors qu'au-dessus de leurs têtes les Stukas mitraillent la colonne. Avant de quitter les lieux, ils mettent le feu au char qui explose. Ils se cachent dans le grenier d'une maison et partent de nuit. Mais ils ne vont pas loin et sont pris le 10 mai 1940 par les Allemands qui grouillent dans cette région de la Somme. Pendant un mois, Patouillard traverse la Belgique à pied. Il passe huit jours à Trêves, puis est envoyé à Stettin dans la Baltique où il rejoint le stalag 2 D.

Il est employé, dans ce camp de la Pologne, à une cinquantaine de kilomètres de Gdansk (Dantzig). Son stalag, à Stargard (ou Starogard sur un atlas géographique), compte, en novembre 1941, 25 200 hommes, un an plus tard 20 023, en juin 1943, 20 374 selon les renseignements fournis par l'ambassadeur Scapini, en octobre de la même année, 18 247 d'après le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) ⁷². Ce camp est baptisé "stalag de la pomme de terre" ; il comporte 80 % de kommandos agricoles. Albert Patouillard n'appartient pas au secteur du "Vorlager" occupé par l'administration (1 083 prisonniers détenus en novembre 1942), mais plutôt au secteur "Steinlager" qu'au "Nordlager". Le "Steinlager" comprend un théâtre et, sans doute, c'est celui-là qui est pourvu en novembre 1942 d'un orchestre de vingt-cinq musiciens. Albert travaille dix-sept mois dans une forêt pour couper du bois à destination des mines de la Westphalie. Le typhus, propagé par les prisonniers russes, sévit à la fin de 1941 et au début de 1942 dans de nombreux stalags. Le stalag II D, à cause du grave danger d'épidémie, est consigné quarante jours ⁷³. Albert se lie à un aumônier, Massal, qui joue un rôle de soutien moral comme le font les abbés A. Grégoire et Rhodain du II D. Après sa captivité, d'août 1941 à décembre 1942, il est emmené dans un kommando. Il est surnommé "Le Panzer", allusion à ses compétences dans le domaine des chars. Il

⁶⁹ Yves Durand, *op. cit.* p. 49, 67, 85, 124, 197, 199, 238.

⁷⁰ Académie de Lyon, département de la Loire, *Bulletin départemental de l'enseignement primaire*, 1944, n° 3.

⁷¹ Bernard Coutanson, Mémoire de maîtrise, *La leçon de Vichy*, université de Lyon II, année 1996 -1997, p. 16-17.

⁷² Yves Durand, *op. cit.*, p. 68 et 96.

⁷³ Yves Durand, *op. cit.*, p. 78, 92, 116, 216, 218-219, 285, 298 et témoignage oral d'Albert Patouillard à Gérard Aventurier le 23 août 2007, à Saint-Rambert, chemin du Guéret. Il a évoqué le typhus... et l'existence d'un orchestre.

décharge alors les trains. "Il fait jusqu'à moins quarante et [les détenus] sont obligés de mettre des chaussettes autour des oreilles pour se protéger du froid ⁷⁴."

Patouillard s'évade seul, Delabre en petit groupe. Mais ils vont se préparer à cette aventure et recevoir de leurs femmes ou d'un ami les moyens nécessaires. Hippolyte Delabre examine plusieurs possibilités d'évasion afin de ne retenir que la plus valable. Faut-il s'échapper avec l'un des vélos alignés devant l'usine de Stuppach, ne marcher que la nuit, s'installer sur les boggies des wagons la nuit pour sortir par l'arrière des gares au matin et y revenir la nuit tombée ? Cette dernière hypothèse « nous avait longtemps tentés car elle était la plus rapide et nous paraissait la plus sûre. C'était aussi la plus dure, car se tenir accroupi sur l'essieu n'était pas très confortable ; nous avons fait l'essai de longues heures sous les wagons qui étaient devant l'usine. C'était presque insupportable à l'arrêt, alors que se passerait-il quand le train roulerait ⁷⁵ ? » Marguerite Delabre a tenu un rôle d'investigatrice :

J'ai abandonné tous ces projets fin 1941, quand Guitou (Marguerite) a commencé à m'écrire des lettres clandestines dans des paquets de tabac dans lesquels la sentinelle plantait régulièrement son couteau sur un côté seulement, donc, comme tu le vois, une chance sur quatre pour que ça ne se passe pas bien. Par la suite, un boucher de Saint-Jean-Soleymieux, Suchet, s'est mis à fabriquer des conserves et Guitou a pu lui porter des lettres qu'il introduisait dans la soudure. Pour la sentinelle c'était plus compliqué à ouvrir, il fallait un ouvre-boîte, aussi tout s'est bien passé jusqu'au bout ; et le jour où j'ai su qu'un ami de ta Mémé, un imprimeur de Saint-Étienne, Pierre Schmit, pouvait me faire des faux papiers, j'ai sauté de joie. C'était de la haute tension ; il me fallait de l'argent, un pantalon, une veste et des chaussures car j'avais décidé de partir avec des trains de voyageurs.

Madame Delabre raconte avec précision cette préparation :

... mon mari, que j'ai réussi à faire évader d'Allemagne (faux papiers cachés dans un paquet de tabac, pantalon dissimulé dans un sac à double fond, jet du sac par-dessus le mur pour éviter le coup de couteau fouineur lancé par des gardes allemands ⁷⁶.

En effet, son mari n'a pas fléchi dans la mise en oeuvre de sa fuite. Il ne peut conserver des vêtements à leur réception, "étant entendu qu'à leur arrivée, ils seraient gratifiés d'un KG (Kriegsgefangene : prisonnier de guerre) à la peinture". Il reprend l'astuce de faire placer son colis parmi ceux "qui sont annoncés comme contenant des objets interdits". Ces colis étaient en fait escamotés par des PG : leur détournement "consistait, en arrivant devant la baraque, à demander aux porteurs de colis qui accompagnaient la sentinelle à la gare, de balancer l'objet du délit par-dessus les barbelés où il était toujours recueilli par quelqu'un mis au courant". Delabre reçoit bien son blouson et ses chaussures, mais le pantalon lui est confisqué parce qu'il lui parvient après la lettre qui le prévient de l'envoi. Heureusement, un camarade de Firminy, Peyret, qui a renoncé à partir, se dévoue en lui donnant "son pantalon, un golf bleu". Le candidat à l'évasion cesse de manger du chocolat, "une excellente monnaie pour se procurer des marks". Le colis contenant les papiers qui le "faisaient travailler dans une usine d'Augsburg", à Stuppach, n'est pas saisi par la sentinelle. Le paquet contient une imprimerie de gosse et un tampon encreur pour lui "permettre d'ajouter la date souhaitée, le 22 juillet 1942".

En cette nuit du 28 juillet 1942, ils sont quatre à quitter le kommando entouré de barbelés. Ils les franchissent en sautant du toit du WC adossé dans la cour contre la clôture. Aucun accident en sautant de cet édicule à 3 m à 3,5 m de hauteur, mais ils se séparent aussitôt. Ils ont repéré les horaires des trains qui passent tout près de l'usine en accumulant une bonne documentation "fournie

⁷⁴ Témoignage : Albert Patouillard ou la guerre du "Panzer".

⁷⁵ Hippolyte Delabre, *Résumé de mon évasion*, fait à Saint-Étienne le 26 juillet 1993 et adressé à son petit-fils, Stéphane Delabre.

⁷⁶ Témoignage de Marguerite Delabre à Bernard Coutanson.

par les wagons de vieux papiers arrivant à l'usine : cartes routières, géographies de toute l'Allemagne, horaires des trains (nous en avons même des français)".

Delabre va prendre le train à 7 km, à la gare de Pernitz. Il y monte à deux heures du matin, muni d'un aller et retour pour Vienne où il passe toute la journée. En fin d'après-midi, il prend le Vienne-Sarrebruck. Pour faire plus vrai, il ne possède que des aller et retour. Entre Vienne et Sarrebruck, trois incidents vont l'inquiéter. Peu après Salzburg, deux ouvriers italiens viennent dans son compartiment. Pour aller en Italie, ils auraient dû changer. Comme ils ne comprennent pas plus l'allemand que les Allemands l'italien, Delabre, grâce à son patois, fait l'interprète et les agents de la Gestapo partent sans rien lui demander. Il s'en est félicité cinquante ans après :

Mon cœur qui martelait dans ma poitrine s'est arrêté presque d'un coup. Sans doute fut-ce le tournant de mon évasion car si j'avais un billet, mes papiers étaient pour Augsburg et valaient surtout à partir de là.

Après cette émotion, il s'endort et se retrouve sans billet à Ulm. Il opte pour la plus simple solution ; il va rejoindre le contrôleur qui, sans la moindre discussion, lui fait un billet pour Sarrebruck. 3^e incident ; la voie ayant été coupée, il se rend, comme chacun, à pied à la gare de Sarrebruck distante de 3 km. Il est refoulé pour un car de Metz. Au car suivant, il peut monter jusqu'à Metz où il change ses marks et se rend à Paris en train. Lors de ses haltes chez la femme d'un copain, M^{me} Deshautel, et chez un autre compagnon d'infortune, il est mis en garde vis-à-vis des dangers de traverser la ligne de démarcation au moment où on vient d'imposer l'étoile jaune aux Juifs (7 juin 1942).

Il se sert d'une adresse donnée par "Guitou" pour trouver un guide, mais à Saint-Pierre-le-Moûtier (Nièvre), il doit faire confiance au fils d'un paysan, un véritable passeur. Conduit jusqu'à l'Allier, il peut le traverser avec de l'eau qui lui arrive en cette saison seulement à la ceinture. Hébergé une nuit dans un foyer d'un quartier de la zone libre de Moulins, il envoie un télégramme à sa femme. À la sortie de la poste, arrêté par deux policiers, il est longuement interrogé ; son habillement sale et déchiré l'a rendu suspect. Sorti du commissariat, il prend un car pour Saint-Germain-des-Fossés. Dans cette ville incontournable sur la ligne de Paris, il est enfin conduit à Saint-Étienne, puis à Saint-Romain-le-Puy où il attaque à pied les 15 km le menant à Gumières. Après 2 km de marche, il retrouve enfin sa femme "Guitou" venue dans la voiture de leur voisin, un scieur. Pendant la première semaine du couple reconstitué, il se lève avec joie vers minuit pour déguster un verre de vin !

Albert Patouillard réussit d'abord à s'évader mais est rapidement repris et est envoyé dans un camp de représailles. Albert reçoit régulièrement des colis comme ses camarades et les partage le dimanche. "Un jour de [1942]", il trouve avec surprise, au fond d'une boîte de cacao, des faux papiers à son nom. C'est son ami Wacker, l'Alsacien, qui a réussi à les lui faire parvenir. Un camarade polonais lui donne des vêtements civils et un autre des lunettes. Albert rallie Misdroy en train, puis Stettin (nom allemand de Szczecin, port de commerce dans une baie de la Baltique et centre industriel de Pologne) et Berlin.

Dans le métro, il suit un troufion qu'il sait repartir pour la France et ainsi il se retrouve dans le train direction Paris. Le voyage se gâte à Cologne où la Gestapo l'arrête en découvrant que ses papiers sont faux. Les Allemands lui avoueront plus tard qu'il a été trahi par les caractères de machine à écrire. Ce ne sont pas les mêmes en France qu'en Allemagne. Il est renvoyé à Furstenberg sur l'Oder (Odra). Il fait deux mois de cellule puis il est envoyé à Rawa-Ruska⁷⁷.

C'est une période d'épreuves plus dures pour Albert dont l'on peut situer les débuts au printemps, voire à l'été 1942. En mars 1942, en un temps où la guerre devient plus dure pour le Reich, où le nombre d'évadés courant leur chance augmente, la Wehrmacht fait savoir dans les stalags que les évadés arrêtés seront envoyés à Rawa-Ruska en Pologne. En fait, Rawa-Ruska - Rawa-Rouskaïa en

⁷⁷ L'année de son évasion ne peut être 1943 puisque Patouillard est envoyé en représailles à Rawa-Ruska comme évadé repris. Or, Rawa-Ruska ne fonctionne sur place que d'avril à novembre 1942.

russe - est situé en Ukraine (URSS), en Galicie, au nord-ouest de la ville de Lemberg (Lvov), mais dépend du "gouvernement général" de Pologne, pays du Reich à la frontière toute proche. Les évadés transférés dans ce stalag 325, établi pour les sous-officiers et soldats évadés et repris, vont connaître "les affres de l'entassement, de la soif, de la faim..." et aussi les baraques sans lumière dont a parlé Patouillard. Il ne peut guère faire partie des premiers contingents de PG arrivés le 13 avril 1942, mais des 26 000 au total qui vont y faire un sinistre séjour. Il y est employé comme menuisier. Le vaste camp de 36 hectares est bordé au sud par une forêt. Dans ces anciennes casernes russes construites en 1939 pour l'Armée rouge, 16 000 hommes peuvent s'entasser ⁷⁸. Patouillard est chargé de fabriquer des croix pour les tombes des Russes :

... Il se souvient des chariots chargés de cadavres, de bras et de têtes dépassant les ridelles ballottées sur les chemins de terre. En effet, des milliers et des milliers d'entre eux, dans chaque camp, meurent simplement de faim. Les Français voient, chaque jour, leurs dépouilles s'entasser, en vrac, nues, sur des charrettes à bras tirées par d'autres Russes qui les conduisent au cimetière où ils sont mis dans la fosse commune ⁷⁹.

Patouillard est rapatrié fin 1943 pour des raisons non précisées. Il ne peut revenir de Rawa-Ruska dont le camp est abandonné en novembre 1942, le stalag 325 étant transféré à la forteresse de Lemberg, lieu-dit Lemberg-citadelle. On ne sait dans lequel des 39 kommandos a été détenu Albert. Des détachements de travail fonctionnaient jusqu'à 600 km du camp de base. La plupart des détenus sont ramenés en Allemagne pour être mis au travail dans divers stalags. Sortant fin 1943 d'un camp non connu, Patouillard, "après un long périple, se retrouve sur le quai de Mably" à la suite de son retour par Paris et Roanne.

Le classement des évadés doit être élargi pour élaborer une typologie. Albert Patouillard est un évadé individuel du stalag II D de Szczecin, du nom d'une ville polonaise et d'une baie de la Baltique. Hippolyte Delabre s'échappe, en dirigeant un petit groupe, d'un camp de l'est de l'Autriche, le mardi 26 juillet 1942. Son frère aîné, Arthème Delabre, s'évade en février 1943 "avec de faux papiers fabriqués au Casino, rue de la Montat, par une équipe sous la direction de Kemlin, beau-frère de Pierre Guichard". C'est un type de réseau d'évasion très actif. Michel Cailliau, neveu du général de Gaulle, est l'un des six fils de son unique sœur, Agnès Cailliau. Il s'est enfui début mars 1942 du stalag XI B de Fallingbostal, établi entre Hanovre et Hambourg. Une équipe d'évadés et de rapatriés de Fallingbostal, dont il est l'un des fondateurs, a lancé en ce lieu, puis organisé et animé en France le MRPGD (Mouvement de Résistance des prisonniers de guerre et déportés ⁸⁰). Michel Cailliau assume la responsabilité nationale du mouvement. Il fait passer à partir du 15 mars 1943 les membres du MRPGD au réseau Charette dont il a pris la tête. Relevons qu'il dispose à Saint-Étienne de Jean Delzanno, ingénieur des Travaux publics, de Michèle Mougeot, marchande de meubles, de Benoît Ranchoux, également ingénieur ETP, marié avec une fille Guichard, dirigeant de la société immobilière succursale du Casino, et de François Kemlin. Kemlin a commandé comme capitaine un bataillon du 38^e RI, le régiment de Saint-Étienne, au cours de la campagne de 1940. Ancien combattant de 14-18, fait prisonnier en Belgique en mai 1940, rapatrié en août 1941, Kemlin est administrateur des établissements du Casino. Il est le gendre de l'un des frères Guichard, Paul Guichard, qui s'est engagé dans le Camouflage du matériel (CDM) sans contester la légitimité de Pétain.

Dans le Montbrisonnais, le réseau d'évasion Charette s'est entouré de l'industriel chapelier, Moreno Brogi, et des commissaires de police, Fety et Babin. Selon Michel Cailliau, le réseau d'évasion et d'aide aux prisonniers de guerre aurait eu "le plus important service des faux papiers

⁷⁸ Yves Durand, *op. cit.*, "Rawa-Ruska", p. 179-181. Étude qui fait abondamment référence à l'ouvrage de Mertens Lucien et Poidessault Jean, *Rawa-Ruska, camp de représailles des PG évadés*, édit. du CEP, 1945.

⁷⁹ Y. Durand, *op. cit.*, p. 430.

⁸⁰ Il est question, par ce terme, des déportés du travail, requis par la loi du 4 septembre 1942, ou désignés par la loi du 16 février 1943 instituant le Service du travail obligatoire (STO).

pour l'évasion de PG qui ait existé en France ⁸¹. Cet essai de typologie définit trois types d'évasion : l'évasion individuelle, l'évasion avec un petit groupe, l'évasion organisée par un réseau parfaitement opérationnel. Sur 1 580 000 prisonniers de guerre, 71 000, soit 4,5 % ont réussi à s'évader.

Le retour en France et leur engagement dans la Résistance

Comment s'effectuent les réadaptations en France de Delabre et de Patouillard ? Hippolyte Delabre connaît deux causes de tracas. Son frère Arthème, aidé par le MRPGD, futur réseau Charette, est menacé de déportation en août 1943, six mois après son retour. "Mouchardé par un collabo de Retournac, il a échappé miraculeusement à la Gestapo venue l'arrêter chez lui". Sa femme, Marie, détourne la Gestapo en leur disant que son mari "était au ravitaillement chez ses parents". Les parents à Cheyssac, le hameau près de Vorey et au-dessus des gorges de la Loire, avertissent par téléphone Hippolyte du danger d'arrestation d'Arthème : "... ils ont vu arriver dans la cour la Gestapo." Ce sauvetage d'Arthème amène Hippolyte à rencontrer son frère aîné à Pontempeyrat, situé sur une autre route, Saint-Bonnet-le-Château-La-Chaise-Dieu, éloignée de Cheyssac d'une vingtaine de kilomètres. Indiquons que Benoît Ranchoux a été dans l'après-guerre maire de Roche-en-Régnier et conseiller général du canton. Il est très possible qu'Arthème Delabre ait connu ce dirigeant de Casino et cet agent du réseau Charette comme il a eu des relations avec François Kemlin, chargé de responsabilités semblables.

Du point de vue professionnel, Hippolyte Delabre reprend son poste en octobre 1942. Mais à la seconde occupation des Allemands, le 11 novembre, le bruit court que les évadés vont être arrêtés. Risque qui pousse "un inspecteur d'académie courageux, M. Le Gall" à convoquer les sept instituteurs évadés de la Loire et à leur proposer vingt-trois postes où ils peuvent se rendre quand ils veulent. Il ajoute qu'ils peuvent y aller sous l'identité de leur choix. Delabre va circuler jusqu'à la fin de la guerre avec une carte au nom de Jean-Louis Pelardin. Il ne prend aucun des postes offerts, mais passe quelques jours chez la cousine de sa femme à Saint-Étienne, Jeanne Hivert, puis "tout semblant s'apaiser", il rejoint sa femme à l'école de Gumières. Il figure dans une liste officielle de l'Académie, fin 1943, sous son nom de Delabre. Lui et M. Le Gall ont sympathisé puisque ce dernier vient passer ses vacances, en 1943, à Gumières, hôtel Chassagneux.

Durant cette année 1943, Hippolyte Delabre est recruté par Fleury Jour en raison de plusieurs convergences, l'hostilité aux régimes antidémocratiques de Pétain et Hitler, et l'approbation de la franc-maçonnerie poursuivie. Jour appartient au mouvement "Le Coq enchaîné", constitué à Lyon dès 1941 et établi dans la Loire au printemps 1942 sous la direction du franc-maçon Francis Pointu. Responsable du secteur de Saint-Just-sur-Loire, Fleury Jour s'attache l'équipe dite "maquis de Gumières ⁸²". Elle est formée de Delabre, l'instituteur, de Barjon, plâtrier, de Basset, le boulanger du village, de Henri Damon, agriculteur dans la commune, de Thirard. Ce groupe, encadré par Jour, semble être plutôt sédentaire. Delabre n'a pas indiqué de participation à la réception des parachutages du 13 avril 1943 à Avernay et en mai à Saint-Just-sur-Loire, mais il a reçu, comme premier armement, un revolver, caché au hameau de l'Étrat, près de la Croix-de-Marlet et, pour les sabotages, des accumulateurs fabriqués à Saint-Étienne ⁸³. Il est certain qu'il a servi le "Coq Enchaîné", mouvement incorporé dans le réseau Spruce, puis à Newsagent-Age après les arrestations au parachutage de Mornand-la-Jarlette le 23 septembre 1942. Il attire sans doute Jour à Gumières, car celui-ci est menacé d'arrestation après la mise hors résistance de Francis Pointu le 30 septembre de la même année. Jour loue une ferme à Gumières ⁸⁴. Les Delabre y demeurent.

Albert Patouillard est rapatrié en 1943 comme 91 000 prisonniers de guerre, soit 8,5 % par rapport aux hommes encore en captivité. Il est plus chanceux que le mari d'Angèle Mougeot qui

⁸¹ René Gentgen, Archives nationales, 72 AJ 2054-2055, IV Les réseaux "Action", d'évasion et de renseignement. Il y a eu 19 000 évadés en 1942.

⁸² René Gentgen, *Résistance Loire*, Esperluette, 1993, p. 243.

⁸³ Témoignage de Hippolyte Delabre, 85 ans, à Gérard Aventurier, le 30 mars 1998, à Saint-Étienne.

⁸⁴ Voir note précédente.

malgré les services d'évasion de sa femme, ne peut mener jusqu'au bout ses tentatives et finit sa captivité dans des camps disciplinaires dont Rawa-Ruska⁸⁵. Une fois rentré, Patouillard reprend son travail chez Fives-Lille à Givors, dans les services techniques en mécanique. Début 1944, il est contacté par son complice d'évasion, Wacker, "pour monter une affaire de transport". Le 7 janvier, il se procure une licence et un camion Ford car il peut disposer d'un dépôt qui a été un garage, rue Désiré-Claude, à Saint-Étienne. Il aménage un double fond dans son Ford et accomplit de nombreux voyages à Dun-sur-Auron, à proximité de Bourges. Là, tout près d'un terrain d'aviation clandestin, il charge armes, faux billets, faux papiers en provenance d'Angleterre. Pour paraître crédible, Albert entasse dans son camion un fourneau, un buffet, une vieille armoire, faisant croire qu'il déménage sa vieille tante. Les livraisons s'effectuent selon les lunes au rythme d'une par semaine. Il livre à Lyon, rue Saint-Gervais. Dans son dépôt stéphanois, Albert cache une grosse valise remplie de fiches de collabos. Cette dernière est "planquée sous un tas de charbon".

Sa femme Suzanne va être associée à lui à Bourges, en mai 1944, dans la DGER (Direction générale des études et des recherches). Sur sa carte renouvelable tous les six mois, on peut lire : "le porteur est autorisé à revêtir la tenue civile, à requérir l'aide et la protection de tous représentants des autorités civiles et militaires, au port d'arme." Dans une banque de Bourges, Albert ("Baignol") et Suzanne ("Farjon"), en voie d'épuration, épluchent, de nuit, les comptes. En 1945, Albert est sollicité pour la DST (Direction de la surveillance du territoire), il refuse. Il a servi neuf mois dans le DGER, devenu par la suite le SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage)⁸⁶. Il est dégagé des services le 15 février et son contrat d'engagement est résilié le 6 septembre.

Après la Libération, dans le département de la Loire, à la rentrée 1944-1945, le couple Delabre peut venir à Saint-Étienne, Hippolyte à l'école du cours Fauriel et Marguerite aux écoles de la Rivière, en demi-service dans les classes du directeur et de la directrice. Ils s'affirment dans ce métier de la rigueur et de l'éducation à l'avenir. Nous avons apprécié Delabre comme directeur d'école attentif aux autres, rue Rouget-de-L'Isle. Dans la cour, il s'afflige, en 1967, des combats israélo-arabes dans le Sinaï. Il entoure dans les années 2000 sa femme, atteinte d'une maladie dégénérative. Il décède à l'âge de 94 ans, en janvier 2007. Albert Patouillard continue, lui, sa carrière dans la technologie et la mécanique. Il admire un démocrate comme M. Agnolon père qui a quitté l'Italie fasciste de Mussolini. Il perd son épouse en août 2007 avec le sentiment d'être privé d'une part de lui-même.

Hippolyte Delabre est admiré par son fils Jean-Paul. D'opinion et de volonté républicaines et rationalistes, il a été fait Vénérable Maître par les membres de la loge "Les Élus" à Saint-Étienne, relevant du Grand Orient. Albert Patouillard a démontré son ouverture par le mariage de sa fille avec un Allemand élevé dans une réelle tolérance après-guerre. Il admire le général de Gaulle, personnage majeur du XX^e siècle. Les deux prisonniers de guerre et résistants s'inscrivent dans la ligne de ceux qui se sont engagés pour une France ouverte et respectueuse de la liberté d'autrui.

Gérard Aventurier

⁸⁵ A. Mougeot ("Michèle"), "Les singulières tribulations d'un meuble voyageur" dans *Hommes et combats. La Loire 1939-1945*, sous la direction d'Albert Oriol-Maloire, p. 94-97.

⁸⁶ Calvi Fabrizio, OSS (Office of Strategie Services). *La guerre secrète en France*, Hachette, 1990, p. 518 et 555.

LA RÉSISTANCE CHRÉTIENNE A MONTBRISON ET DANS LE MONTBRISONNAIS

Dans le rapport fait, après la guerre, à Édouard Perroy, Jean Rolle insiste sur le fait que, à Montbrison, la « première Résistance » fut spirituelle et chrétienne.

Cette première Résistance s'organisa autour de *Témoignage chrétien*, fondé à Lyon en 1941 par le RP Chaillet. À Noirétable, l'abbé Jean Bessy, vicaire de la paroisse est le responsable local. Démobilisé en août 1940, il fait étudier aux membres de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) et de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) le texte de *Mit brennender Sorge*, encyclique de Pie XI qui avait, en 1937, condamné le nazisme. Il exhorte ses paroissiens à résister à la propagande nazie. Il distribue les *Cahiers du Témoignage chrétien* que lui fait connaître l'abbé Dusserre de Montbrison.

À Montbrison, l'abbé Joseph Dusserre est le directeur de la Maison des Œuvres (actuelle maison Saint-Joseph). Le chanoine Duperray est le supérieur du petit séminaire de Montbrison. L'abbé Durand, curé de Saint-Pierre, les rejoint. Autour de ces hommes, s'organise la Résistance « spirituelle » et chrétienne qui débouche ensuite sur des actions plus concrètes.

L'abbé Dusserre, ancien militant du *Sillon* de Marc Sangnier, est, depuis le début, méfiant vis-à-vis de Vichy et du maréchal Pétain. Il met en garde les militants chrétiens de la JOC (André Plasse) et de la CFTC (Jean Rolle) qui entrent ensuite dans la Résistance. L'abbé Dusserre fait circuler les *Cahiers du Témoignage chrétien* chez ses confrères, ses amis et les animateurs et militants des mouvements de jeunesse. Fernand Bonis et Jean Bergeret lui font parvenir les *Cahiers* qui, ainsi que d'autres journaux clandestins sont déposés chez lui. Une jeune résistante, M^{lle} Moussey, agent de liaison de l'AS, les monte à Noirétable à l'abbé Bessy. L'abbé Dusserre a d'autres activités de résistance : distribution de faux papiers, aide aux maquis, aide aux Juifs. Témoignage (18 septembre 1944) de l'abbé Dusserre à l'historienne Renée Bédarida, elle-même membre, à Lyon, de l'équipe clandestine de *Témoignage chrétien* : « Avec l'aide de plusieurs amis, de l'abbé Varigas, de Pralong et Bessy, de Noirétable, nous avons camouflé plus de trente [Juifs]. »

Le chanoine Jean Duperray, né à Tarare en 1889, était un ancien combattant de la guerre de 1914-1918 pendant laquelle il avait été blessé. Il était à la fois un intellectuel et un pasteur qui s'occupa beaucoup de la formation des jeunes prêtres. Docteur en théologie (*Le Christ dans la vie chrétienne selon saint Paul*), il avait été directeur spirituel de l'institution Saint-Gildas de Charlieu ; il avait, au moment du Front populaire, consacré un ouvrage à la question sociale en mettant l'accent sur la nécessité de l'organisation professionnelle et au rôle des syndicats chrétiens. Il participa à la diffusion de *Témoignage chrétien*, à l'accompagnement spirituel des jeunes résistants, cacha des Juifs au séminaire de Montbrison, avec l'accord de son archevêque, le cardinal Gerlier. En 1947, le chanoine Jean Duperray est nommé évêque coadjuteur de Montpellier, puis évêque titulaire en 1949, à la mort de M^{gr} Brunhes.

L'abbé Varigas, curé de Pralong, fils d'un ancien militant du *Sillon*, a joué, à partir de 1942, un rôle particulièrement important dans la Résistance du Montbrisonnais. Diffuseur de *Témoignage chrétien*, il lit en chaire des extraits de *Cahiers*. Le 10 décembre 1943, c'est à la cure de Pralong que le capitaine Marey rencontre Marchand et Jean Rolle et nomme ce dernier chef militaire du secteur AS de la plaine ouest du Forez. L'abbé Varigas, devenu à Pralong secrétaire de mairie, fournissait *Combat* en faux papiers, cachait des armes, puis dirigea ensuite un groupe de sédentaires chargés, en particulier du sabotage des voies ferrées.

- L'action des militants laïcs fut aussi très importante : Jean Rolle est contacté par Fernand Mirabel, responsable départemental de la CFTC, de Chazelles. Il fonde à Montbrison le mouvement *Combat* du Montbrisonnais. Il est en contact avec Marchand (*Jeune République*, MUR et NAP).

Tous deux rencontrent Marey qui nomme Rolle chef de l'AS pour le Montbrisonnais ; il recrute pour *Combat*, entre autres, Pierre Dupuy, employé, Auguste Puzin, tourneur, André Plasse, employé, René Wilm, tourneur, tous militants de la CFTC à Montbrison. René Wilm est secrétaire de la CFTC clandestine. En 1944, Jean Rolle organise le maquis de Roche dans les monts du Forez. André Plasse devient l'un des chefs des *Équipes chrétiennes* de Montbrison et participe à la fondation du journal *La Liberté* qui s'installe dans les locaux de l'ancien *Journal de Montbrison*, interdit pour avoir prôné la Collaboration. Antoine Bonche, ancien du parti démocrate populaire, membre de *Combat*, et René Wilm (CFTC) deviennent, en août 1944, adjoint au maire et membre du conseil municipal de Montbrison désigné par le comité local de la Libération et par le sous-préfet de la Libération, Lucien Gidon.

Claude Latta

Sources et bibliographie :

- Compte rendu manuscrit de Jean Rolle adressé à Édouard Perroy en 1945, sur son action dans la Résistance.
- Entretien, le 20 janvier 2003, avec Maurice Plasse, frère cadet d'André Plasse.
- Bulletins de l'Association des anciens élèves du petit séminaire, communiqués par Pierre Drevet, professeur au collège Victor-de-Laprade.

- Renée Bédarida (avec la collaboration de François Bédarida) : *Les Armes de l'Esprit. Témoignage chrétien (1941-1944)*, Paris, Les éditions ouvrières, 1977 [Renée Bédarida a commencé à recueillir les témoignages de ses compagnons de *Témoignage chrétien* dès 1944].
- Jacques Gadille : « M^{gr} Jean Duperray », notice biographique dans *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, vol. [dir.] Xavier de Montclos, Lyon, le Lyonnais, le Beaujolais publié, Paris, Beauchesne, 1994.
- Monique Luirard : *Le Forez et la Révolution Nationale*, Saint-Étienne, Centre d'études foréziennes, 1972.
- Colonel René Gentgen: *Résistance Loire*, Montferrat, Éditions Esperluette, 1992.
- Colonel René Gentgen : *La Résistance civile dans la Loire*, Lyon, Éditions lyonnaises d'art et d'histoire, 1996.

Un jeune résistant montbrisonnais :

ANDRÉ PLASSE

(1922-1947)

membre des *Équipes chrétiennes* de la Résistance

Un travail fait pour le CD Rom qui a été préparé par le département d'histoire de l'université de Saint-Étienne et l'AERHI (Association) à l'histoire de la Résistance dans la Loire m'a conduit à étudier la biographie de plusieurs résistants montbrisonnais. Parmi eux, André Plasse, est une figure attachante de jeune jociste engagé dans l'action résistante.

André Antoine Plasse est né le 27 novembre 1922 à Montbrison, fils de Jean Plasse, métallurgiste et de son épouse Marie Adrienne Dubruc. Il est mort à Moingt⁸⁷ le 18 février 1947 dans la maison de ses parents, chemin des Clos, à Rigaud. Entre ces deux dates, se situe une courte vie marquée par l'engagement dans les organisations chrétiennes et dans la Résistance.

Jean Plasse, son père, était originaire de Bussy-Albieux. Fils d'agriculteur, ancien combattant de 1914-1918, il travaillait aux usines Chavanne-Brun où il était tailleur d'engrenages. Marie Dubruc était d'Arthun. André Plasse passa son enfance, avec ses frères et sœur, dans les cités Chavanne, situées au nord de la ville et qui en étaient le quartier ouvrier ; excentré par rapport à la ville « bourgeoise », il avait une vie autonome : on était « des cités ». Les parents d'André Plasse allèrent ensuite, en février 1940, habiter à Rigaud, dans une maison du chemin des Clos, située sur la commune de Moingt. Le père, Jean Plasse faisait ses 54 heures par semaine et travaillait son clos ; pendant la guerre, il loua du terrain supplémentaire « pour faire des pommes de terre ».

André Plasse alla en classe à l'école Saint-Aubrin puis, après le certificat d'études, pendant un an, à l'école primaire supérieure. Il entra comme employé au bureau d'études de l'atelier mécanique de l'usine Chavanne-Brun. Dans ce bureau, il rencontra Jean Rolle, militant CFTC qui devait être plus tard son chef dans la Résistance et commença à militer au sein de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et à la CFTC. La famille Plasse était traditionnellement chrétienne et les autres fils ont aussi milité à la JOC qui joue un rôle important à Montbrison.

Dès 1942, André Plasse entre dans la Résistance, recruté par Antoine Bonche et est l'un des premiers membres du mouvement *Combat* fondé par Jean Rolle. Comme ce dernier, il faisait partie du groupe de militants chrétiens qui s'organisa autour du chanoine Duperray, supérieur du petit séminaire de Montbrison et de l'abbé Dusserre, directeur la Maison des œuvres (actuelle maison Saint-Joseph). Ces deux ecclésiastiques avaient fait partie de la « première Résistance » montbrisonnaise : Résistance spirituelle qui diffusa les *Cahiers de Témoignage chrétien* dès les premiers numéros et mettait les chrétiens en garde contre les dangers idéologiques et politiques du nazisme. Le chanoine Duperray cacha des Juifs au petit séminaire.

La même année 1942, André Plasse ressent les premières atteintes de la tuberculose, très contagieuse et contractée auprès de l'un de ses camarades de bureau, ce qui explique qu'il ne soit pas monté, en 1944, au maquis de Roche. Il joua cependant un rôle important dans la distribution de tracts et de journaux : non seulement *Témoignage chrétien*, mais aussi les journaux clandestins des mouvements de Résistance qui arrivaient à Montbrison.

⁸⁷ La commune de Moingt a fusionné avec Montbrison en 1973 et est devenue « commune annexe ».

André Plasse fit partie des *Équipes chrétiennes* : l'appellation apparut en 1943. Leur chef en zone Sud fut Francis Chirat, fusillé à Lyon place Bellecour, en 1944, à l'endroit où se trouve le monument dit du « Veilleur de pierre ». Les *Équipes chrétiennes* naquirent souvent d'initiatives locales. Sans être un mouvement organisé et structuré, reconnu comme tel, elles furent rattachées aux Mouvements unis de Résistance (MUR) et à l'Armée secrète (AS)⁸⁸. Lorsque les Allemands, les GMR et les miliciens arrivèrent à Montbrison pour donner l'assaut au maquis FTP de Lérigneux, André Plasse brûla sa documentation et ses archives dans la chaudière qui se trouvait dans le hangar proche de la maison de ses parents.

En 1944, André Plasse fut chargé avec Jean Cerisier, au nom du Comité local de Libération, de la réquisition du *Journal de Montbrison* qui avait continué à paraître après novembre 1942. Jean Cerisier et André Plasse déposèrent un nouveau titre, *La Liberté*, qui fut d'abord le journal du Comité local de Libération, avant de revenir à Jean Cerisier qui était imprimeur et avait travaillé comme typographe au *Journal de Montbrison*. Les premiers numéros de *La Liberté* publient souvent, en 1944-1945 des textes des *Équipes chrétiennes*, sans doute rédigés par André Plasse. Dans le nouveau conseil municipal mis en place par Lucien Gidon, le nouveau sous-préfet, le 22 août 1944, les *Équipes chrétiennes* furent représentées par René Wilm, syndicaliste CFTC.

André Plasse travailla ensuite comme employé de bureau à la sous-préfecture de Montbrison. Sa maladie l'obligea à un séjour au sanatorium de Hauteville dans l'Ain. Il mourut dans la maison de ses parents à Moingt, le 18 février 1947. Il est un bon exemple de ces jeunes résistants, issus des mouvements de jeunesse catholiques, qui très tôt comprirent quelle était la nature du régime de Vichy et celle du nazisme et entrèrent dans l'action. Parallèlement, il menait un combat courageux, mais alors sans espoir, contre une maladie dont on a ensuite oublié les ravages.

Claude Latta

Sources :

- Entretien, le 20 janvier 2003, avec le frère cadet d'André Plasse, Maurice Plasse, ancien militant de la JOC, militant et responsable syndicaliste CFTC puis CFDT, défenseur agréé des salariés devant le tribunal des prud'hommes, membre et responsable à Montbrison de la Confédération syndicale des familles (CSF), membre du PSU puis du PS, ancien conseiller municipal et ancien adjoint au maire de Montbrison.
- Compte rendu manuscrit de Jean Rolle adressé à Édouard Perroy
- Maurice Patin et Abel Dumergue : *De trop longs silences. Des chrétiens dans la Résistance*, Mizérieux, éditions Claude Bussy, 1989.
- Collections du *Journal de Montbrison* et de *La Liberté*.

⁸⁸ Maurice Patin et Abel Dumergue : *De trop longs silences. Des chrétiens dans la Résistance*, Mizérieux, éditions Claude Bussy, 1989, p. 42-43.

GERMAINE CHIAPPELLA, MÈRE SAINTE-GERMAINE

SUPÉRIEURE DE PENSIONNAT DE LA MADELEINE

Germaine Chiappella, Sœur Sainte-Germaine, née en 1901 dans le département des Basses-Alpes, est entrée dans la congrégation des Sœurs Saint-Charles de Lyon, en 1917.

En 1943, elle était nommée supérieure et directrice du pensionnat de "La Madeleine" à Montbrison (Loire), 17, rue Puy-de-la-Bâtie. Elle assumera cette charge jusqu'à la rentrée de 1947.

Pendant cette période difficile, marquée par l'intense activité de la Résistance, dans le département de la Loire et la région montbrisonnaise, Mère Sainte-Germaine, s'est engagée dans ce service avec intelligence, dynamisme et courage. Elle a agi en cela comme les Sœurs des communautés de la congrégation des Sœurs de Saint-Charles qui, animant un internat (une vingtaine au moins entre Lyon et Marseille), avaient la possibilité d'accueillir et de cacher des fillettes juives.

Nous avons eu l'honneur de recevoir trois fois la médaille de "Juste parmi les Nations", décernée à titre posthume à l'une de nos Sœurs. Pour nous, cette distinction s'adresse à la congrégation tout entière qui simplement, avec les moyens dont elle disposait, a répondu à l'appel du cardinal Gerlier. Nous sommes fières de ce que nos "Aînées" ont donné aux petits et aux souffrants depuis plus de trois siècles.

J'étais moi-même, élève en classe de 5^e à La Madeleine, à cette époque. Deux adolescentes juives partageaient notre vie. J'ai oublié leur nom. Par prudence d'ailleurs, suivant les conseils donnés, nous n'avons pas d'archives de cette époque. C'est sans doute regrettable.

À Lyon, le 23 février 2006 ⁸⁹.

Sœur Myriam Gagnère

supérieure générale de la congrégation
des Sœurs de Saint-Charles de Lyon

⁸⁹ Lettre du 27 février 2009 adressée à M. et M^{me} Paul Grange, de Boisset-lès-Montrond.

LA FERME CHAUVET À PRÉCIEUX (LOIRE)

et les agents du réseau Roy

1943-1944

La ferme Chauvet, à la Croix des Rapeaux, sur la commune de Précieux, a abrité pendant plusieurs mois des agents du réseau Roy et a joué un rôle important en 1944 en recevant une mission dirigée par le futur général de Bénouville et en expédiant vers Alger d'importants renseignements destinés au commandement allié qui préparait le débarquement de Provence.

Depuis plusieurs générations, la famille Chauvet exploitait une ferme de 12 hectares à la Croix des Rapeaux à Précieux, près de Montbrison. Les Chauvet étaient des « rouges » : le grand-père de Juliette Chauvet était républicain et libre-penseur, enterré civilement en 1940. Son fils, Jacques Chauvet était républicain, peut-être proche des socialistes. Dans la famille Chauvet, on est ainsi attaché à la tradition républicaine : nul doute qu'on n'a pas dû apprécier, chez les Chauvet, la politique traditionaliste et « cléricale » du régime de Vichy. Jacques Chauvet, qui a fait la guerre de 1914-1918 déteste les « Boches », terme qu'il employait comme presque tous les anciens combattants. Ce qui paraît avoir été le plus déterminant, pour Jacques Chauvet comme pour beaucoup de résistants, c'est le refus de la défaite et de l'occupation. Le témoignage de Juliette Chauvet, la fille de Jacques, donné pour la première fois en 2003, a été essentiel et nous a ouvert de nombreuses pistes.

La ferme Chauvet a donc abrité deux résistants, pendant plusieurs mois, de 1943 jusqu'à la Libération (été 1944) et elle leur a servi de « camp de base », avec organisation de parachutages et d'atterrissages d'avions Lysander. Les résistants qui furent accueillis à Précieux appartenaient au réseau Roy. Ce réseau avait été mis en place par l'OSS, l'*Office of Strategic Service* qui dépendait des Américains. Fondé officiellement en janvier 1944, il a eu sans doute une activité avant cette date puisque les deux résistants cachés à la ferme Chauvet étaient déjà présents à Précieux en novembre 1943. Ce réseau a regroupé 312 agents. L'un de ses chefs était un futur prêtre, l'abbé Lapouge. Mais à l'époque, les membres de la famille Chauvet ne connaissaient pas tous ces détails et pensaient que le réseau dépendait des Anglais. De toute façon, les agents du réseau étaient des résistants français et il s'agissait d'abord de lutter contre l'occupant. Les mémoires posthumes du général de Bénouville montrent, d'ailleurs, que l'OSS a parfois fourni un soutien logistique important à la Résistance intérieure et que Bénouville avait des contacts étroits et fréquents avec les services d'Allen Dulles à Berne.

Juliette Chauvet : « Un résistant qui se faisait appeler "Gilbert" - nous ne l'avons connu que sous ce nom - est venu voir mon père. Il avait dû se renseigner sur lui. Quand il a pensé qu'il ne se trompait pas, il a pris contact avec mon père et lui a demandé de cacher deux agents "permanents" du réseau ». Jacques Chauvet a accepté. « Ces deux résistants étaient Alfred Renaud ("Jean") qui était de Plombières et Alain Brugère, dont le père a été ambassadeur en Belgique. Ils sont restés chez nous de 1943 jusqu'à la Libération. Ils sont venus avec un poste émetteur et recevaient des messages de Londres. »

Les Chauvet étaient cinq à la ferme : Jacques Chauvet et sa femme, leurs deux filles Marguerite et Juliette, ainsi que Renée, une petite réfugiée de 1940. La journée, les deux résistants étaient cachés dans la *fenière* où ils dormaient dans le foin et où ils avaient leur poste émetteur. Alfred Renaud et Alain Brugère finirent par faire partie de la famille : « On riait avec eux, on les tutoyait ; ça mettait de l'ambiance dans la maison. »

D'autres résistants ont aussi été logés à la ferme, qui étaient arrivés par Lysander ou qui allaient repartir. Parmi eux, trois prêtres, « quand ils faisaient leur toilette, on voyait qu'ils avaient des croix ». « Un autre prêtre, l'abbé Lapouge, de Bretagne, vit encore et est revenu lors de la pose de la plaque commémorative sur le bâtiment de la ferme. » Georges Collay, membre du parti socialiste clandestin, qui avait rejoint le maquis de Roche avec son groupe, fut également accueilli à la Croix des Rapeaux.

La nuit il y avait parfois des allées et venues. D'autres membres du réseau venaient à la ferme. « Parfois, Alfred Renauld et Alain Brugère s'absentaient et allaient à Sury-le-Comtal, à Bas-en-Basset et au col de Pertuis en Haute-Loire. Ils se déplaçaient en vélo. » À Bas-en-Basset, l'un des membres du réseau était M. Sallien.

Au cours du séjour des agents du réseau Roy, plusieurs parachutages et atterrissages eurent lieu. Les atterrissages étaient annoncés par la radio de Londres. Il fallait alors préparer et aplanir le terrain, prévoir des hommes pour éclairer le terrain aux quatre coins. À la suite des atterrissages et des parachutages, des armes étaient livrées au réseau Roy, à charge pour lui de les acheminer à leurs destinataires. Madame Chauvet transportait les armes dans un char jusqu'aux Quatre Routes, carrefour de la route de Précieux à Saint-Romain-le-Puy et de Montbrison à Saint-Étienne. Celles-ci étaient dissimulées par des caisses vides de bouteilles de la source Parot. Aux Quatre Routes, ces armes étaient prises en charge par d'autres résistants pour être envoyées à Lyon. Des renseignements très importants sur les forces allemandes en France ont transité par la ferme Chauvet, en particulier lors de la dernière liaison, celle du 6 août 1944. Le débarquement de Normandie avait eu lieu deux mois auparavant.

Le 6 août 1944, dans l'avion, piloté par Peter Foler, de la RAF, se trouvent à nouveau, le général de Bénouville et son adjoint Louis Mangin ainsi qu'un opérateur radio. [...] Bénouville raconte : « Peter fait encore un tour au-dessus du terrain, puis descend. [...] L'avion à peine posé se remet immédiatement en position pour décoller au bout du champ. Les hommes à terre l'entourent avec leurs torches électriques. [...] Nous passons nos valises et les postes radio à ceux qui sont au sol. Ils tendent les bras : nous nous y jetons. » Pour les arrivants, c'est un moment émouvant. Bénouville note sobrement : « Nous sommes en France, au milieu d'un groupe de maquisards. »

L'avion repartit aussitôt, emmenant « deux passagers qui vont à Alger ». D'après la plaque commémorative de la ferme Chauvet, ce sont ces deux passagers - dont ne savons pas les noms - qui emportèrent des renseignements qui furent utiles au général américain Patch qui commandait le corps expéditionnaire qui allait débarquer neuf jours plus tard en Provence avec les soldats de la 1^{re} Armée du général de Lattre de Tassigny. Les arrivants sont conduits à la ferme Chauvet.

Juliette Chauvet : « Ils ont couché dans le lit des parents et dans mon lit et nous dans la *fenière*. » Le récit de Bénouville confirme : « Toute la nuit, nous dormons au chaud, dans des lits que la famille nous a abandonnés. L'équipe qui nous a reçus est dans la grange. » Bénouville et ses compagnons gagnèrent ensuite le sud du Massif central où les conduisait leur mission.

Malgré la durée du séjour d'Alfred Renauld et d'Alain Brugère - plusieurs mois - le secret de la ferme Chauvet ne fut pas éventé. Plusieurs personnes étaient au courant, ce qui multipliait les risques. La loi du silence, la solidarité villageoise, le patriotisme ont joué pleinement alors que tant d'autres résistants sont « tombés » parce qu'ils avaient été dénoncés.

Georges Collay fut à l'origine de la plaque commémorative qui a été placée, vers 1968, contre le mur de la maison. Ce fut l'occasion de retrouver des gens que l'on n'avait pas vu depuis longtemps. Juliette Chauvet nous montre des photos de la cérémonie : celles de son père, de Georges Collay, d'Alfred Arnould, de l'abbé Lapouge. La plaque commémorative, frappée de la croix de Lorraine et du V de la victoire, porte l'inscription suivante :

« Le 6 août 1944, la famille Jacques Chauvet, du réseau Roy, avec une équipe spécialisée a reçu ici le général de Bénouville venant d'Alger. L'avion Lysander, pilote Peter Foley, de la RAF, a

remporté une documentation qui fut transmise au chef de l'opération Dragoon alors en pleine mer et qui fut jugée de la plus haute importance par le haut état-major pour le débarquement du Midi. Grâce à leur courage, les membres de la famille Chauvet ont sauvé beaucoup de vies humaines et hâté la libération de la France, concourant ainsi à la victoire alliée. »

Claude Latta

Sources :

- Témoignages : Juliette Chauvet (M^{me} Néel, Margerie-Chantagret, fille de Jacques Chauvet), 21 janvier 2003 ; Daniel Brugère [frère d'Alain Brugère, décédé en 2002] à Claude Latta, lettre du 6 avril 2003 ; M^{me} Louis Mangin, veuve de Louis Mangin, et M^{me} Élisabeth Surin, née Mangin, sœur de Louis Mangin, 14 février 2003.
- Témoignages Jean Brot [ses parents travaillaient chez le baron de Vazelhes, de Montbrison], Pierre Cadier, de Saint-Romain-le-Puy [il est venu deux fois avec son cousin Antoine Bonnelle, lui aussi de Saint-Romain-le-Puy, participer au balisage du terrain d'atterrissage].
- Archives de l'Institut d'histoire du temps présent, témoignage écrit de Jean Rolle, adressé à Édouard Perroy, professeur d'histoire à la Sorbonne et ancien résistant dans la Loire.
- Plaque commémorative apposée sur les murs de la ferme Chauvet.
- Guillain de Bénouville : *Le sacrifice du matin*, Paris, Robert Laffont, 1946 ; rééd. revue en 1967, Pierre Guillain de Bénouville : *Le sacrifice du matin*, Paris, Robert Laffont, 1967, puis rééd. 2001.
- Pierre [Guillain] de Bénouville, *Avant que la nuit vienne*, entretiens avec Laure Adler, Paris, Denoël, 2001.
- Notice biographique de Pierre de Bénouville, site Internet de l'Ordre de la Libération.
- Fabrizio Calvi, *OSS. La guerre secrète en France*, Paris, Hachette, 1990.
- Raymond Brugère [père d'Alain Brugère], *Veni, Vidi, Vichy... et la suite*, Paris, Les Deux-Rives, 1953

ÉDOUARD PERROY

(1901-1974)

Édouard Perroy, professeur à la Sorbonne, l'un des plus grands médiévistes français, a joué un rôle important dans la Résistance forézienne. Lui et sa sœur jumelle Elia, enfants d'un diplomate, étaient nés à Paris en 1901, issus d'une vieille famille forézienne de Saint-Forgeux-Lespinasse. Édouard Perroy fit de brillantes études secondaires surveillées par « les oncles jésuites » (M. Gonon), Louis et Henry Perroy. Le parcours universitaire fut marqué par un certain non-conformisme : khâgne - mais avec le refus de passer « les concours » - licence d'histoire, préparation à l'agrégation de philosophie puis, après un échec, à celle d'histoire qu'il réussit. Un poste en Angleterre lui permet de préparer plus facilement sa thèse sur *L'Angleterre et le Grand Schisme d'Occident* (1935). La carrière universitaire d'Édouard Perroy le conduisit ensuite de Lille à la Sorbonne, en 1942. Maître exigeant, il a guidé de nombreux historiens, Georges Duby, Régine Pernoud et, en Forez, Étienne Fournial et Pierre-Roger Gaussin. Aux Archives nationales, Édouard Perroy rencontra en 1930 le comte de Neufbourg : de là, leur collaboration dans l'aventure éditoriale des *Chartes de Forez* ; et aussi une amitié inébranlable et parfois orageuse entre l'universitaire de gauche et le gentilhomme traditionaliste.

Dès 1940, Édouard Perroy avait opté pour la Résistance. Il se savait et se sentait menacé ; en octobre 1943, il arriva en Forez, « voyageur sans bagage » (Marguerite Gonon). Il fut d'abord accueilli par Georges Guichard puis Marguerite Gonon lui trouva un asile dans une famille d'hôteliers de Rozier-en-Donzy et lui présenta ses amis Martinon chez lesquels « il ne tarda pas à monopoliser [la] radio, puis [le] salon où il était à l'aise pour rédiger *La guerre de cent ans* », écrite sans notes et sans le secours de sa bibliothèque. Édouard Perroy avait un caractère abrupt et n'était pas toujours facile à vivre. « Même chez ces gens si accueillants [les Martinon], la présence du "cousin" Perroy devenait exaspérante. » Il résida ensuite à Montbrison, puis à partir de janvier 1944, à Saint-Étienne, où il logeait « rue du Vernay (sous le nom de Besson), grâce aux amis des Mouvements unis de Résistance. Très vite, il acquit auprès d'eux un ascendant justifié » (M. Gonon).

Édouard Perroy avait cherché à entrer en relations avec les chefs de la Résistance à Saint-Étienne. La liaison fut établie en avril avec les MUR, bientôt devenue le Mouvement de libération nationale (MLN), dont le directoire était présidé par Gabriel Calamand. Édouard Perroy entra aussitôt au directoire des MUR en avril 1944 et s'imposa rapidement par son esprit de décision et l'équilibre de ses jugements. Il a raconté lui-même comment son ascension se fit à l'intérieur des MUR : « Le « courage étonnant » (M. Gonon) d'Édouard Perroy explique aussi son charisme personnel. Bien que malade [Perroy avait eu en 1938 une première atteinte tuberculeuse], il n'hésitait pas à payer de sa personne et se déplaçait lui-même en bicyclette plutôt que d'envoyer un agent de liaison. Il avait du courage, du sang-froid et... de la chance ! Arrêté à un barrage allemand près d'Andrézieux, sa serviette pleine de documents, il présenta avec aplomb sa carte de professeur à la Sorbonne : le lieutenant qui commandait le barrage lui déclara avoir été étudiant à la Sorbonne en 1937 et le laissa passer...

En mai 1944, Édouard Perroy devint l'adjoint de Calamand et reçut comme mission de provoquer la création dans la Loire de Comités locaux de Libération (CLL), chargés d'administrer les municipalités après la libération du territoire ; il assura le contact avec les différents secteurs des MUR, y compris avec le Roannais où il rencontra Élie Vieux, Pillet, l'abbé Henri Monot et s'employa à mettre sur pied un CLL équilibré qui fonctionna ensuite sous la direction d'Élie Vieux. Édouard Perroy devint ensuite membre du CDL, s'occupant du courrier, mettant en forme les tracts du CDL et s'occupant aussi de lancer, au nom de celui-ci, un journal départemental prolongeant le

rôle de la presse nationale. Il rédigea les deux premiers numéros qui furent malheureusement bloqués par des problèmes d'imprimerie. Édouard Perroy fit aussi partie de la commission *Politique et Épuration*, formée le 7 juin 1944, chargée des problèmes de presse et de l'épuration. Il joua un rôle essentiel, prenant de fait la présidence et suivit de près la répartition des organes de presse et des imprimeries confisqués aux propriétaires de presse collaborateurs. Lors de la nomination du préfet de la Loire, on pensa d'abord à Édouard Perroy qui refusa, bien décidé à retourner aussitôt à la Sorbonne. Le résistant restait historien : il créa le Comité national pour l'histoire de l'occupation et de la libération de la France et rédigea lui-même un *Témoignage sur la Résistance dans la Loire (avril-août 1944)* qui est un document intéressant et précis, volontiers critique vis-à-vis de la Résistance forézienne.

Après la Libération, Édouard Perroy reprit donc son travail d'historien et de professeur. Ouvrages et articles savants se succédèrent. Parmi eux, vingt et une communications faites à la Diana ; l'historien s'appuyait sur ces travaux et la pratique des sources (les Chartes du Forez) pour donner de grandes synthèses : d'abord, *La guerre de Cent Ans* (1945), dédié au « Sire » (Neufbourg), à « l'Oncle Georges » (Georges Guichard) et à « Christine » (Marguerite Gonon), ouvrage de référence, plusieurs fois réédité. Puis ce furent *Les croisades et les États latins d'Orient de 1095 à 1203*, *Le Moyen Âge*, *La Terre et les paysans en France aux XII^e et XIII^e siècles* et *Le monde carolingien. Les familles nobles du Forez au XIII^e siècle* furent publiées après sa mort par Étienne Fournial. Perroy participa aussi à trois ouvrages collectifs : *l'Histoire de la France pour tous les Français*, *La fin du Moyen Âge* et *l'Histoire des Institutions françaises au Moyen Âge*. Jusqu'au bout, Perroy travailla aux *Chartes*, assurant, du t. II au t. XXIII, l'unité d'une entreprise unique qui arrivait presque à son terme. Édouard Perroy luttait contre la maladie depuis un quart de siècle. Le 3 juillet 1974, il écrivait : « Les tomes XXII et XXIII [des Chartes] seront posthumes, le médecin ne m'a pas laissé l'espoir d'une survie bien longue. » Il mourut le 26 juillet 1974. Édouard Perroy ou l'alliance de l'intelligence et du courage.

Claude Latta

LUCIEN GIDON

(1915-2001)

Lucien Gidon, résistant, fut à la Libération, le sous-préfet de Montbrison. Né à Saint-Étienne le 22 mars 1915, il était le fils de Gabriel Gidon et de Jeanne Thévenon. Son père fut chef de gare en Haute-Loire puis en poste à Saint-Étienne. Il fit ses études au collège de Valbenoîte et au lycée Claude-Fauriel où il obtint le baccalauréat et une année en faculté à Lyon. Après un court passage au *Casino* où il fut employé de bureau pendant un an, Lucien Gidon entra comme auxiliaire à la préfecture de la Loire en 1936. L'été 1936 fut marqué par un séjour en Espagne où il vit éclater la guerre civile ; il fut profondément marqué par l'assaut donné, de l'intérieur, à la république espagnole, par les nationalistes et l'armée. En 1937, Lucien Gidon réussit dans un bon rang (4^e) le concours de rédacteur de préfecture et, après son stage, fut titularisé à la préfecture de Saint-Étienne. Il fut secrétaire général de la sous-préfecture de Montbrison (1941-1942) puis revint à Saint-Étienne.

Selon son témoignage, Lucien Gidon fut chargé par le commandant Chapuis, qui commandait le district militaire de Montbrison en 1940 et qui fut le premier responsable du CDM (Camouflage du matériel), de repérer les lieux susceptibles de recevoir le matériel militaire que l'on voulait soustraire aux Allemands. Lucien Gidon s'adressa au comte de Neufbourg qui accepta la proposition de camoufler des armes et des munitions dans son domaine de Beauvoir⁹⁰. Lors de l'occupation de la zone libre, le général Suffren qui commandait la subdivision de Saint-Étienne avait ordonné, selon les ordres reçus, la destruction de ces armes. Lucien Gidon avertit Neufbourg qui proposa de les laisser dans les caissons étanches dans lesquels elles avaient été livrées et de les immerger dans ses étangs. Lucien Gidon donna alors son accord par un appel téléphonique codé. Il raconte : « Tout le matériel fut alors précipité dans les étangs qui parsèment le domaine de Beauvoir [...]. Neufbourg estimait que ce matériel, emballé dans des caissons métalliques, pouvait résister à une immersion prolongée [...] ⁹¹. »

Lucien Gidon fit partie du NAP (*Noyautage des administrations publiques* et des MUR (Mouvements unis de Résistance) ; il s'occupa, au sein même de la préfecture, de fournir de « vrais faux papiers » aux résistants. Ce service, perfectionné, utilisait les noms, dates et lieux de naissance de personnes ayant quitté Saint-Étienne depuis longtemps pour les attribuer à des clandestins. On faisait ensuite procéder à leur enregistrement. Les faux papiers devenaient ainsi des documents officiels. En 1944, lorsqu'il se sentit « brûlé », Lucien Gidon gagna le maquis de Roche-en-Forez et provoqua le ralliement à la Résistance et la montée au maquis d'une partie de la police montbrisonnaise.

Le 22 août 1944, le Comité départemental de Libération, réuni à Saint-Étienne, nomma Lucien Gidon sous-préfet de Montbrison. Lucien Gidon occupa ce poste jusqu'à la fin de 1946. En 1944, à la sous-préfecture, Lucien Gidon eut la charge de restaurer l'État républicain, de nommer et d'installer dans son arrondissement les nouvelles municipalités, d'assurer le ravitaillement de la région et de surveiller l'épuration. Il sut le faire avec l'enthousiasme de la jeunesse - il avait 29 ans en 1944 - mais aussi avec une modération qui évita les excès de l'épuration. Lucien Gidon présida le Comité local de Libération (CLL) avec le souci d'arbitrer les conflits entre résistants, en particulier

⁹⁰ Ce témoignage a été donné et publié dès 1981 dans *Village de Forez* sans être démenti par le comte de Neufbourg ou par Marguerite Gonon qui étaient encore vivants.

⁹¹ Ce que ne contredit pas l'étude de P. de Loisy qui écrit que l'immersion des caissons dans les étangs fut faite « à l'initiative de Neufbourg ».

entre syndicalistes chrétiens et communistes - Jean Rolle (CFTC) et Paul Romeyer (PC et CGT) - ainsi qu'entre les deux fondateurs de la Résistance à Montbrison, le même Jean Rolle (*Combat* et AS) et Louis Fouilleron (*Coq enchaîné* et MUR).

À Montbrison, Lucien réunit le CLL à la sous-préfecture dès le 23 août 1944 et informa d'abord ses membres « de la situation politique à la suite de la libération du département par les forces FFI ». Le CLL approuva la désignation de Victor Patay, professeur au collège, comme futur maire de Montbrison et la nomination de nouveaux conseillers municipaux. Parmi le nouveau conseil municipal, la Résistance était représentée par Victor Patay, maire, Bonche (adjoint, MUR), Tétré (FN), Thierry (PC), Clavelloux (adjoint, CGT), Wilm (CFTC et Équipes chrétiennes), Dumas (Équipes chrétiennes), Aubet (Forces unies de la jeunesse patriotique). Le soir même, devant l'hôtel de ville, Lucien Gidon prit la parole au cours d'un discours qui annonçait le rétablissement de la République. La foule massée place de l'Hôtel-de-Ville entonna ensuite la Marseillaise.

Après 1946, Lucien Gidon fut ensuite reclassé dans l'administration préfectorale, mais ne retrouva pas sa fonction de sous-préfet. L'heure n'était plus à mettre les résistants au premier plan mais il eut cependant le titre de *sous-préfet honoraire* qui était une reconnaissance de la fonction occupée. Après plusieurs postes d'attaché de préfecture occupés à Paris, Bar-le-Duc, Vesoul, Moulins et Lyon, Lucien Gidon termina sa carrière comme chef de service à la préfecture du Rhône. En 1977, il prit sa retraite à Montbrison où son épouse, Marie-Antoinette Soleillant, était greffier en chef au tribunal d'instance. De retour à Montbrison, Lucien Gidon milita au parti socialiste et figura à deux reprises, sur la liste de la gauche aux élections municipales, donnant ainsi à ses cadets sa caution morale. Lucien Gidon donna en 1981 à la revue *Village de Forez* un article remarqué et novateur sur la Résistance dans le Montbrisonnais, et qui avait été précédé d'une réunion au centre social des anciens de la Résistance appelés à donner leurs témoignages. Grand lecteur, Lucien Gidon se passionnait à la fois pour l'histoire de la Résistance et pour celle du mouvement ouvrier. Lucien Gidon est décédé à Montbrison le 11 avril 2001. Il était titulaire de la Médaille de la Résistance.

Claude Latta

MARGUERITE GONON

(1914-1996)

Née à Saint-Étienne en 1914, Marguerite Gonon était la fille de Joanny Gonon, instituteur et de Marguerite Péronnet. Elle passa son enfance à Poncins (Loire) car son père était mobilisé et sa mère vint s'installer, pendant la guerre, dans son village natal. Elle fut élève à l'école publique de Poncins puis à l'école primaire supérieure, à Saint-Chamond où son père avait été nommé directeur de l'école d'Izieu. Normalienne (promotion 1930-1933), elle fut nommée institutrice à Arthun, où elle rencontra le comte de Neufbourg qui lui communiqua sa passion de l'histoire du Moyen Âge et la fit entrer à la Diana (1938). Devenue membre de l'équipe des Chartes du Forez, elle abandonna l'enseignement pour se consacrer à son nouveau travail.

Marguerite Gonon avait appris le patriotisme avec son père, combattant de la guerre de 1914-1918. Pendant la campagne de France, son frère, Mathieu Gonon, instituteur, sergent-chef au 99^e RIA fut tué à l'ennemi, le 7 juin 1940, à Sermoise (Aisne). « Christine » - le prénom de sa grand-mère devenu son nom de guerre - est entrée, dès 1940, en Résistance, avec le comte de Neufbourg et les membres de l'équipe des Chartes du Forez : chrétiens et patriotes, voire nationalistes, ils se dressèrent contre leur milieu. Dans celui-ci, en effet, on se tournait presque naturellement vers Vichy et les idées de la Révolution Nationale. Pour Marguerite Gonon, le refus de la défaite et de la collaboration passa avant tout. En 1941, les membres l'équipe des Chartes marqua avec éclat son opposition à la Révolution nationale en refusant de venir assister à une conférence de Charles Maurras donnée à Montbrison à l'initiative de Mario Meunier. Neufbourg cacha dans ses fermes et dans ses étangs des caisses d'armes et de munitions - en attendant le moment où elles pourraient resservir - transforma sa ferme de Biterne en lieu d'accueil pour les réfractaires du STO, organisa des réceptions de parachutages et refusa de recevoir le maréchal Pétain dans son fief de Beauvoir.

Marguerite Gonon, redevenue institutrice, avait d'abord fait partie de l'équipe qui s'était formée à Feurs, dès 1941, à l'initiative de l'abbé Ploton, sous l'égide du mouvement *Combat*, de *Témoignage chrétien* puis des *Équipes chrétiennes*. Marguerite Gonon organisa, avec l'aide d'Yvon Morandat, une filière d'évasion pour des officiers de la France Libre et des officiers alliés emprisonnés à Saint-Étienne puis à Gannat. Parmi eux, il y avait Hettier de Boislambert, futur chancelier de l'Ordre de la Libération. Marguerite Gonon fut à Biterne pour interroger et « trier » les réfractaires du STO qui affluaient et les répartir dans leurs différentes affectations. Elle fit passer des renseignements à Londres (1943) et organisa la réception d'officiers alliés rescapés d'un accident d'avion (fin mai 1944). Lorsque le comte de Neufbourg fut arrêté par la Gestapo (septembre 1943), c'est l'obstination de Marguerite Gonon qui l'avait fait libérer.

Marguerite Gonon participa à plusieurs opérations militaires : réception à Arthun, dès le 25 septembre 1942, d'un parachutage en provenance d'Angleterre et apportant des armes, du matériel d'imprimerie et un poste émetteur ; organisation en mars 1943 du maquis de Rochefort, installé à 2 km au nord-ouest de l'Hôpital-sous-Rochefort, puis à Saint-Georges-en-Couzan. En décembre 1943, Marguerite Gonon mit son équipe à la disposition du capitaine Jean Marey, chef de l'Armée secrète (AS) dans la Loire, qui avait été un ami de son frère. Elle fut désignée comme l'une des responsables de l'AS pour le secteur de Feurs et fut l'une des fondatrices du Comité local de Libération (CLL) de Feurs. L'équipe des Chartes du Forez continuait à travailler au 13^e volume des Chartes au milieu des dangers et Marguerite Gonon à son *Lexique du parler de Poncins...*

Après la Libération, Marguerite Gonon entama une carrière au CNRS. Membre de l'équipe des *Chartes de Forez*, ingénieur au CNRS, docteur ès-lettres, spécialiste de l'histoire du Moyen Âge, conférencière, femme de télévision, elle a incarné l'Histoire dans sa province de Forez. Avec le comte de Neufbourg, Georges Guichard, Édouard Perroy et, ensuite Étienne Fournial, elle fit partie de l'équipe de médiévistes qui a publié les 25 volumes des *Chartes de Forez*. Elle avait fait une thèse sur *la vie familiale en Forez au XIV^e siècle d'après les testaments foréziens* et publié de nombreux ouvrages, articles, communications de colloques, communications à la Diana. Elle était aussi une linguiste émérite, spécialiste du franco-provençal, co-auteur de l'*Atlas linguistique du Lyonnais et Forez* dont la publication fut dirigée par M^{gr} Gardette dans le cadre des Facultés catholiques de Lyon. Elle encouragea et aida de nombreux chercheurs.

De l'époque de la Résistance, Marguerite Gonon garda de solides convictions gaullistes. Elle a raconté avec sa verve habituelle la visite du général de Gaulle à Beauvoir en 1948 : le général parlant de Churchill et de Roosevelt devant une tasse de camomille et M^{me} de Gaulle questionnant Neufbourg sur la mise en œuvre de la « participation » - l'intéressement aux bénéficiaires - avec son personnel de Beauvoir... Marguerite Gonon fut, après 1962, député suppléant, faisant équipe, pendant plusieurs législatures, avec Paul Rivière, compagnon de la Libération et député de la Loire. Lucien Neuwirth lui remit la croix d'officier de la Légion d'honneur.

Le rôle de Marguerite Gonon dans la Résistance a suscité polémiques et jalousies dues à la tendance qu'elle avait parfois à s'attribuer à elle seule un rôle précurseur dans la « première Résistance » et à des talents médiatiques qui la poussaient comme naturellement sur le devant de la scène. Son anticommunisme lui valut aussi quelques solides inimitiés. Historienne, elle savait que ses récits étaient ceux d'un témoin et pouvaient être soumis comme tels à la critique des sources. Mais il n'en reste pas moins que, finalement, son témoignage n'a guère été, quant au fond, remis en cause et surtout qu'elle fut résistante dès 1940, active, courageuse et désintéressée.

Claude Latta

- Marguerite Gonon : « En ce temps-là... » [souvenirs de Résistance de Marguerite Gonon], *Cahiers d'Histoire*, revue d'Histoire des universités de Lyon, Grenoble, Clermont, Saint-Étienne et Chambéry), 1994, tome XXXIX, n° 3-4, p. 177-190.
- Marguerite Gonon : « Marguerite Gonon parle... (la Résistance à Arthun, Guy de Neufbourg) », entretiens [recueillis en 1987] et présentés par Antoine Cuisinier, *Village de Forez*, 2000, 68 p.
- Marguerite Gonon : « Bonjour, Général ! » [la visite du général de Gaulle à Arthun], *Village de Forez*, n° 42, avril 1990, p. 3-5.
- Marguerite Gonon : *Les Chartes du Forez*, dans *Le passé forézien*, Saint-Étienne, publications de l'université, Centre d'études foréziennes, 1996, p. 105-109.
- Monique Luirard : *Le Forez et la Révolution Nationale*, Saint-Étienne, Centre d'Études foréziennes, 1972.
- Colonel René Gentgen : *Résistance Loire*, Montferrat, Éditions Esperluette, 1992.
- Colonel René Gentgen : *La Résistance civile dans la Loire*.
- Marguerite Gonon : « Pour l'honneur », cassette vidéo.
- Commentaire d'Alain Rémond : *Marguerite, à minuit*, *Télérama*, n° 2215, 24 juin 1992.

GUY, COMTE DE NEUFBOURG

(1887-1986)

Guy Courtin de Neufbourg, né le 29 octobre 1887, était le fils de Jean-Baptiste Ludovic Courtin de Neufbourg et d'Henriette de Poli. Le comte de Neufbourg était d'une famille de vieille noblesse. Très attaché à ses origines, il fut l'un des fondateurs de l'Association d'entraide de la noblesse française (ANF). Il avait surtout un sens aigu des devoirs que cette appartenance à la noblesse lui imposait : améliorer l'exploitation de ses terres et en faire profiter « ses » paysans, se battre pour son pays, écrire l'histoire de sa province.

Neufbourg avait une véritable vocation d'agriculteur et pratiqua sur une grande partie de ses terres l'exploitation directe. Il fut un agriculteur d'avant-garde : pisciculteur, il mit au point et introduisit dans ses étangs la « carpe royale du Forez », créa, en 1927, un syndicat de production et de contrôle et s'orienta vers l'exportation. Éleveur de bovins charolais, il eut le premier l'audace de pratiquer, dès 1933, l'élevage en plein air pendant toute l'année. Dans *Le Troupeau* (1941) Neufbourg écrit : « Le troupeau passa de quinze mères à plus de cent. En des temps difficiles [...], le troupeau a nourri le maître, sa famille et ses gens. »

Neufbourg avait combattu en 1914-1918. Officier de cavalerie englué dans la boue des Flandres, grièvement blessé, il perdit un poumon et fut réformé. Mais son nom reste surtout attaché à l'histoire de la Résistance en Forez. En juillet 1940, Neufbourg recueillit, dans son domaine de Beauvoir, 800 000 cartouches de mitrailleuses, 25 fusils-mitrailleurs ainsi que des véhicules qui furent cachés dans la ferme de Biterne. La demande lui avait été faite par Lucien Gidon, attaché de préfecture et par le capitaine de Loisy, officier de l'armée d'armistice et membre du CDM (service de camouflage du matériel). Ces armes devaient, le moment venu, être utilisées pour reprendre le combat contre l'ennemi. Tout, chez Neufbourg, aurait pu le conduire vers la *Révolution Nationale*. Des fonctions officielles lui furent offertes. Mais Neufbourg était avant tout un patriote. On ne discute pas avec l'ennemi, encore moins accepte-t-on de collaborer avec lui. La rupture avec Vichy se fait après Montoire. Il refuse alors tout poste qui lui serait proposé et annule la visite que Pétain avait demandé à faire à Beauvoir pour assister à une pêche en étang. Le 24 mai 1941, Charles Maurras vient faire une conférence à Montbrison, ce qui donne à Neufbourg l'occasion d'un nouveau coup d'éclat. Invités, les membres de l'équipe des Chartes du Forez refusent d'assister à cette conférence et le font savoir.

Le comte de Neufbourg (le *Sire* dans la Résistance) et Marguerite Gonon étaient entrés, dès 1940, dans la Résistance. Le 25 septembre 1942 eut lieu un parachutage en provenance d'Angleterre. L'opération fut préparée à Biterne, Neufbourg prêtait ses terres et ses hommes, Alfred Petit, Pétrus et Marius Durand. Les containers parachutés apportaient des armes, du matériel d'imprimerie et deux postes émetteurs. En novembre 1942, Neufbourg, prévoyant l'invasion de la zone Sud, et « jamais à court d'une idée neuve » (Gidon) proposa d'immerger les armes stockées dans des caissons étanches ; il mobilisa aussitôt ses hommes ainsi que quatre de ses fermiers, Claude et Charles Michel, Pierre et Jean Merle. Marguerite Gonon raconte : « Nous avons passé la nuit du 9 au 10 novembre et du 10 au 11 novembre à transporter ces huit cent mille cartouches avec des tombereaux munis de pneus, des chevaux, et on a tout transporté dans le grand étang [de la Loge]. » En 1943, pour accueillir les premiers réfractaires au STO, le maquis de Rochefort fut installé à 2 km de l'Hôpital-sous-Rochefort, puis à Saint-Georges-en-Couzan. La ferme de Biterne fonctionna comme centre de triage pour accueillir puis répartir les réfractaires. La « planque » une fois découverte, les réfractaires furent dispersés dans des fermes.

Une dénonciation attira l'attention de la Gestapo. Le 1^{er} septembre 1943, Neufbourg fut arrêté, transféré à Feurs puis à Saint-Étienne. Torturé, il ne parla pas. Sa connaissance de l'allemand lui permit de comprendre que les Allemands n'avaient pas de preuves contre lui ; avec obstination, Marguerite Gonon, pendant dix-sept jours, alla à la Gestapo pour protester de l'innocence de son compagnon et essayer de la démontrer, porter la pétition que les habitants d'Arthun avaient signée pour faire libérer Neufbourg. Il fut libéré. Pendant la détention de Neufbourg, Marguerite Gonon s'aperçut que, du fait de la sécheresse, le niveau de l'étang de la Loge baissait : « Alors, j'ai fait vider l'étang qui était au-dessus. » Les caisses de munitions furent alors à nouveau complètement recouvertes par l'eau.

Peu avant la Libération, les armes et munitions cachées à Biterne furent récupérées, intactes. La moitié fut donnée à des résistants de l'Allier qui étaient en relation avec le groupe de Beauvoir, l'autre moitié à l'AS de la Loire. Le conflit avait été très vif avec Gentgen, chef d'EM de l'AS, qui réclamait la totalité des armes. Après la guerre, Neufbourg retourna immédiatement à ses travaux d'historien. En avril 1948, le général et madame de Gaulle vinrent deux jours à Beauvoir, ce qui fut une consécration. De Gaulle s'étonna que Neufbourg n'ait jamais eu aucune marque officielle de reconnaissance de la Nation...

Neufbourg fut un bon historien, rigoureux et novateur. Dès 1923, il publia, sous le nom de Soulgé, *Le régime féodal et la propriété paysanne* ; il donna plusieurs articles aux *Annales d'histoire économique et sociale* de Marc Bloch et Lucien Febvre. En 1928, Neufbourg rencontra Georges Guichard, de la famille du *Casino*, scientifique qui s'intéressait à l'histoire. Pour eux, l'histoire devait commencer par publier les documents ; ils conçurent l'idée de publier toutes les sources disponibles en Forez de l'an mil à 1301 et constituèrent l'équipe des *Chartes du Forez* avec Édouard Perroy, Marguerite Gonon, Jean Dufour, l'abbé Merle, Jeanne Vieillard. La fondation Georges-Guichard finança l'entreprise. Marguerite Gonon a évoqué le travail réalisé : « Ce fut une longue quête [...]. Combien d'actes Neufbourg lut-il ? copia-t-il ? Vingt mille au moins. » Les textes transcrits, il fallait ensuite les présenter et les annoter. Vingt-cinq volumes et presque un demi-siècle (de 1933 à 1980) furent nécessaires. Neufbourg publia aussi de nombreux articles et, en 1945, un livre, *Paysans*, qui manifestait son extraordinaire connaissance de l'histoire rurale. Autodidacte, il s'éleva au niveau des meilleurs médiévistes : il devint *membre correspondant* de l'Institut et membre du comité de rédaction des *Cahiers d'Histoire*, fondés par l'université de Lyon.

Au terme d'une très longue vie, Neufbourg mourut à Beauvoir le 7 décembre 1986. Avec lui, finissait le nom des Neufbourg : il était sans enfants de son mariage avec Thérèse Zamoyska et son neveu Jean de Neufbourg avait été tué en Indochine en 1945. Neufbourg fut un personnage haut en couleur : le patriotisme, l'amour de la terre et de sa province, la passion de l'Histoire, le courage, le style et le panache, l'amour des femmes, le goût du défi, caractérisaient le châtelain de Beauvoir. Il incarnait les traditions d'un âge révolu : le *Maître* au milieu de ses paysans. Mais il savait aussi être à l'avant-garde : dans sa conception de l'agriculture, dans la recherche historique, dans la Résistance.

Claude Latta

POUR NE PAS OUBLIER...

Compte rendu de lecture : Bernard Esparre, *Pour ne pas les oublier...*, Montbrison, imprimerie SMIC, 2005. Brochure 23,5 x 29,5 cm, 15 p., nombreuses photographies.

Notre compatriote Bernard Esparre est bien connu des Montbrisonnais⁹² par sa passion et sa connaissance du cinéma. Il a été bénévolement, pendant de nombreuses années, administrateur du *Rex*, ancienne salle paroissiale devenue un cinéma qui, modernisé et doté de trois salles de projection, maintient vivant dans la ville l'amour du 7^e art. Bernard Esparre vient de consacrer une brochure, bien documentée et bien illustrée, à son père, Louis Esparre, à son oncle Pierre Doucet et aux membres de leur réseau de renseignements, qui furent des héros de la Résistance.

Louis Esparre, était né en 1913 à Toulouges, petit village proche de Perpignan. Après ses études à Toulouse puis à l'école des travaux publics de Cachan, il devint ingénieur des Ponts et Chaussées en 1934 puis, après son service militaire, fut nommé à Juvigny-sous-Andaine, dans l'Orne. Sous-lieutenant pendant la campagne de France, il est cité à l'ordre de son régiment. Après la défaite, démobilisé, il reprend son travail dans l'Orne. Il est alors recruté par le *SR Air* (Service de renseignement de l'armée de l'air) et monte l'un des tout premiers réseaux de renseignement de Normandie. Il avait comme agents Robert Jeanne, officier de réserve, les ingénieurs Maury et Rouault, dont les bureaux servaient de « boîte aux lettres », la comtesse de Mayo Durazzo (qui prêtait son hôtel particulier de Houlgate) et Suzanne Speisser, qui avait réussi à s'infiltrer comme secrétaire dans l'administration allemande de l'aéroport du Bourget. À Caen, les agents du SR étaient Pierre Doucet et Henri Brunet. Pierre Doucet, ancien condisciple de Louis Esparre à Cachan, devint en 1941 son beau-frère : Louis Esparre épousa Jacqueline Doucet. Henri Brunet, capitaine de réserve, avait acheté à Caen un atelier de reprographie. Il accepta de faire des travaux de reprographie pour l'EM allemand et 4 000 documents militaires allemands passèrent ainsi sur ses machines. Pendant l'exécution de ces travaux, pourtant surveillés - mal surveillés - par des soldats allemands, il put faire des copies de documents intéressants qu'il transmettait ensuite à son réseau. Un autre agent fut une jeune fille de 19 ans, Paulette Duhalde. Le réseau bénéficiait de l'aide d'informateurs et de correspondants. Avec Louis Esparre, le secteur du SR Air Normandie devint un réseau de renseignements de la Résistance qui envoya de nombreux documents à Londres, notamment des renseignements sur les aéroports utilisés en France par la Luftwaffe et le tracé des routes aériennes des bombardiers allemands en marche vers l'Angleterre ainsi que les plans des fortifications allemandes construites entre Le Havre et Cherbourg.

Louis Esparre, se sentant « grillé » - plusieurs de ses correspondants parisiens avaient été arrêtés - demanda et obtint sa mutation professionnelle pour Perpignan et fut remplacé par Robert Jeanne. Il restait cependant en contact avec son réseau et revint plusieurs fois en zone occupée. Le réseau est démantelé à l'automne 1942. Après l'occupation de la zone Sud (11 novembre 1942), tous ses membres furent arrêtés. Louis Esparre, arrêté le 18 décembre 1942 à Perpignan, fut transféré à Fresnes où la détention était très dure et où il fut affreusement torturé. Il ne parla pas, soutenu par son patriotisme et par sa foi chrétienne profonde. Un aumônier allemand, l'abbé Stock, reconfortait les détenus de façon exemplaire. Le 10 avril 1943, Louis Esparre apprit la naissance de son fils Bernard, né le 3 février.

Le 11 mai 1943, les membres du réseau comparurent à Fresnes devant un tribunal militaire allemand. Esparre, Doucet, Jeanne, Brunet, Suzanne Speisser et Cécile de Mayo Durazzo furent

⁹² Bernard Esparre est arrivé à Montbrison en 1972 pour créer l'unité de photogravure de la SMIC.

condamnés à mort. Trois autres accusés étaient condamnés à des peines de prison. La dernière entrevue de Louis Esparre avec sa femme et ses parents eut lieu à Fresnes le 17 mai Il voit son fils - qui a trois mois et demi - pour la première et la dernière fois. Il est fusillé au Mont-Valérien le 28 mai 1943 avec Pierre Doucet et Robert Jeanne⁹³. Il a refusé d'être attaché et d'avoir les yeux bandés et crie *Vive la France !* avant d'être exécuté. Il a confié à l'abbé Stock, pour être remis à sa famille, son livre de prières, son alliance et son chapelet. Dans sa dernière lettre, il écrit avec sérénité : « Dites à tous que je pardonne tout le mal qu'on a pu me faire et que je prierai de là-haut même pour ceux qui ont contribué à me conduire au sacrifice suprême... J'avais depuis longtemps accepté ce sacrifice, aujourd'hui à 16 h, il sera consommé. » La veille de la mort de Louis Esparre, s'est tenue à Paris, sous la présidence de Jean Moulin, la 1^{re} séance du Conseil national de la Résistance : la victoire est en marche.

Après la guerre, Louis Esparre eut des obsèques solennelles à Perpignan et est enterré dans le cimetière de Toulouges. Le nom de Louis Esparre a été donné à une place de Toulouges, à une rue de Perpignan et à une rue de Juvigny-sous-Andaine. Au Mont-Valérien, un mémorial dédié aux combattants de la France libre et de la Résistance a été édifié. En 2003, une grande cloche de bronze, portant les noms des 1 006 résistants et otages fusillés *connus* est devenue le monument édifié à leur mémoire et à celle des fusillés « qui n'ont pas été identifiés ». Parmi ces 1 006 noms, on trouve ceux de Louis Esparre, Pierre Doucet et Robert Jeanne. Le 17 août 1948, Bernard Esparre, petit garçon de cinq ans, avait reçu à Perpignan, au nom de son père, la croix de la Légion d'honneur. Aujourd'hui, il écrit l'histoire de son père : c'est la victoire de la mémoire. Par ce travail d'historien plein d'émotion mais aussi riche de ses recherches, il exprime la reconnaissance que nous devons tous aux combattants de la Résistance. Ils ont risqué et parfois sacrifié leur vie pour la France, notre patrie, qui, porteuse de valeurs universelles, ne sépare pas sa cause de la liberté des hommes.

Claude Latta

Brochure disponible chez Bernard Esparre, chemin du Bouchet, Montbrison. Tél 04 77 58 08 54.

⁹³ Henri Brunet a été fusillé le 18 novembre 1943. Suzanne Speisser et Cécile de Mayo Durazzo ont été graciées et leur peine commuée en travaux forcés à perpétuité. Elles ont survécu à leur captivité ainsi que Rouault et Maury. Paulette Duhalde est morte à Ravensbrück en avril 1945.

BONJOUR, GÉNÉRAL !

Ouf ! C'était terminé ! Pas tout à fait peut-être, mais la nuit noire était finie : Paris était libre ! Et nous, les simples résistants sans auréole - l'auréole, ça serait pour plus tard - nous étions tout de même bien fiers des chars de Leclerc ; des barricades un peu démodées certes, mais bien significatives ; et de nos maquis.

La joie n'était pas sans ombres : les camps de déportation enfermaient toujours nombre de nos camarades de combat : Jean et les autres à Neuengamme, Georges et sa troupe à Buchenwald depuis 1942, Dorah à Ravensbruck, l'abbé qui n'avait pas parlé..., le petit Montagne..., le ... Qu'ils étaient nombreux et muets ! Étaient-ils morts (oui, la plupart l'étaient) ?

Mais tout de même, cahin-caha, la vie reprenait ses droits ; plus de bruit de bottes, plus de réunions couleur de muraille, plus de parachutages couleur de clair de lune. On voyait revenir les amis d'Angleterre : Morandat qui avait évité "Paris brûle-t-il", le petit Morandat si modeste ! Charles Henri, parti en pleine agrégation de lettres : colonel, tout simplement. Claude, condamné à mort avec ses compagnons ? Un poste de chef d'état-major ! Le pays leur devait bien ça !

D'autres ascensions, fulgurantes, nous laissaient perplexes : tel qui était en poste officiel à Vichy, pétainiste et décoré, s'était installé dans un sous-ministère ; tel autre, otage d'un groupe de maquis, avait précipitamment quitté cette honorable situation pour faire valoir ses droits dans la haute administration. Le paysage ne manquait pas de pittoresque avec, au bas de l'escabeau, les RMS, les résistants du mois de septembre. Pour qui avait l'humeur optimiste, le panier de crabes était réjouissant à contempler.

Le comte de Neufbourg et moi (nous avons "résisté" depuis le 12 juillet 1940, en cachant des armes ; pas un 22 long-rifle : c'était plus volumineux !) avons rejoint, dès fin août 44, les régions bienheureuses de l'histoire médiévale. Tout de même, Neufbourg avait accepté la présidence des syndicats agricoles du département. Non qu'il fût avide d'honneurs ; mais les paysans avaient grand besoin d'un représentant de prestige : en dépit des multiples embêtements qui avaient été leur lot (réquisitions, contrôles tatillons sur les œufs comme sur le beurre), ils étaient regardés de travers, accusés en bloc de marché noir dont les bénéfiques emplissaient des lessiveuses (il n'y avait pas de lave-linge à l'époque !). La tâche de Neufbourg ne fut pas toujours facile et j'ai souvenir d'empoignades hautes en couleurs avec le préfet de la Loire, communiste à cette époque.

Enfin, "marche que marche", comme disaient encore les paysans, le temps passait. L'offensive ultime en Alsace, les poches de résistance allemande ici où là, puis les orgues de Staline et les chars de Patton, la capitulation à Berlin, puis celle du Japon : cette fois c'était vraiment la paix.

Le général de Gaulle gouvernait à Paris ; lui non plus n'avait pas la tâche facile. Mais bien loin de l'agitation parisienne, nous étions persuadés, Neufbourg et moi, que le général finirait par avoir raison : après tout, il avait "eu" Churchill qui était joliment coriace ! Eh bien ! non ! Il n'eut pas raison et commença ce que les journalistes appelèrent "la traversée du désert". Ce départ ne nous consterna pas ; simplement nous avions l'impression de vivre un temps mort, dont l'événement fut l'institution de la vignette pour les autos, "pour venir en aide aux personnes âgées" !

En Forez, le général de Gaulle avait de la famille : une nièce mariée à un ingénieur des mines, alors en poste au Chambon-Feugerolles, à la Malafolie. C'est d'ailleurs par l'intermédiaire de cette nièce que, dès novembre 1940, j'avais pris contact avec la sœur du général.

Nous étions en 1948, nos *Chartes du Forez* avançaient sans heurt : lecture des documents, transcription, notes, des notes pléthoriques demandant des journées de recherches. C'est au cours

d'une de ces recherches, un après-midi d'avril, que le téléphone sonna : "Ici le lieutenant-colonel de Bonneval. Le général de Gaulle compte aller voir sa nièce le... Il passera chez vous et vous demandera l'hospitalité". C'était totalement inattendu et la nouvelle suscita tout de même une certaine agitation. Le général venait sans suite officielle (le désert, voyons !) avec Bonneval, deux gardes du corps et le chauffeur. Bien : on pouvait loger tout ce monde. Prévenir tout de même la gendarmerie ? Pas utile. Mais Neufbourg eut une idée étrange : pour peu qu'il y ait fuite, il fallait prévoir un repérage de possibles "terroristes". Aussi la maison fut-elle illuminée par un très gros projecteur : un seul ! L'intendance devait suivre : le lit serait-il assez grand ? Vérifications faites, mètre en main. Que servirait-on à table ? Un gigot ? Oui, le général aimait le gigot et madame de Gaulle aussi. Et comme dessert ? Si on lui donnait des ponchkis, ces succulents beignets polonais (le général de Gaulle avait été envoyé en Pologne comme attaché militaire en 1920) ? Va pour les ponchkis ! Le vin ? Un bon Fleurie, ce serait très bien. Et surtout, mon Dieu ! ne pas oublier, après le dîner, la tisane de camomille dont le général était friand (quelle horreur !). Ceci pour dire que nous étions fin prêts dès dix-sept heures. Pour une fois, Neufbourg n'avait pas les cheveux en bataille. Madame de Neufbourg était tout de bleu vêtue. Quant à moi, j'étais résolument "new look" - c'était le temps du new look... - ; un ensemble noir, jupe bien serrée et corsage à basque. Ce que j'étais distinguée !

La grosse DS noire ⁹⁴ arriva, précédée de la DS des gardes du corps. Voir le général descendre de voiture était déjà un spectacle. Madame de Gaulle, comme son mari, était vêtue de noir - leur fille Anne venait de mourir. Oui : il était aussi grand que ça et le nez était bien celui que nous connaissions, alors que madame de Gaulle - qu'on n'appelait pas encore Tante Yvonne - avait de bien beaux yeux pleins de sourires. La conversation fut-elle difficile ou empreinte d'un amidon un peu raide ? Pas du tout ! Neufbourg se hasarda à remercier pour cette visite et eut cette réponse : il fallait bien que je vienne jusqu'ici puisque vous n'êtes jamais venus me voir à Paris... pour me demander une décoration ou une place. Nous fûmes ébahis par cette déclaration : comment ? se pouvait-il qu'on pût réclamer un bakchich pour avoir simplement, petitement, fait ce qu'on devait faire ? Le général nous expliqua longuement quelles luttes sournoises ou à couteaux tirés s'étaient déchaînées autour de lui, quelles pressions l'avaient fait longuement réfléchir et décider de s'en aller. Ce propos politique était donné d'une voix lente, un peu rocailleuse quand il allait dire - pardonnez-moi ! - une "vacherie". Je n'aurais jamais pensé pouvoir rire aussi franchement à ce qu'il racontait. Dommage ; certains "étrillés" sont encore vivants, je ne peux donc pas vous faire de confiance ! Il parlait, en tout cas, avec une admiration rancunière de Churchill ; ils s'étaient mené la vie dure : ma plus grosse croix, c'est la croix de Lorraine. De Roosevelt "par charité" il ne disait que fort peu de choses : Staline ? Un tyran oriental, mais un chef de guerre. Du maréchal Pétain aussi il parlait, sans hargne, avec pitié et regret ; mais quant au "ramassis" qui avait grouillé à Vichy, il en faisait un constat glacé et sans ombre d'indulgence.

Il interrogea longuement Neufbourg (et madame de Neufbourg) sur la "participation" telle qu'ils la pratiquaient : les ménages d'ouvriers agricoles étaient logés, avaient à leur disposition non seulement un jardin, mais la tenue de deux, trois, quatre vaches selon l'importance de la famille, et chacun recevait une "participation" aux bénéfices (sur la vente des bovins ou des carpes). Les femmes pouvaient ou non venir travailler à la maison, sous protection sociale ; évidemment, ce programme était plus facile à organiser avec quatre ou cinq ménages qu'avec les ouvriers de Renault... Madame de Gaulle voulait savoir s'il y avait une aide quelconque au moment d'une naissance, et si les parents étaient encouragés lorsque les enfants allaient au collège.

⁹⁴ La mémoire de Marguerite Gonon a été ici, sur ce point de détail, défaillante : il s'agit naturellement d'une « traction avant » (Citroën) qui était la voiture des « officiels ». La DS n'est sortie des usines Citroën qu'en 1955. Le neveu de Marguerite Gonon, Jean Gonon, qui travaillait d'ailleurs dans l'automobile, en avait fait, m'a-t-il raconté, la remarque à sa tante Marguerite Gonon qui lui avait dit : « je rectifierai à la prochaine édition ». Nous le faisons pour elle (C.L., note de 2009).

J'eus un moment de fierté et d'émotion : une petite croix de Lorraine, une petite décoration et sur une photo (gardée depuis 1940) à M. G., *une des premières, une des meilleures* : la photo m'a été volée... Madame de Gaulle parlait de sa vie à Londres, une vie plus que simple, du flegme des Anglais sous les bombardements et de la vie à Colombey : *je n'aime pas la vie officielle*. Enfin, ce fut la fameuse camomille, puis le coucher, le gros projecteur allumé ; et pour nous, une nuit de veille, avec Neufbourg qui faisait des rondes toutes les demi-heures.

Le lendemain matin, nos hommes étaient là : ceux qui, sans grandiloquence, parfois luttant contre la peur, nous avaient aidés à cacher puis à transporter les armes, à recevoir les parachutes, à veiller à la sûreté du maquis, de "notre" maquis : tous sont morts aujourd'hui ; mais pour tous ces braves, la poignée de main du général et le "merci" qui suivit a été la meilleure des récompenses. Vinrent d'autres amis, eux aussi "résistants", et pas de la dernière heure. *On est bien chez vous ! Et ça ne sent pas la magouille ! Nous allons rester à déjeuner*. Ce qui se fit (avec une carpe magnifique), avec le même ton de conversation aimable, un peu décousue. Il fallut bien se séparer, sans démonstration : une poignée de main, une vraie ; *au revoir Général ! - Faites un effort, venez à Paris, vous apporterez l'air frais du Forez*. La voiture, les voitures ont franchi le portail. Neufbourg a les paupières rouges, et je me sens bête comme tout...

Marguerite Gonon

III

Compagnons de la Libération dans le Roannais

L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

Trois Ligériens, tous originaires du Roannais ou qui y habitaient pendant la guerre, ont été fait Compagnons de la Libération, titre prestigieux qui indique l'appartenance à l'Ordre de la Libération, créé par le général de Gaulle : Roger Crivelli (à titre posthume, Résistance intérieure, 1946), Eugène Déchelette (1945, Résistance intérieure) et Paul Rivière (1945, Résistance intérieure). Roger Crivelli était un jeune résistant qui a été tué par les nazis en 1943 ; Eugène Déchelette appartenait à la France libre, rejointe dès juillet 1940, et fut parachuté en France pour une importante fonction au sein de la Résistance intérieure ; Paul Rivière s'engagea dans le mouvement *Combat* et multiplia ensuite les missions entre Londres et la France.

L'Ordre de la Libération a été institué par ordonnance du général de Gaulle, chef des Français libres, signée à Brazzaville le 17 novembre 1940. L'admission dans l'Ordre est destinée « à récompenser les personnes ou les collectivités militaires et civiles qui se seront signalées dans l'œuvre de la libération de la France et de son empire ».

L'Ordre ne comporte qu'un seul grade. Ses titulaires ont droit au titre de Compagnon de la Libération. L'insigne de l'Ordre est la Croix de la Libération. Elle consiste en un écu de bronze rectangulaire portant un glaive, surchargé d'une croix de Lorraine et portant au revers la devise : « Patriam servando, Victoriam tulit » (« En servant la Patrie, il apporta la Victoire »). Le ruban de la décoration alliait le noir (le deuil de la patrie vaincue et occupée) au vert (l'espérance de la victoire et de la libération) et reprenait celui de la médaille commémorative de la guerre de 1870-1871. La Croix de la Libération était remise par le général de Gaulle avec la formule suivante : « Nous vous reconnaissons comme notre Compagnon pour la Libération de la France, dans l'Honneur et par la Victoire. » Les cinq premiers compagnons furent le capitaine de corvette Georges Thierry d'Argenlieu, le gouverneur Félix Eboué, originaire de Guyane, le lieutenant Emmanuel d'Harcourt, l'adjudant Bouquillard et le radiotélégraphiste Edmond Popieul.

1 059 croix ont été décernées entre la date de la création de l'Ordre et celle de la cessation d'attribution (23 janvier 1946) : 1 036 à des personnes physiques, 18 à des unités militaires de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la marine. 5 croix ont été également décernées à des communes françaises : Nantes, Grenoble, Paris, Vassieux-en-Vercors et l'île de Sein. Parmi les 1 036 membres de l'Ordre de la Libération, 65 furent tués avant le 8 mai 1945, alors qu'ils étaient déjà Compagnons, et 252 reçurent cette distinction à titre posthume. Si bien que un peu plus de 700 d'entre eux ont survécu à la guerre. À deux reprises, l'Ordre est exceptionnellement ouvert de nouveau par le général de Gaulle, Grand maître de l'Ordre et président de la République. Il attribue la Croix de la Libération à Winston Churchill (1958) et, à titre posthume, au roi George VI (1960), portant ainsi le nombre définitif des personnes titulaires de cette haute distinction à 1 038.

L'Ordre de la Libération représente, en fait, à travers une élite distinguée dans l'exemplarité de son action, toute la Résistance : la France libre et la Résistance intérieure. André Malraux, Compagnon de la Libération, déclare en 1971 : « L'Ordre de la Libération n'est pas formé

d'hommes qui se sont séparés des autres par leur courage, mais bien d'hommes à qui leur courage a donné la chance de représenter tous ceux qui, le cas échéant, n'avaient pas été moins courageux qu'eux. Il n'est pas une hiérarchie dans la Libération. Il est le symbole de la Libération⁹⁵. »

L'Ordre de La Libération est une décoration, qui, dans l'ordre protocolaire, vient immédiatement après la Légion d'honneur. C'est aussi, de façon étonnante, une sorte d'Ordre de chevalerie. Lors des funérailles du général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises, en 1970, seuls les Compagnons de la Libération ont été admis aux côtés des membres de la famille et des habitants du village.

Le dernier Compagnon sera enterré au *Mémorial de la France Combattante*, inauguré en 1960, au mont Valérien où furent fusillés de nombreux résistants : de part et d'autre d'une grande croix de Lorraine, 17 caveaux ont reçu les corps de combattants et de résistants morts sur tous les théâtres d'opération (campagne de France de 1940, bataille d'Angleterre, campagnes de la France libre, Résistance intérieure, déportation, Libération et campagne d'Allemagne) et issus de la France et de l'Empire (trois tirailleurs, un Sénégalais, un Marocain et un Tunisien). Deux Compagnons y sont enterrés : Berthie Albrecht, de *Combat*, morte à la prison de Fresnes et Alfred Touny (*colonel Guérin*), fusillé à Arras. Un 18^e caveau, vide, attend la dépouille mortelle du dernier Compagnon. Chaque année, le 18 juin, une cérémonie a lieu au mont Valérien en présence du président de la République, du grand chancelier de l'Ordre de la Libération et des Compagnons survivants.

La pérennité de l'Ordre a été assurée par la loi de 1999 créant le Conseil national des communes « Compagnon de la Libération ».

Claude Latta

Bibliographie :

- Le site Internet du musée de l'Ordre de la Libération (www.ordredelaliberation.fr) comporte de nombreuses biographies de Compagnons.
- Grande chancellerie de l'Ordre de la Libération : *Mémorial des Compagnons de la Libération. Compagnons morts entre le 18 juin 1940 et le 8 mai 1945*, Paris, 1961, 577 p.
- Musée de l'Ordre de la Libération : *Cinquantenaire de l'Ordre de la Libération* [catalogue du musée], Paris, 1990, 607 p.
- Miquel (Pierre) : *Compagnons de la Libération*, Paris, Denoël, 1995.

⁹⁵ Interview d'André Malraux à la TV, 17 juin 1971. Texte transcrit par Michelle Michel, conservateur du musée de l'Ordre de la Libération dans : musée de l'Ordre de la Libération : *Cinquantenaire de l'Ordre de la Libération* [catalogue du musée], Paris, 1990, p. 10.

ROGER CRIVELLI

résistant du groupe Franc-Tireur de Roanne

Compagnon de la Libération

(1918-1943)

Roger Robert Crivelli - et non Grivelli, comme il est parfois écrit - est né à Lavoncourt (Haute-Saône) le 25 novembre 1918. Il était le fils d'un maçon d'origine italienne, Giacomo Battista Crivelli, âgé de 35 ans et de son épouse Marie Jeanne Joséphine Ferrand, âgé de 26 ans. Résistant du groupe Franc-Tireur, auteur de nombreux sabotages, il est abattu par la Gestapo à Roanne, le 4 juin 1943 à 5 heures, dans son domicile, 3 rue de l'Agriculture à Roanne. Il a été fait Compagnon de la Libération.

À sa sortie de l'école communale, Roger Crivelli a d'abord aidé son père et appris le métier de maçon. Mobilisé en septembre 1939. En juin 1940, la retraite le conduit à Toulouse où il reste un mois. De là il gagne Villefranche-sur-Saône où il travaille comme maçon jusqu'au début de 1942. Il part ensuite travailler comme cimentier à l'usine France-Rayonne de Roanne

L'usine, construite sous la direction de cadres allemands, fabrique un textile artificiel, la fibranne qui permet à l'Allemagne de remplacer la laine et le coton dont elle manque pour la confection des uniformes de la Wehrmacht.

Roger Crivelli fait partie d'un « groupe urbain » du mouvement *Franc-Tireur* fondé à Lyon par Jean-Pierre Lévy. Après un premier travail de propagande - diffusion de journaux et de tracts - il apprend, en septembre 1942, le maniement des explosifs. Sa première mission de sabotage a lieu dans la nuit du 2 au 3 octobre 1942 à Roanne et vise le bureau de placement allemand où il participe à l'installation de deux bombes qui, repérées par la relève, n'explosent pas. À partir de cette date, son action clandestine devient très importante. Le 22 novembre 1942, il se distingue lors de la réception de deux parachutages dont l'un à Saint-Romain-la-Motte. Un ordre venu de Lyon demanda de ralentir la production de France-Rayonne par le sabotage. Le groupe de sabotage fut mis sur pied à Roanne, avec Gilbert Mus, officier instructeur-saboteur, un spécialiste venu de Londres et parachuté à Saint-Romain-la-Motte, Gérard Henneberg qui était ingénieur d'aviation, Collin, Berthier, Serge Giry et Roger Crivelli. Le 28 décembre 1942, ce groupe réussit à l'usine France-Rayonne un sabotage qui en compromit la production pendant plusieurs semaines : la grande conduite d'eau qui venait de la Loire, traversait le canal et alimentait l'usine avait sauté ainsi que la station de pompage. Au début de 1943, à France-Rayonne, il place une bombe dans un séchoir qui est pulvérisé, provoque l'incendie de réserves de fibranne et réussit à rendre non étanches les cuves de l'entreprise. En février, Roger Crivelli pose une bombe qui fait sauter la devanture du café « La pipe », tenu par un collaborateur, membre du PPF de Doriot.

En mars 1943, un employé de la SNCF, Boiserolles, qui appartient au groupe Franc-Tireur, avertit Marcel Gallet qu'un convoi ferroviaire chargé de camions militaires neufs devait stationner la nuit du 27 au 28 mars en gare de Roanne avant de partir à l'aube pour l'Allemagne. Il serait gardé aux deux extrémités par des sentinelles allemandes. Georges Denviolet fabriqua les cartouches de plastic au domicile de Marcel Gallet. Crivelli, prévenu, rejoignit Boiserolles. Une bombe munie d'un crayon-allumeur fut placée sur chaque carter de moteur. Le feu d'artifice dura de dix heures et demie du soir jusqu'au lendemain matin. Soupçonné et arrêté par la police de Vichy, Roger Crivelli ne parle pas et est finalement relâché.

Roger Crivelli n'était pas seulement un homme de l'ombre et du danger. Le 1^{er} mai 1943 montra qu'il pouvait aussi mener des actions pleines de panache : il réussit à trois heures du matin à monter au sommet de la grande cheminée de l'usine France-Rayonne et à y placer un drapeau tricolore à

croix de Lorraine. Le même jour, à l'appel du Front national, des petits groupes défilent devant l'hôtel de ville. Mais, l'étau se resserrait autour du groupe Franc-Tireur. À la suite d'un attentat commis à Iguerande (Saône-et-Loire) avec deux camarades, dont un sera arrêté quelques jours après, son chef lui recommande de changer de domicile, ce qu'il refuse.

La nuit du 3 au 4 juin 1943 marque la fin du groupe Franc-Tireur à Roanne. Les Allemands, renseignés par des dénonciations, organisent un vaste coup de filet dirigé par un colonel du SD, venu de Châlon-sur-Saône. Vers 4 h du matin, un détachement de la Wehrmacht, accompagné de miliciens, prend position rue de l'Agriculture, autour de la maison de M^{me} Brossette. Dans cet immeuble, logent, au premier étage, Roger Crivelli et Victor Villemin. Un bruit suspect alerte Victor Villemin qui, par la fenêtre, aperçoit les soldats allemands qui pénètrent dans la maison ; il avertit son camarade qui dort dans la chambre voisine, puis retourne enfiler un pantalon. Roger Crivelli est décidé à vendre chèrement sa vie : couché, caché sous son édredon, il prend un pistolet dans chaque main. Le colonel, suivi de deux officiers et d'un civil, frappe à la porte de Victor Villemin et lui donne l'ordre d'ouvrir la porte de Roger Crivelli. La porte une fois ouverte, le colonel pousse Villemin dans la chambre et lui demande ses papiers. Alors qu'il retourne les chercher dans la chambre voisine, Roger Crivelli tire, couché, à travers l'édredon. Le colonel est tué, un autre officier est abattu mais Roger Crivelli est lui aussi touché de plusieurs projectiles. Victor Villemin s'empare d'un pistolet, tire sur les Allemands qui refluent dans l'escalier. L'un d'eux est grièvement blessé au bas de l'escalier, il meurt dans une clinique quelques heures plus tard.

Pendant que Roger Crivelli agonise, Victor Villemin réussit une extraordinaire évasion à travers les jardins. Blessé au pied alors qu'il est réfugié sur le toit d'un garage, il trouve asile chez des amis, rue Elisée-Reclus, puis se fait soigner à l'hôpital installé dans les locaux de l'école primaire supérieure, rue de la Livatte. Un prêtre ⁹⁶ lui prête finalement une soutane qui lui permet de rejoindre une ferme de l'Allier. Roger Crivelli est aujourd'hui inhumé dans le cimetière de son village natal, Lavoncourt.

L'action de Roger Crivelli dans la Résistance est marquée par la précocité de son engagement politique et militaire, par une fougue toute juvénile et un extraordinaire mépris du danger. Membre du groupe Franc-Tireur, son courage et son goût de l'action furent au service d'une stratégie de sabotage de la production allemande en France et de destruction du matériel militaire. L'intimidation des collaborateurs était aussi privilégiée. Il était, au sein du mouvement Franc-Tireur, l'un de ces « terroristes » que dénonçait la propagande de Vichy. À une époque où ce type d'action était encore le seul possible - et était très discuté - les coups portés à l'occupant et la réaction de celui-ci montrent que ces sabotages et attentats commençaient à jouer dans la guerre un rôle important.

Roger Crivelli fut fait *Compagnon de la Libération* à titre posthume, en janvier 1946, au titre de la Résistance intérieure. Sous-lieutenant à titre posthume, il est aussi chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix de guerre 1939-1945 et de la Médaille de la Résistance. Une plaque commémorative a été placée sur la maison où il a été tué et son nom a été donné à la rue de l'Agriculture.

Claude Latta

⁹⁶ Pour Jean Cabotse qui a recueilli le témoignage de Victor Villemin, il s'agit de l'abbé Migeat, curé de la chapelle de l'Arsenal. Selon Jean Nocher, dont la version nous paraît moins sûre, c'est l'abbé Martzen, prêtre luxembourgeois réfugié à Roanne et devenu vicaire de la paroisse Saint-Étienne.

Sources et bibliographie

- État civil de Lavoncourt (Haute-Saône) et de Roanne (Loire).
- « Roger Crivelli », site Internet de l'Ordre de la Libération.
- Jean Cabotse : *Le Roannais dans la guerre 1940-1945*, Le Coteau, Horvath, 1985.
- Colonel René Gentgen : *Résistance Loire*, Montferrat, Éditions Esperluette, 1992.
- Colonel René Gentgen : *La Résistance civile dans la Loire*, Lyon, Éditions lyonnaises d'art et d'Histoire, 1996.
- *Mémorial de l'Ordre de la Libération*, Paris, Ordre de la Libération, 1961.
- Jean Nocher : *Les clandestins*.
- Dominique Veillon : *Le Franc-Tireur, un journal clandestin, un mouvement de Résistance 1940-1944*, Paris, Flammarion, 1977.

EUGÈNE DÉCHELETTE

(1906-1973)

Compagnon de la Libération

Eugène Déchelette rejoignit, l'un des premiers, la France libre. Une mission en France occupée et le courage montré dans ses fonctions de délégué militaire régional (Région R5) lui valurent d'être fait *Compagnon de la libération*.

Eugène Déchelette était né le 5 janvier 1906 à Roanne (Loire), fils de Victor Déchelette, industriel, et d'Élizabeth Geoffroy. Les Déchelette étaient de grands industriels du textile, installés à Roanne et à Montagny (Loire) depuis le milieu du XIX^e siècle. Les membres de la branche roannaise étaient marqués par la tradition du catholicisme social d'Albert de Mun et de La Tour du Pin. Victor, le père d'Eugène, avait écrit une étude sur *La condition de l'ouvrier tisseur roannais* (1897). Le patriotisme allait de soi : le grand-oncle d'Eugène, Joseph Déchelette, l'un de nos plus grands archéologues - le musée de Roanne porte son nom -, s'était engagé à 53 ans en 1914 et, capitaine d'infanterie, fut tué quelques semaines plus tard. Ses neveux et successeurs à la tête de l'entreprise, Victor et Charles Déchelette, père et oncle d'Eugène, furent internés pour faits de Résistance au fort Montluc, à Lyon, pendant trois mois, en 1944.

Eugène Déchelette, licencié en droit et diplômé de l'École des sciences politiques, fut d'abord employé puis ensuite administrateur de la société familiale des textiles Déchelette (SA Déchelette-Despieres), fondée en 1855 à Roanne par son arrière-grand-père, Benoît Déchelette, époux de Charlotte Despieres.

Officier de réserve, Eugène Déchelette est mobilisé en 1939. Il participe à la campagne de 1940 en Lorraine, Belgique et Hollande. Fait prisonnier à Lille, il s'évade dans des conditions difficiles et rejoint Londres au mois de juillet où il s'engage dans les Forces françaises libres. Il est officier de renseignement au haut-commissariat du Pacifique : dès 1940 la Polynésie, les Nouvelles-Hébrides et la Nouvelle-Calédonie se sont, en effet, ralliées à la France libre. Puis, au début de 1944, Déchelette se porte volontaire pour une mission en territoire occupé par l'ennemi.

En janvier 1944, Eugène Déchelette est, sous le pseudonyme d'*Ellipse*, parachuté près de Limoges. Officier de la France combattante, il a été désigné comme délégué militaire régional (DMR) de la région R5, l'un des douze DMR⁹⁷ qui doivent être installés en France, sous l'autorité nationale de Jacques Chaban-Delmas et, en zone Sud, sous celle de Maurice Bourgès-Maunoury. Ces délégués militaires régionaux n'avaient pas de fonctions de commandement mais devaient conseiller les responsables locaux de la Résistance et les pousser à s'entendre pour désigner un chef militaire de région, demander à Londres les moyens nécessaires en armes et en argent et répartir ces moyens. Ils disposaient chacun d'une petite équipe d'officiers opérateurs radio et instructeurs en sabotages ; ils étaient aussi chargés de mettre en œuvre les plans élaborés avec les organisations de Résistance et visant à paralyser, le jour venu, les communications ennemies. La mission était difficile. Elle exigeait un charisme personnel et de la diplomatie ; il fallait s'adapter aux conditions locales et coopérer avec les chefs de la Résistance intérieure. L'esprit de décision était nécessaire pour coordonner et diriger le soulèvement des maquis. La mission était dangereuse : les DMR avaient suivi un stage de SOE⁹⁸ et avaient été avertis que, d'après les prévisions statistiques, la moitié d'entre eux seraient probablement arrêtés au bout du 5^e mois de leur mission : ils avaient donc reçu la fameuse ampoule de cyanure... Sept sur douze sont morts en mission ou ont été déportés.

⁹⁷ La fonction de DMR n'est officiellement créée qu'en avril 1944.

⁹⁸ Special Operations Executive, services secrets britanniques d'action et de subversion.

Eugène Déchelette joua un rôle important dans les maquis du Limousin et coordonna la libération des principales villes de sa région. Lors de la campagne de répression entreprise par une colonne allemande dans le département de la Creuse, entre le 14 et le 23 juillet 1944, il se rendit personnellement sur les lieux et réussit à galvaniser les mouvements de résistance et à regrouper ensuite tous les FFI pour les préparer aux prochains combats. Le rôle des délégués militaires régionaux est resté mal connu du grand public. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, historien de la France libre, leur a rendu hommage et estime que, « tout compte fait, leur réussite aura été comparable à celle des préfets et commissaires de la République⁹⁹ ».

Eugène Déchelette fit ensuite partie de la mission Chaban-Delmas, puis fut démobilisé en 1946 avec le grade de lieutenant-colonel honoraire. Rentré à Roanne, il reprend alors ses fonctions à la SA Déchelette-Despierres dont il devient le PDG. Lorsque la société est absorbée en 1966 par le groupe Dolfuss-Mieg, Déchelette conserve ses fonctions de PDG jusqu'en 1971. Il exerce ensuite les fonctions de conseiller technique auprès de sociétés de tissage tout en possédant également un élevage de bovins en Saône-et-Loire. Il avait épousé une Anglaise, Brigitte Burke, dont il eut deux enfants ; tous deux vivaient dans leur belle maison de la rue de Charlieu à Roanne tout en faisant de nombreux séjours dans leur propriété de Saint-Didier-en-Brionnais, héritée des Despierres et qui était depuis des décennies le lieu de rassemblement de la famille Déchelette.

Eugène Déchelette fit, dans les rangs gaullistes, quelques incursions dans le domaine politique. En 1951, il est, dans la Loire, candidat en 4^e position aux élections législatives sur la liste du RPF (Rassemblement du peuple français) menée par Jean Nocher (2 élus). En novembre 1958 eut lieu l'élection - au scrutin majoritaire - de la première Assemblée nationale de la V^e République. Eugène Déchelette accepta d'être le suppléant de Meyer, candidat de l'Union pour la nouvelle république (UNR, gaulliste) qui venait d'être créée. C'est Paul Pillet (*Entente démocratique*, centre gauche), premier adjoint au maire de Roanne, qui fut élu (19 400 voix), devançant Meyer (11 900 voix) et Jean Diat, candidat communiste et député sortant.

Eugène Déchelette est décédé le 8 novembre 1973 à Troyes lors de son retour du pèlerinage annuel à Colombey-les-deux-Églises, organisé par la chancellerie de l'Ordre de la Libération. Il a été inhumé le 11 novembre 1973 à Saint-Didier-en-Brionnais, près de Marcigny (Saône-et-Loire).

Eugène Déchelette avait été fait *Compagnon de la Libération* le 17 novembre 1945 au titre de la Résistance intérieure. Mais, rallié au général de Gaulle dès juillet 1940, il avait joué aussi un rôle important dans la France libre. Il était officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite, Croix de Guerre 1939-1945, Médaillé de la Résistance, titulaire de plusieurs distinctions et décorations étrangères : Officer of the Legion of Merit (USA), Officer of the British Empire (GB).

Claude Latta

Sources :

- Notice biographique d'Eugène Déchelette, site Internet de l'Ordre de la Libération.
- Henri Noguères et Marcel Degliame-Fouché, *Histoire de la Résistance en France*, tome 3 novembre 1942 / septembre 1943, Paris, Robert Laffont, 1972.
- Daniel Cordier, *Jean Moulin ou la République des catacombes*, Paris, Robert Laffont.
- Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France Libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996.
- Alya Aglan, *Le Temps de la Résistance*, Arles, Actes-Sud, 2008.

Sur la famille Déchelette :

- Marie-Suzanne Binétruy : *Joseph Déchelette*, préface d'Henri Delporte, Lyon, Lugd, 1994.

⁹⁹ Jean-Louis Crémieux-Brilhac : *La France Libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p. 768.

PAUL RIVIÈRE

(1912-1998)

Compagnon de la Libération, député de la Loire

Pseudonymes : Claude, François, Charles-Henri, Sif bis, Galvani, Marquis

Paul Rivière est né le 22 novembre 1912 à Montagny (Loire) où son père était directeur d'école. Licencié ès lettres, il enseigne les lettres classiques chez les Chartreux à Lyon en 1932-1933. avant d'effectuer son service militaire au 5^e bataillon de dragons portés. Libéré comme maréchal des logis Paul Rivière entre comme devient professeur de lettres à l'externat Saint-Joseph à Lyon.

En 1939 Paul Rivière est mobilisé et envoyé comme instructeur à l'école de cavalerie de Saumur pour la formation des élèves officiers de réserve. Il participe, aux côtés des cadets de Saumur, à la défense du passage sur la Loire face à l'envahisseur nazi. Il est blessé le 20 juin 1940 par un éclat d'obus. Opéré à l'hôpital de Niort, il est évacué le lendemain sur Bordeaux puis sur Toulouse où il séjourne un mois avant de poursuivre sa convalescence dans sa maison de Tarare dans la région lyonnaise.

En octobre 1940, remis de ses blessures, Paul Rivière reprend son poste de professeur à l'externat Saint-Joseph et prépare parallèlement l'agrégation de lettres classiques. Début 1941, cherchant à rejoindre les Forces françaises libres, il fait, par l'intermédiaire d'un officier anglais, une tentative de départ pour l'Angleterre par Port-Vendres où un sous-marin doit venir le prendre ; l'opération échoue.

Le RP Chaillet, de *Témoignage chrétien*, le met, quelque temps plus tard, en contact avec Henri Frenay et, fin février 1941, il adhère, sous le pseudonyme de *Claude*, au mouvement « Les Petites Ailes » qui prend en novembre 1941, le nom de « Combat ». En juillet 1941, Paul Rivière abandonne l'enseignement pour se consacrer à la Résistance. Responsable régional de « Combat » en Rhône-Alpes pour le recrutement, l'organisation et la propagande, il décide, en février 1942, de se consacrer à l'action militaire. Avec Raymond Fassin (alias *Sif*), officier de liaison de Jean Moulin, il recherche des terrains de parachutage et d'atterrissage, des points d'émission radio, etc.

Le 23 juin 1942, à Clermont-Ferrand, il est arrêté par la police de Vichy, au lendemain d'un parachutage, pour détention de faux papiers. Détenu à la prison Saint-Paul, il est jugé le 31 octobre 1942 et condamné à quatre mois de prison et 4 000 francs d'amende ; il est libéré le soir même. Il reprend contact avec Fassin (*Sif*) et sous divers noms (*François*, *Charles-Henri* et *Sif bis*), passe complètement au service de la Résistance action, chargé en 1943, d'organiser en zone Sud des atterrissages, réceptions de parachutages et l'organisation des services de transmission radio en zone Sud.

Mais en raison de l'arrestation de Jean Moulin à Caluire le 21 juin 1943, Rivière ne peut accomplir les stages qui lui étaient réservés dans des écoles britanniques (brevet de parachutiste, licence d'atterrissage). Son stage de parachutiste est finalement ramené à deux jours seulement et le 21 juillet 1943, le colonel Passy, chef du BCRA, l'envoie en France pour remplacer Bruno Larat, responsable du Centre d'opérations d'atterrissages et de parachutages (COPA), également arrêté à Caluire.

Paul Rivière est donc parachuté au-dessus de la Saône-et-Loire, près de Cormatin, sous le pseudonyme de *Galvani* qui devient plus tard *Marquis*. Il prend alors le commandement de la Section atterrissage et parachutage (SAP) pour la zone Sud et la région B. Il organise personnellement 13 atterrissages clandestins comprenant l'acheminement d'un nombre considérable d'agents de Londres et d'Alger, la réception de budgets venus d'Angleterre, de matériel, etc. Paul Rivière organise également le départ en avion pour Londres de nombreuses personnalités comme le général de Lattre de Tassigny, André Le Troquer, Henri Queuille ou encore Jacques Chaban-

Delmas. Sur ordre de Jean Moulin, il part pour l'Angleterre le 16 juin 1943 dans le cadre d'une opération aérienne avec Henri Frenay.

De cette époque date sa rencontre avec Geneviève Devilliers, avec laquelle il mène le combat jusqu'à la Libération. Elle devient sa femme et sa compagne de Résistance. En mai 1944, il est rappelé à Londres et est de nouveau parachuté en Saône-et-Loire, le 7 juin 1944, après avoir rencontré le général de Gaulle. À Lyon, il répartit aux délégués militaires régionaux (DMR) de R1 et R2 cinquante-cinq millions de francs parachutés quelques jours auparavant.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac, dans son histoire de *La France Libre*, rend hommage à ces *officiers régionaux d'opérations* qui « tel Marquis (Rivière) ¹⁰⁰ en région Rhône-Alpes » ont « joué un rôle capital » et « permis la multiplication des parachutages et des atterrissages ¹⁰¹ ».

Après la fin de la guerre, l'ancien professeur de latin et de grec est de ces résistants, assez nombreux, qui sont restés dans l'armée. Il est maintenu dans le service armé jusqu'en juillet 1947 avec le grade de lieutenant-colonel, affecté au cabinet du ministre des Armées puis à la DGER, le service de renseignements français. En août 1947, il s'engage derrière le général de Gaulle au Rassemblement du peuple français (RPF) puis, reprenant du service actif, part pour l'Indochine en janvier 1953.

De retour en France en 1955, il est envoyé en Algérie avant d'être nommé, en août 1956, attaché militaire adjoint près l'ambassade de France à Tokyo. Il rentre du Japon en 1960. Il est ensuite affecté comme chef de poste de sécurité militaire du corps d'armée d'Alger et, le 1^{er} mai 1961, devient directeur de la sécurité militaire pour l'Algérie et le Sahara, ce qui signifie qu'il est engagé en première ligne dans la lutte contre l'Organisation de l'armée secrète (OAS) qui rassemble les partisans de l'Algérie française et tente de renverser de Gaulle.

En novembre 1962, Paul Rivière est élu député de la Loire battant de quelques voix Ennemond Thorat, candidat radical de gauche (16 350 voix contre 16 019). Le gaulliste Paul Rivière venait de s'implanter dans l'ancienne circonscription de Georges Bidault, rallié à l'OAS et réfugié au Brésil. Paul Rivière est ensuite constamment réélu en 1967, 1968 et 1973, avec Marguerite Gonon, historienne et ancienne résistante, comme suppléante. De 1967 à 1978, il est membre du Conseil de l'Europe et maire de Montagny de 1965 à 1983. Paul Rivière est décédé le 16 décembre 1998 à Lyon. Il a été inhumé à Montagny dans la Loire.

Paul Rivière avait été fait *Compagnon de la Libération*, le 24 mars 1945. Il était commandeur de la Légion d'honneur, Croix de Guerre 1939-1945 (6 citations), Médaillé de la Résistance avec Rosette, Croix du Combattant volontaire de la Résistance, Médaille des Évadés, Croix de la Valeur militaire (Algérie, 3 citations), Médaille coloniale avec agrafe "Extrême-Orient" [Indochine]. Il était aussi titulaire de plusieurs distinctions et décorations étrangères : officier de l'Ordre de l'Empire britannique, Military Medal (GB), officier de la Couronne belge, Croix de Guerre belge avec palme, Croix de Guerre tchécoslovaque et Croix de la Vaillance polonaise.

Claude Latta

Sources :

Notice biographique de Paul Rivière, site Internet de l'Ordre de la Libération.

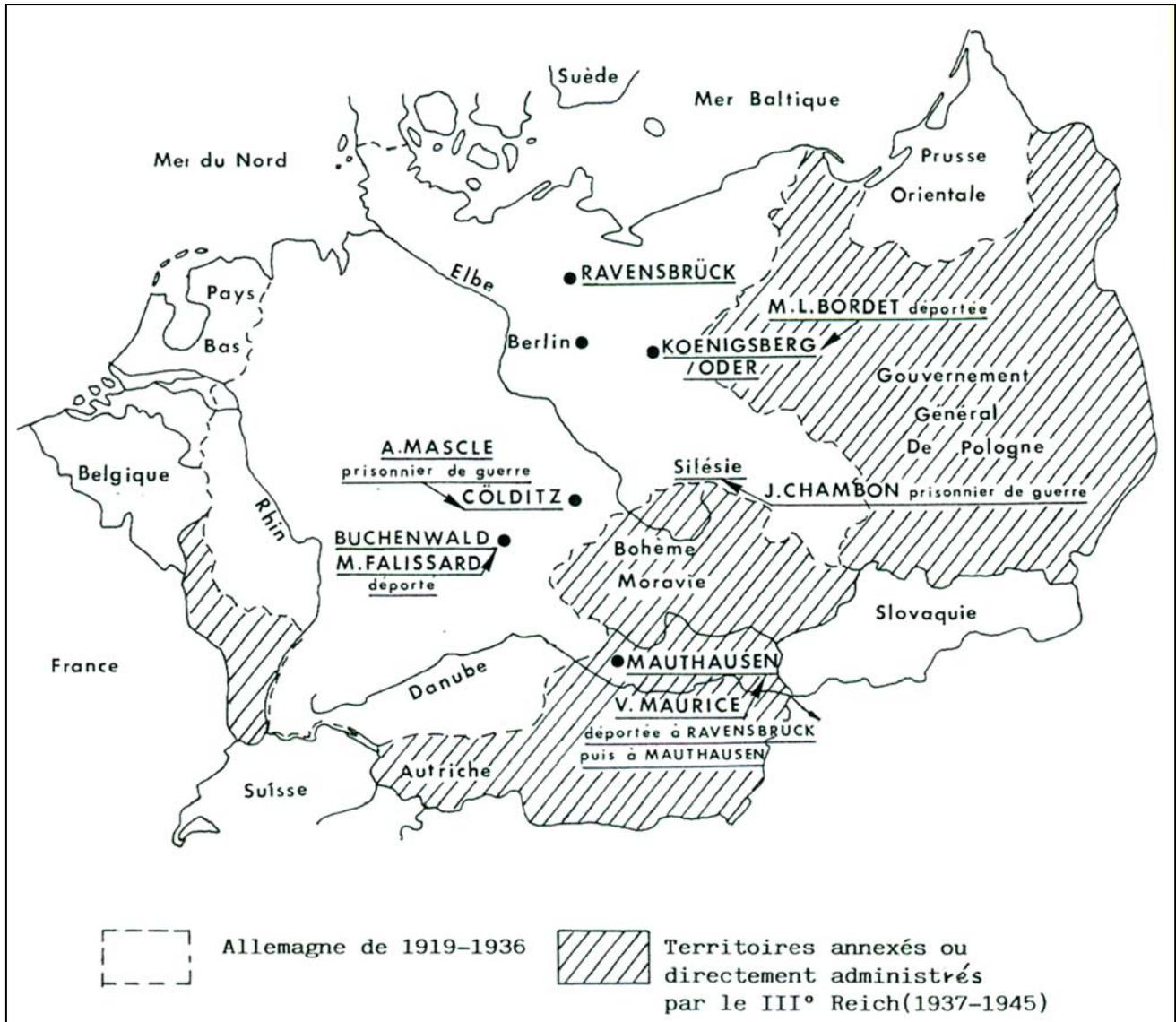
« Nécrologie : Paul Rivière : grand résistant et député du Roannais », *Le Pays Roannais*, 25 décembre 1998.

Henri Noguères et Marcel Degliame-Fouché : *Histoire de la Résistance en France*, tome 3, novembre 1942 - septembre 1943, Paris, Robert Laffont, 1972.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac : *La France Libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996.

¹⁰⁰ Marquis fut, comme l'indique d'ailleurs Jean-Louis Crémieux-Brilhac, l'un des pseudonymes de Paul Rivière.

¹⁰¹ Jean-Louis Crémieux-Brilhac : *La France libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p. 744.



Carte indiquant les camps de concentration où se trouvaient, en 1945, Violette Maurice, Maurice Falissard et Marie-Louise Bordet et les lieux de captivité d'André Mascle et de Jean Chambon

TROISIÈME PARTIE

La libération des camps en 1945

Introduction

DES TÉMOIGNAGES POUR L'HISTOIRE

Les témoignages de 1985

Les textes de cette 3^e partie ont été publiés en 1985 dans un numéro spécial de *Village de Forez*, à l'occasion du 40^e anniversaire de la Libération des camps : camps de concentration et camps de prisonniers de guerre. Au-delà des différences essentielles qui existaient entre ces deux types de camps, ils avaient en commun d'avoir rassemblé sur le sol du III^e Reich des Français qui ne furent libérés, on l'oublie souvent, que huit mois après la libération du sol de la patrie : Paris est libéré le 25 août 1944, Strasbourg le septembre 1944. les camps ne s'ouvrent qu'en mai 1945 lorsque le III^e Reich capitule (le 8 mai 1985).

En 1985, nous avons demandé à Violette Maurice et Maurice Falissard - anciens résistants déportés, qui sont souvent venus dans nos classes témoigner pour nos élèves - de donner leur témoignage sur la libération des camps, ce qui était aussi témoigner sur les camps eux-mêmes. Ils avaient demandé aussi à Marie-Louise Bordet de donner son témoignage.

Nous avons aussi publié le témoignage d'André Mascle, ancien maire de Montbrison, qui, prisonnier de guerre, avait été détenu pendant cinq ans dans la forteresse de Cölditz. Ce texte avait d'abord paru à Montbrison dans *La Liberté*, puis, au niveau national dans le journal *Le Monde*, ce qui lui donnait lecteurs et reconnaissance nationale. Nous avons ajouté le témoignage et de la réflexion d'un autre Montbrisonnais, Jean Chambon.

En 2009, nous ajoutons à cet ensemble les réflexions du père Jean Chassagneux, STO, originaire de Saint-Jean-Soleymieux, dont nous avons publié plusieurs recueils de souvenirs. Son témoignage est particulièrement intéressant puisque le camp de STO dans lequel il se trouvait, était à proximité du camp d'extermination d'Auschwitz. Le numéro de déporté qui figure sur la couverture de notre ouvrage a d'ailleurs été donné par un déporté politique (un « triangle rouge ») au père Chassagneux qui en a fait don au Mémorial de la Résistance et de la Déportation de Saint-Étienne.

Aujourd'hui André Mascle, Jean Chambon et Violette Maurice ont disparu. Leur témoignage reste.

La capitulation de l'Allemagne nazie

Mais revenons aux événements de 1945. La capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie fut le résultat d'une double offensive victorieuse des Alliés :

- À l'ouest, les armées américaines, anglaises et françaises, commandées par le général Eisenhower, avaient franchi le Rhin en mars 1945. Elles progressèrent ensuite rapidement vers l'Elbe où les Américains s'arrêtèrent, attendant la jonction avec les Soviétiques qui eut lieu le 25 avril à Torgau.

À l'est, l'Armée rouge, commandée par le maréchal Joukov, occupait Berlin le 2 mai. Hitler s'était suicidé, deux jours auparavant, dans le bunker souterrain de la Chancellerie.

L'amiral Doenitz, successeur éphémère du Führer, ordonna à ses troupes de capituler. La capitulation fut signée le 7 mai à Reims, au QG du général Eisenhower, le 8 mai à Berlin, au QG du maréchal Joukov. Au fur et à mesure que progressaient les armées alliées à travers l'Allemagne, les déportés, les prisonniers de guerre et les STO étaient libérés.

La libération des camps de déportation et d'extermination

La défaite du nazisme marquait la fin du cauchemar pour tous les survivants des camps de concentration, pour ceux qu'André Malraux appelle « nos frères dans l'ordre de la Nuit ¹⁰² » ; pour leurs libérateurs, c'était la révélation de l'horreur : certes ils savaient que les camps de concentration existaient (ils avaient été créés dès 1933 pour les opposants allemands à Hitler) ; mais ils n'avaient imaginé ni l'absolue perversité du système, ni l'étendue du génocide juif.

Combien y a-t-il eu de déportés en France ? La *Fondation pour la Mémoire de la Déportation* arrive au nombre de 85 000 déportés partis de France en raison des mesures de répression prises par l'occupant nazi et le régime de Vichy (23 000 survivants). Les déportés pour des motifs raciaux (Juifs, Roms) furent 76 000 environ dont 16 000 étaient des enfants (au total, 2 500 survivants seulement). Rappelons que 5 à 6 millions de Juifs furent victimes de la Shoah.

Trois résistants, qui furent déportés, ont accepté, en 1985, d'évoquer pour *Village de Forez* la libération des camps et de nous donner leur témoignage personnel : Violette Maurice, fondatrice à Saint-Étienne du mouvement 93, déportée à Ravensbrück puis à Mauthausen ; Maurice Falissard, de Rive-de-Gier, membre d'*Action Sol*, déporté à Buchenwald ; Marie Louise Bordet, de Saint-Étienne, membre de l'*Armée Secrète*, déportée à Kœnigsberg-sur-Oder. Ils nous racontent comment ils ont vécu cet événement avec, parfois, en rédigeant leur témoignage, le sentiment qu'ils avaient du caractère intransmissible de la réalité concentrationnaire, Mais, à les lire, notre émotion leur dit que leur témoignage nous informe et nous touche ; il sert encore la cause pour laquelle ils se sont battus : leur récit nous rappelle à quel mépris de l'homme a conduit le nazisme, quel héroïsme il a fallu aux déportés pour rester simplement des hommes dans un système inhumain, quels furent les sacrifices consentis par ceux qui ont lutté pour que nous puissions être libres.

Les travaux de Nathalie Forissier ¹⁰³ sur la déportation dans la Loire ont permis d'obtenir des statistiques très complètes. Dans le département de la Loire, 1 030 personnes furent déportées : 324 Juifs et 627 résistants. Un peu plus de la moitié d'entre eux ne sont pas rentrés (80 % pour les Juifs déportés dans les camps d'extermination). Le nombre de déportés de la Loire augmente si l'on ajoute les personnes nées dans la Loire et arrêtées dans un autre département (383 personnes). La tragédie de « Nuit et Brouillard » appartient aussi, on le voit, à l'histoire locale.

La libération des prisonniers de guerre

La défaite des armées allemandes ouvrit également les camps de prisonniers de guerre (PG). Après la défaite de juin 1940, ils furent 1 750 000 à être envoyés en Allemagne dans 28 Oflags (camps pour officiers) et 69 stalags (camps pour soldats). 1 million restaient dans les camps en 1945 (les autres avaient été libérés pour des raisons diverses : libération au titre de la *Relève*, rapatriés sanitaires, PG devenus « travailleurs libres » en Allemagne, évadés). Les PG restèrent séparés de leurs foyers et de leur patrie pendant cinq longues années avant que le sort des armes ne leur rendît la liberté à laquelle ils n'avaient cessé de penser.

Nous proposons à nos lecteurs deux témoignages d'anciens prisonniers de guerre. Le texte d'André Mascle avait été publié en 1972 dans *La Liberté* ¹⁰⁴. Son auteur fut emprisonné dans la forteresse de Cölditz, à 40 km au sud-est de Leipzig, où les nazis avaient installé un camp de représailles pour prisonniers de guerre. L'intérêt de ce récit nous a semblé mériter une réédition.

Quant au texte de Jean Chambon, qui était, lui aussi, bien connu à Montbrison, il a été rédigé d'après les carnets que leur auteur tenait régulièrement dans la ferme de Silésie où il se trouvait en 1945 : carnets qui sont ainsi devenus, après quarante ans, de véritables documents historiques.

¹⁰² André Malraux, « Discours du 19 décembre 1964, transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon », dans *Oraisons funèbres*, Paris, Gallimard, 1971, p. 136.

¹⁰³ Nathalie Forissier, *La Déportation dans la Loire 1940-1944*, préface de Jean-Pierre Azéma, Saint-Étienne, Publications de l'université de Saint-Étienne, 2005.

¹⁰⁴ *La Liberté*, n^{os} 735, 736, 737, des 14, 21 et 28 octobre 1972.

La libération des STO

Les jeunes Français du STO (Service du travail obligatoire) avaient, le plus souvent, été envoyés dans des camps de travail. Un total de 600 000 à 650 000 travailleurs français ont été envoyés en Allemagne entre juin 1942 et juillet 1944. Les historiens estiment qu'entre 25 000 et 35 000 STO sont morts en Allemagne (victimes des bombardements, morts de maladie ou condamnés à mort pour actes de sabotage ou de résistance).

Le témoignage de Jean Chassagneux nous ramène d'abord à Auschwitz où se trouvait aussi, à côté du camp d'extermination, un camp de STO. Puis nous suivons la marche des STO évacués vers l'Ouest en plein hiver avant d'être libéré par les Alliés.

La voix des témoins

Que tous les auteurs de ces textes - donnés en 1985 ou 2009 - soient ici remerciés : l'authenticité de leur voix et le caractère personnel de leur témoignage font tout le prix de leur contribution car l'Histoire n'est pas quelque chose d'abstrait et de lointain. Elle s'incarne dans les destins individuels d'hommes et de femmes qui ont témoigné et qui témoignent qu'il n'est pas, pour les peuples, de liberté sans mémoire. Et qu'il n'est pas de mémoire sans reconnaissance.

Le fait que plusieurs d'entre eux aient aujourd'hui disparu rappelle la nécessité du devoir pour les historiens de recueillir les témoignages.

La prière d'Edmond Michelet

La prière d'Edmond Michelet, que nous citons ici, est dite pour tous, croyants ou incroyants, déportés, prisonniers de guerre, STO morts en Allemagne. Edmond Michelet fut l'un des premiers résistants : il distribua dans les boîtes aux lettres de Brive, le 17 juin 1940, un texte appelant à refuser la défaite. Devenu l'un des chefs du mouvement *Combat*, il fut déporté à Dachau et écrivit un admirable *Rue de la Liberté*¹⁰⁵ dans lequel il apporte son témoignage: Edmond Michelet écrit :

*Nous pensons souvent à vous, vous savez. Nous : les survivants. Nous ne vous oublions pas. Et moi que vous avez connu, j'ai bien le droit de vous faire une dernière confidence. Chaque fois qu'il m'arrive de laisser ma pensée cheminer vers vous à l'heure du memento des morts, je n'en finis plus. Elle est si longue la litanie de vos noms, vieux frères qui avez enfin trouvé le lieu de rafraîchissement, de la lumière et de la paix*¹⁰⁶.

Claude Latta

¹⁰⁵ Par dérision, mais aussi peut-être dans l'espoir de la victoire alliée, les déportés avaient donné le nom de rue de la Liberté à la grande allée du camp.

¹⁰⁶ Edmond Michelet, *Rue de la Liberté*, Dachau 1943-1945, Paris, Le Seuil, 1955, réédition 1970, collection *Livre de Vie*, p. 248-249.

La libération des camps de concentration

LA LIBÉRATION DES CAMPS

Si l'histoire est la mémoire des peuples, s'il est bon d'y travailler à partir de documents conservés à l'abri du temps, comment ne pas écouter d'abord ceux qui firent cette histoire, ceux qui la subirent parfois, ceux qui sont encore les interprètes d'une époque.

Rares sont à présent les survivants des "camps de la mort". C'est pourquoi en ce 40^e anniversaire de la libération des villes concentrationnaires, trois des rescapés que nous sommes ont accepté de témoigner pour cette revue. En ce qui me concerne, je pourrais dire en quelques mots ce que fut pour moi cette libération tant espérée.

Après un an passé à Ravensbrück dans des conditions qui défient l'imagination, nous nous trouvions à Mauthausen (Autriche) en ce printemps 1945 qui semblait éclore sur les cadavres. Mais savions-nous encore ce qu'était le printemps ? La plupart de nos amies étaient mortes, broyées sous le grand bombardement d'Amstetten, le 20 mars précédent, alors que nous avions eu l'ordre d'aller déblayer une voie de chemin de fer. Nous nous retrouvions décimées, exsangues, affamées, dans cet état second où l'esprit semble prendre le pas sur la matière. Mais si nos forces déclinaient, nous conservions une volonté farouche de rentrer en France. À cela s'ajoutait le désir profond de témoigner plus tard de tant d'atrocités vécues.

L'angoisse de l'inconnu présidait à nos derniers moments : nous étions "NN" (*Nacht und Nebel* - nuit et brouillard) et chacun sait ce que cet euphémisme poétique cachait de mortelle menace. En principe, nous ne devions pas rentrer.

La guerre touchait à sa fin. Les bombardements se rapprochaient, les coups de canons aussi. La nourriture était plus rare que jamais. Dans les "Revier" ou hôpitaux, les malades, entassés, étaient promis à une destinée tragique. Beaucoup avaient déjà fait l'objet de transports inquiétants, dits "Transports noirs". Les mesures d'extermination devaient se multiplier. Je pense à celles de nos amies qui, à la veille de la libération, se virent administrer la piqûre intraveineuse mortelle.

Un matin, S. et moi étions allongées sur la terre râpée, à côté de notre immense baraque, essayant vainement de lire, sans les comprendre, quelques pages déchirées d'un ouvrage trouvé par hasard. Je crois me souvenir qu'il s'agissait du "Journal d'un curé de campagne". Chacun devine combien l'absence de livres ou de nouvelles était, pour certaines d'entre nous, aussi débilite que l'absence de pain. Si nous voulions "tenir" et sauver en nous l'essentiel, il nous fallait coûte que coûte, préserver notre esprit et notre vie intérieure. Dans cette tentative de "déshumanisation" lente que pratiquaient nos bourreaux, nous nous disions sans cesse : "Ils ne feront jamais de nous un simple numéro matricule."

Ce jour-là donc, nous lisions à tour de rôle. S. et moi, d'une voix presque inaudible, des mots vidés de leur sens mais qui nous berçaient de leur musique : c'était le 21 avril. Quarante ans aujourd'hui ! Tout à coup, dans cette enceinte qui sentait la mort et les excréments, des camarades se levèrent et se mirent à crier, en se bousculant. Je ne pus retenir que le mot "Libération". Le commandant du camp était là, accompagné d'un militaire que nous n'avions jamais vu. Tous deux discutaient à voix basse.

S. et moi ne fîmes pas un mouvement : dans des conditions semblables, il n'y a rien de pire qu'un espoir déçu. Tant de faux bruits circulaient, qui trouvaient, le jour suivant, leur démenti. Je dis à S. : "Ne bougeons pas. Il n'y a rien de vrai dans tout cela."

C'était vrai pourtant : le lendemain, on nous remplaça nos tenues de bagnardes par des vêtements civils. On nous fit attendre en rangs après nous avoir fouillées. Puis on nous conduisit à la douche. La salle de douche était voisine de la chambre à gaz. Jusqu'au dernier moment, nous ne sûmes pas quel sort nous était réservé.

Les hommes que nous croisâmes dans l'escalier, persuadés de leur libération, exultant de joie, devaient être gazés ainsi que les malades du camp.

On nous emmena ensuite hors de la forteresse, sur le terre-plein. Alors il ne fut plus question de douter : les camions de la Croix-Rouge internationale nous attendaient comme de grands oiseaux blancs. Les premiers étaient pleins, il fallut attendre les suivants.

Le retour : nous étions trop affaiblies pour réaliser pleinement. Nous ne tenions plus sur nos jambes. Ma mémoire me trahit lorsque je cherche à évoquer les détails. On nous fit demeurer quelques jours à Saint-Gall afin d'éviter les risques et de nous alimenter progressivement. Préalablement, un incident à la frontière nous avait montré la fragilité de notre sort. Le Haut-commandement allemand, s'étant ravisé, avait exigé que nous soyons refoulées, mais nos convoyeurs canadiens passèrent outre - la guerre, pourtant, n'était pas encore terminée.

Lorsque vint à Lyon, au buffet de Perrache, le moment de se séparer, je sentis une sourde angoisse. Je ne savais rien des miens depuis des mois. Allais-je les retrouver ? J'avais, tout à coup, peur d'apprendre le pire, peur de l'inconnu, peur de vivre. Quant à la séparation d'avec mes camarades, je la ressentais comme le déchirement d'une famille spirituelle démembrée.

Ensuite, l'oncle d'une amie, un médecin, me ramena chez moi en voiture, avec précaution, par une nuit d'encre.

Le retour, hélas, ne fut pas exaltant en dépit des soins et des attentions dont nous fîmes l'objet. La réinsertion se révéla difficile. Je n'arrivais pas à reprendre pied : nous étions comme en marge de l'existence... Il me semblait que nous parlions un langage différent des autres, dans une société qui s'était faite sans nous. Nous avions rêvé dans le camp de fraternité brûlante et de justice. Nos rêves nous avaient portées trop haut.

En outre, le souvenir de nos amies disparues ne cessait de nous habiter. Le pourcentage de celles qui étaient rentrées était infime. Pourquoi nous et pas elles ? Il faut dire, en passant, la valeur de l'amitié dans les camps. Cette amitié tenait lieu de tout et nous aidait à survivre. Dans notre dénuement extrême, il suffisait d'une amie qui croyait en nous, qui avait besoin de nous, pour nous rendre le sentiment de notre identité, de notre dignité, de notre humanité.

Certaines, qui avaient échappé à la mort, là-bas, moururent en touchant le sol de France. Je pense à toi, Madeleine, qui me fis dicter une lettre à ton retour : "Me voilà rentrée ! Un peu malade, un peu "débris" mais entourée de soins et de fleurs. Je veux vivre !" Le lendemain, elle s'éteignait...

Qui aurait dit, il y a quarante ans, que les menaces se préciseraient à nouveau ; que, profitant de la crise économique, le racisme referait surface avec les partis d'extrême droite reconstitués et les groupements néo-nazis ; que l'ère de la faim reviendrait ; que les enfants du Tiers-Monde nous rappelleraient, par leur maigreur squelettique, les petites épaves des camps de concentration

Nous sommes poursuivies par nos images mais, puisque nous avons eu le privilège de rentrer, ne faisons preuve d'aucune démission de l'esprit. Le passé ne doit pas rester seulement un point de référence mais servir à infléchir l'Histoire.

Violette Maurice

Kœnigsberg-sur-Oder :

TÉMOIGNAGE

30 janvier 1945, Kœnigsberg-sur-Oder.

Voilà deux ou trois jours, nous sentons un changement, ce n'est pas en mieux, ce n'est pas en plus mal, mais les mines de nos gardiens et gardiennes nous en disent long sur leurs inquiétudes, et nous apprécions ! C'est notre baromètre à nous, et il ne nous trompe pas : la température a beau être descendue à moins 25, c'est le beau fixe pour nous, et le soir en rentrant du travail, c'est à qui pourra apporter un élément de plus qui nous confortera dans nos idées et nous fera toujours aboutir à cette conclusion ; c'est la fin ! Les prisonniers de guerre qui nous donnent des nouvelles sont formels, et nous voulons y croire !

Mais ce jour-là, 31 janvier, les équipes reviennent du travail vers la mi-journée ; ce n'est pas l'habitude puisque nous devons rester dehors tout le jour ; il faut dire que nous sommes bûcheronnes dans la forêt, nous faisons une piste pour cacher leurs avions (nous sommes dans un camp d'aviation). Aussitôt les gardiens s'agitent, courent dans tous les sens, comme des fourmis, nous observons tout ; un petit air de liberté flotte déjà. Ils vont partir, ils s'habillent en civil, c'est le délire, nous nous embrassons ; fini le cauchemar, nous rions ; les plus optimistes envisagent déjà le retour - dans quinze jours nous pourrions être chez nous. Quelle joie ! Que c'est beau la vie ! Mais bientôt des détonations, des explosions nous obligent à nous réfugier dans nos baraques. Avant de partir, ils ont mis le feu au peu d'essence qui leur restait ; suffisamment cependant pour nous affoler, nous sommes si près du brasier.

Au bout d'une heure ou deux, c'est déjà la nuit, une nuit noire, nous sortons à tâtons, car il n'y a plus d'électricité, et nous nous dirigeons vers la grande porte du camp, nous passons cette porte ; trois pas dehors, trois pas dedans et simplement comme ça, pour voir, une porte que l'on peut franchir sans être battue : c'est déjà la liberté !

Mais il faut bien revenir sur terre, et nous sommes très lucides, il faut manger ! Qu'à cela ne tienne, demain nous irons au "ravitaillement" ; je n'ose écrire que nous avons volé, et pourtant c'est bien cela - 40 ans après, je n'en ai pas plus de remords que de repentir. De temps en temps, les patrouilles allemandes reviennent dans le camp, nous effraient en lançant quelques grenades, plusieurs de nos camarades sont blessées, plusieurs en sont mortes. Nous allons dans le village, il n'y a absolument plus personne. Nous trouvons trois prisonniers de guerre qui nous promettent de venir nous voir le soir. En leur honneur nous préparons un festin, de la semoule sucrée (c'est tout ce que nous avons trouvé) sur une table recouverte d'un drap (nous n'avons pas trouvé de nappe !), une bougie nous éclaire,

Au moment où nous nous installons, une patrouille fait irruption dans la chambre, et tue devant nous, à bout portant, nos trois prisonniers. Quel cauchemar, quelle nuit ! Nous pleurons autour d'eux dans le noir, sans oser bouger, en épiant tous les bruits, en craignant un retour de nos bourreaux. Que devons-nous faire ? Le matin nous avons essayé de creuser la terre, sans y parvenir, tant la terre était dure, lorsqu'une cinquantaine de soldats sont arrivés pour reprendre possession du troupeau, troupeau bien misérable, et ce troupeau on le remet sur la route, destination Ravensbrück... Les Russes, pendant ces trois jours de liberté, avaient reculé, et leur laissaient une fois de plus la voie libre.

Premier mai. Nous sommes à Hambourg. Voilà trois mois que nous occupons les chemins du Grand Reich. Nous sentions que ça ne pouvait plus durer, malheureusement nous sentions aussi que

nos vies ne tenaient à rien ; non seulement la misère, le froid tuaient mais nous étions dans les mains de fous. Ne nous annonçaient-ils pas qu'ils feraient tout sauter avant de disparaître, mais à cela nous y pensions sans en parler ; toutes, nous avions besoin de notre courage et nous nous aimions tant !

Mais ce matin du 1^{er} mai, appel, pas très long ; nous nous en étonnons ; étonnement de courte durée : nous voilà encore sur les routes ! une centaine à peu près seulement. Mais où nous dirigeons-nous ? Non, ce n'est pas possible : nous voilà dans le métro, c'est à ne pas y croire, il y a quelques civils (assis, eux), ils n'ont pas l'air fier, ils ne font pas attention à nous ; pourtant ces femmes à la tête rasée, déguenillées, en galoches, squelettiques, ça aurait pu leur dire quelque chose, mais non, rien (il est vrai qu'ils peuvent pleurer maintenant sur eux, et c'est bien fait, pensions-nous, chacun son tour !). Nous sommes restées dans ce train peut-être dix kilomètres, je ne sais, mais quand nous l'avons quitté il pleuvait, mais ça n'avait pas d'importance, nous avions l'habitude d'être dehors par tous les temps. Nous sentions qu'il allait se produire quelque chose, mais quoi ? C'était exaltant, je voulais vivre, non pas vivre pour rien, mais il y avait si longtemps que j'attendais ce moment, que je l'avais espéré, que je l'avais imaginé, que j'en voulais savoir la fin. Et nous marchions, en silence bien sûr, chacune avec ses pensées, c'était beau, c'était bon, c'était merveilleux ; au bout de quelques heures de marche, nous arrivions devant... devinez quoi, devant un camp de concentration ! le même que celui que nous avons quitté le matin, avec ses barbelés, ses miradors.

Oh ! non ; avoir cru être si près du but, pour être là, non, ce n'est pas possible, ça ne se peut pas. Et nous sommes restées là, à l'entrée de ce camp peut-être une heure puis un officier est arrivé. Nous n'étions qu'à une centaine de mètres d'une voie ferrée que nous n'avions pas vue jusque-là ; les ordres arrivent toujours aussi brefs, et nous voilà devant des wagons. Cela ne nous tranquillise pas, c'est toujours l'incertitude.

Mais l'officier monte dans un wagon, et tenant une liste avec des noms, et non plus avec des numéros, il appelle l'une après l'autre. Nos wagons nous semblent des palaces ; nous ne sommes que soixante avec de la paille, c'est merveilleux, mais où allons-nous ? Le train s'ébranle.

Le lendemain, le train ralentit. Nous entendons en français : "Nous allons vous ouvrir les portes, n'essayez pas de sauter, restez calmes, vous être libres !" Nous sommes au Danemark.

Quel mot magique ! Nous sommes au Danemark, Nous rions, nous chantons la Marseillaise. Que c'est beau ! On nous apporte du lait, nous sommes entourées, choyées. On nous aime ! Deux jours plus tard nous étions en Suède.

Marie-Louise Bordet

TÉMOIGNAGE

11 avril 1945

Nous n'avons pas été conduits au travail ce matin. Les alertes aériennes se sont succédé toute la nuit. On sent une fébrilité chez nos gardiens, beaucoup de remue-ménage au camp des SS. Le bruit des bombardements aériens a fait place à un autre bruit, celui de la canonnade. Nul doute que les chars alliés approchent : vingt, trente kilomètres peut-être. Que vont faire nos gardiens ? Cette question préoccupe tout le monde. Plus encore le comité clandestin dont je fais partie. Trois cas possibles sont envisagés :

- Le meilleur : SS et gardiens abandonnent le camp et fuient devant l'avance américaine. Dans ce cas des dispositions sont à prendre pour la période entre le départ de nos gardiens et l'arrivée de nos libérateurs. Éviter le pillage de la cuisine pour que tout le monde puisse avoir à manger. Éviter les règlements de compte. Kapos ou chefs de bloc devront être remis à la justice. Enfin discussion pour notre rapatriement avec les autorités militaires alliées.

- Le pire : SS et gardiens décident de nous exterminer afin de supprimer des témoins gênants. Mesure de folie certes, mais possible dans la mentalité des SS. Dans ce cas avec la folie du désespoir il faudra foncer sur les mitrailleuses, beaucoup tomberont mais notre nombre devrait permettre à certains d'arriver jusqu'à nos tortionnaires. C'est risqué, c'est fou, mais c'est l'unique possibilité. Quelques revolvers, m'a-t-on affirmé, ont été dérobés hier chez nos gardiens et seraient dans des mains de gars décidés.

- L'inconnu : les SS décident de faire évacuer le camp. Ce ne peut-être en camions. Nos gardiens en ont peu, et nous voyons ceux-ci en train de charger des caisses et des cartons : les archives du camp sans doute. Si évacuation il y a, ce ne peut être qu'à pied. Dans ce cas tout faire pour retarder cette évacuation pour permettre l'arrivée des Alliés avant le départ pour une marche fatale pour bon nombre.

Il n'y a pas eu d'appel à 13 heures. Nous sommes consignés dans nos blocs. Vers 20 heures, peut-être 21 heures, je ne sais plus - la nuit est pratiquement tombée, les haut-parleurs du camp rugissent :

"Appell Platz, entretren, Laus, Laus." Des SS font vider les blocs. "Raus, Raus." La plupart d'entre nous du bloc 4 ont compris, ils n'emportent qu'une chose, leur couverture ou ce qui y ressemble. Sur la place d'appel, kapos et chefs de bloc nous font aligner comme à un appel normal. Face à nous se trouvent des soldats allemands en armes, fusil ou mitraillette. Jamais nous n'en avons vu autant. Il est vrai que certains m'apparaissent plutôt vieux, des *Volkssturms*, certains très jeunes, sans doute des *Hitlerjugend*, que nous avons vus, ces derniers temps, s'entraîner dans le champ qui s'étend derrière nos barbelés électrifiés.

Je réalise que c'est bien la troisième hypothèse envisagée : l'évacuation, tous les soldats ont le sac à dos. Alors nous essayons de faire notre manœuvre de retardement. Comme une volée de moineaux nous quittons nos rangs pour nous éparpiller aux quatre coins du camp. Nos gardiens cherchent à nous attraper, des coups de feu éclatent. Les soldats allemands se regroupent, quelques SS sont avec des chiens. Le commandant SS arrive. Sur un ordre bref, les Allemands en ligne se mettent à courir et encerclent un groupe de 200 à 300 déportés, à coups de "gummi" et de crosse de fusil ils obligent ce groupe à se resserrer et à se diriger vers l'entrée du camp où, canalisés, les déportés, en rang par cinq, vont prendre la route, encadrés par d'autres soldats en armes qui sont de part et d'autre.

Nos gardiens vont refaire à plusieurs reprises ce jeu de l'épervier auquel nous avons souvent joué quand nous étions enfants. Mais ici ce n'est plus un jeu. Je suis coincé à la quatrième reprise. J'ai une douleur vive à l'épaule droite : coup de crosse. Ma longue marche va commencer, notre longue marche. Combien sommes-nous ? 1 500, 1 800, je ne sais pas.

Vers minuit nous arrivons vers un pont métallique. C'est le pont ferroviaire de Barby qui traverse l'Elbe. Nous marchons de part et d'autre de la voie ferrée en file indienne. Nous sommes survolés par des avions alliés. L'un d'eux lâche des fusées éclairantes, une chance pour moi car j'ai envisagé de sauter dans l'Elbe et, en jetant un coup d'œil du parapet sur lequel je me suis précipité, je m'aperçois qu'en dessous il y a des galets mais pas encore d'eau. Je ne referai pas d'autre tentative. Nous n'avons pas fait deux cents mètres après avoir franchi l'Elbe que les avions reviennent et lâchent leurs bombes. Nous nous sommes tous étendus sur la route. L'arche centrale du pont s'effondre dans un fracas épouvantable. Toute notre colonne de déportés n'a pas franchi l'Elbe. Certains seront ainsi libérés quelques heures après. Les Américains, suivant des accords qui nous dépassent, s'arrêteront sur l'Elbe.

Quant à nous, notre chemin de croix va se poursuivre. Il comportera dix-huit stations en vingt-trois jours. Je dois à mon camarade belge François Tavernier, qui sur une feuille de "l'Ausgabe" a pu noter les villages traversés, de pouvoir reconstituer le périple de plus de 480 km que nous avons effectué,

Lindau-Loburg. Au matin de cette deuxième journée alors que nous avons dormi dans une immense grange sans foin, un de nos camarades français ne se lève pas ; il est mort d'épuisement. C'est un vieux, il doit bien avoir au moins quarante ans (j'en ai à ce moment vingt-trois depuis un mois). Il a échangé la veille une tranche de pain qu'il avait conservée contre une cigarette. À la réflexion, j'ai modifié, depuis, le jugement sévère que j'avais porté sur lui. La dernière cigarette, celle du condamné, valait peut-être la tranche de pain.

Direction nord-est, puis nord-ouest direction Brandenburg, puis est. Voici les allées du château de "Sans-souci" à l'ouest de Potsdam à quelques lieues, où quelque temps plus tard se feront les accords entre alliés. Dans les allées de ce château je verrai des camarades manger de l'herbe, d'autres des limaces. Nous passons à l'ouest de Berlin, direction est, Oranienburg. Nous comprenons qu'on nous dirige sur le camp de Sachsenhausen. Brusquement changement de cap : nord-ouest, direction Neuruppin. L'explication est simple. Le camp de Sachsenhausen-Oranienburg est lui-même en évacuation devant l'arrivée des troupes soviétiques. Une partie des colonnes de "Saxo" est devant nous. Très souvent, dans les fossés, nous apercevons des corps de déportés qui n'ont pas pu suivre et qui ont été achevés d'une balle dans la nuque.

Wittstock, Parchim, Hagenow sont autant d'étapes où nous laisserons des morts. Les évasions sont nombreuses. Nos gardes en effet ont perdu avec leurs illusions l'arrogance et la hargne du début. Lorsque certains se sont évadés, s'enfuyant en éventail dans la forêt, j'ai vu un Volkssturm arrêter un jeune Hitlerjugend qui d'un tir mal ajusté voulait empêcher cette évasion. Le geste las de ce vieux soldat allemand en disait long sur son moral. Au soir du 3 mai, nous sommes épuisés. Camille est à bout. Voici deux jours que nous le soutenons. Ça tape à l'ouest, ce sont les Américains, ça tape au sud, nous saurons par la suite que ce sont les Canadiens, Français et Anglais. Ça tape à l'est, ce sont les Russes. Au nord c'est Schwerin, Wismar, la Baltique. Nos gardiens nous parquent dans une grande clairière pour passer la nuit à la belle étoile. Par chance, ce début de mai n'est pas trop frais. Malgré la fatigue, François et moi, ne dormons pas. Au clair de lune, nous apercevons quatre de nos gardiens quitter leurs uniformes et endosser des vêtements civils. Ils partent, abandonnant leurs armes. François et moi, en rampant, nous dirigeons vers ce passage non gardé. Un de nos camarades, un Breton, nous rejoint. C'est ainsi que, sans grand mérite, nous nous évadons à trois. Nous gagnons l'orée du bois, nous dirigeant nord-ouest, guidés en cela par le bruit de la canonnade qui sporadiquement se fait entendre. Vers midi, ce 4 mai, nous rencontrons notre premier soldat américain. Nous sommes libres.

Dix jours à Scherin, où je quitte ma défroque de bagnard, sale et pleine de poux, car en 25 jours nous n'avons pu nous laver, dans un magasin de prêt-à-porter réquisitionné, un costume neuf gris fait de moi un autre homme. Puis en camion militaire c'est le retour par étapes jusqu'à la frontière hollandaise. Nous touchons nos premières "gauloises" Retour ensuite en train par la Hollande, la Belgique.

Enfin la France. Le centre de Lille, puis Dijon, Lyon. Durant le trajet Lyon-Saint-Étienne, en face de moi, dans mon compartiment, se trouve une autre déportée stéphanoise, Suzanne Siveton, enseignante, prise à la grotte de la Luire et déportée à Ravensbrück. Nous nous confions nos impressions de joie et de tristesse mêlées. Joie du retour, tristesse en pensant à tous ceux que nous avons laissés là-bas. Saint-Étienne, les enfants des écoles nous font une haie d'honneur. Le haut-parleur annonce nos noms, notre camp : Ravensbrück, Buckenwald. Un frère des écoles chrétiennes franchit la haie d'honneur, saute par-dessus les barrières. Je me jette dans ses bras. C'est mon frère Pierre...

Mon témoignage s'achève. En me relisant, j'ai l'impression de n'avoir rien dit : difficulté de raconter, de transmettre. Tout ou rien. Tout c'est beaucoup et cela se résume difficilement. Je comprends certains de mes camarades déportés pour qui ce n'est rien, préférant le silence plutôt que le risque de n'être ni crus ni compris.

Maurice Falissard

II

La libération des camps de prisonniers de guerre et des STO

EN AVRIL 1945, ON REVIENT D'ALLEMAGNE

Dès que le colonel commandant le régiment américain aperçut dans le champ de sa jumelle la forteresse de Cölditz, il jugea, en militaire orthodoxe, qu'elle commandait la défense de la vallée de la Mulda. Il pensa qu'il fallait un copieux bombardement aérien pour neutraliser les occupants et il s'appêtait à passer une demande auprès de l'aviation lorsque, de son propre aveu, il poussa une énergique exclamation : le drapeau français flottait sur la forteresse. C'était évidemment assez inattendu mais ce colonel n'était pas au bout de ses surprises.

En avril 1945, le château fort de Cölditz avait de nombreux pensionnaires bien gardés. Un seul, professeur d'éducation physique, avait réussi à s'en évader en sautant au-dessus des barbelés. Depuis, passé le pont-levis, aucun officier n'en était ressorti. Des mines doubliant l'important réseau de fils barbelés et les occupants vérifiaient parfois leur sensibilité en laissant tomber par "inadvertance" une poubelle qui généralement déclenchait une belle explosion.

Les plus anciens, en avril 1945, installés avec un certain confort, étaient les Anglais, dont un général bedonnant qui, curieusement, n'exerçait pas les fonctions de doyen vis-à-vis des Allemands. Un major avait officieusement une fonction importante ; celle du trafic avec les gardiens, dont nous constaterons plus tard les étonnants résultats. Parmi eux figuraient d'éminentes personnalités :

DAWICK EARL HAIG,
EARL of HOPETOWN (fils du vice-roi des Indes, actuellement gouverneur général du Canada) ;
Master of ELPHIMTOWN (neveu de la reine) ;
Viscount LASELLES, neveu du roi ;
Gil ROMILLY, neveu de Churchill ;
Michaël ALEXANDER, neveu du général Alexander de Hanul ;
WINANT, fils de l'ambassadeur des États-Unis à Londres.

Quelques Français faisaient "popote" avec les Britanniques, dont le commandant Puchois, fait prisonnier à Bir-Akeim, cité par le général de Gaulle dans ses mémoires. Il nous fit une conférence dans un couloir, faute de mieux, et nous écoutâmes passionnément le récit de cette bataille. Nous recevions parfois la visite du capitaine Berger (camarade de M. Neuwirth) qui avait participé au raid des parachutistes sur un aérodrome en Crète. Plus de trente avions furent détruits au sol ! Prisonniers, ces héros avaient été reçus par les officiers aviateurs allemands, appréciant comme ils devaient ce fait d'armes.

Un jeune lieutenant, capturé du côté de Sienna, nous étonnait beaucoup en prédisant le succès du parti de M. Bidault... Sa tenue anglo-saxonne, son allant, nous faisait entrevoir une autre armée que celle de 1940. Enfin, un colonel américain, condamné à mort, complétait ce contingent des alliés.

Trois généraux français habitaient deux petites chambres, parmi eux le général Buisson, alerte et aimable, ancien instituteur, devenu sous-chef d'état-major de l'armée, et le général Denne.

Après l'évasion du général Giraud, ils avaient été transportés de Königstein à Cölditz mais les SS avaient assassiné un quatrième général sous le prétexte d'une tentative de fuite... à son âge ! Il y eut plus tard un procès à Nuremberg sur cette bien triste affaire.

Avant de parler du dernier détachement français, signalons des prisonniers dont l'héroïsme avait fait l'admiration du monde entier. C'étaient les derniers défenseurs de Varsovie, sauvés du massacre par un ultimatum anglais qui promettait l'exécution d'otages si ces Polonais n'étaient pas traités en prisonniers de guerre. Ils le furent. Leur chef prestigieux, le général de division KOMOROWSKI BOR se promenait chaque matin dans la petite cour au pavement en pente, un simple calot brodé sur la tête.

Voici la liste de ses compagnons :

Général de brigade PELCZYMSKI, chef d'état-major ;
Général de brigade KOSSAKOWSKI ;
Général de brigade SAWICKI ;
Général de brigade SKOCZYNSKI ;
Général de brigade CHRUSCIEL, commandant la région de Varsovie ;
Colonel OSMOCKI ;
Lieutenant-colonel ZDANOWICZ ;
Colonel adjoint POLUBINSKI ;
Colonel JANKOWSKI ;
Lieutenant HERMEL ;
Sous-lieutenant WOJTOWICZ ;
Sous-lieutenant Dr CHORZENSKI, médecin.

L'un d'eux nous fit le récit de ses combats, d'une violence inouïe, sous les ruines, se poursuivant dans les égouts de Varsovie. Nous dûmes promettre de ne prendre aucune note, le général Bor se réservant le droit de publier ce récit après la guerre ; c'est d'ailleurs ce qu'il advint.

Il faisait partie du gouvernement polonais de Londres. On sait hélas la suite. Mais à l'époque, nous avions un de nos camarades journaliste à *l'Echo d'Alger*, qui pestait contre cette exclusivité car il avait une occasion unique d'un article sensationnel.

Enfin, un détachement provenant d'Oflag 4 D était venu après une marche de quelque 140 km renforcer l'occupation de la forteresse. Pour les derniers arrivants, il y avait peu de place, pas de lit, et l'entassement était assez pénible. Dans notre chambre, nous disposions, le soir, de 47 cm chacun sur un lit de paille... un peu juste, mais il n'y avait pas d'obèses, ni de gras, depuis longtemps.

L'accueil des anciens occupants avait été correct mais froid et le climat devenait rapidement peu cordial car les premiers disposaient de réserves importantes de vivres. Après la grande marche, les nouveaux venus avaient faim et devaient se contenter de la ration ordinaire. Nous étions évidemment très loin du régime des camps de déportés, mais la faim suggère de mauvaises idées. On entendait des théories nouvelles (mais vieilles comme le monde) sur le partage raisonnable des biens et sur l'égoïsme des nantis.

Un industriel du nord de la France, bien connu, recueillait les recettes des spécialités culinaires en attendant mieux. Et à chaque distribution de soupe de blé décortiqué, on murmurait, on criait même que la louche des cuisiniers anglais plongeait dans la marmite à une profondeur variant suivant les nationalités. Il fallait faire quelque chose, et nous eûmes un officier délégué aux cuisines : le capitaine Lavoine, non pas choisi à cause de son nom, mais pour son énergique langage.

Cela valut à notre chambre une visite exceptionnelle ; le Viscount Laselles, neveu du roi, vint discuter avec le capitaine Lavoine et boire un dernier Nescafé, un jour assez singulier : un obus de char américain pénétra dans la chambre voisine et interrompit la discussion avec le Viscount Laselles.

Quelques années après, le roi George VI se rendant en Afrique du Sud, avait un secrétaire particulier, un certain Viscount Laselles, le même sans doute que nous avons connu,

La libération approchait, les communiqués de l'OKW et plus encore ceux reçus par les postes clandestins, nous renseignaient parfaitement.

Le 13 février 1945, nous eûmes une tragique impression du bombardement de Dresde, pourtant assez lointain : ciel illuminé et surtout souffle tellement puissant que notre porte de chambre s'ouvrait et battait fortement.

Dès le lendemain, nous apprîmes le bilan provisoire : 200 000 morts et parmi eux plusieurs prisonniers français. Ce bombardement d'une ville ouverte fut discuté et non approuvé par tous. D'autres que moi ont beaucoup écrit là-dessus.

Un dimanche matin, j'étais de service de guet sous une lucarne du toit et avec mes camarades, nous vîmes les premiers éléments américains... mais le drapeau français était déjà sur la plus haute tour. En prévision d'une erreur d'objectif, euphémisme des grands chefs, les doyens des détachements s'étaient réunis pour prendre certaines dispositions. On partagea les caves profondes de la forteresse, les plus sûres aux premiers occupants. Les murs étaient si épais qu'il fallait effacer toute jalousie. Puis on convint de signaler l'Oflag... Et c'est là qu'un problème diplomatique se posa, car le lieutenant-colonel allemand, commandant la forteresse, avait encore son mot à dire. Aucun drapeau d'une nation en guerre ne devait flotter sur un château gardé par les forces allemandes, pas de drapeau blanc et l'offre d'un officier polonais fut repoussée avec énergie. L'heure française était arrivée. Nous avions comme camarade le chef d'escadron de Minvielle qui, en 1938, avait serré la main d'Hitler ! Il faisait partie de l'équipe olympique d'équitation et je crois du cadre noir de Saumur. Il avait confectionné un drapeau tricolore et proposa de le hisser sur la tour. Après quelques minutes de réflexion, le lieutenant-colonel allemand accepta mais pour bien marquer sa décision, il ordonna à un sous-officier, stupéfait, de monter avec le commandant de Minvielle pour l'aider à placer le drapeau. Grâce à cet officier, qui n'en tirait aucun orgueil, un bombardement meurtrier fut évité.

Les Britanniques supportèrent le succès des Français et de leur drapeau, mais pour rétablir l'équilibre des prestiges, ils installèrent calmement un poste récepteur, avec antenne, dans la cour du château, sous nos yeux étonnés. Le capitaine-adjoint allemand ne réagit que faiblement. On murmura qu'il était au courant... et il vint lui aussi aux informations.

Nous observions pendant ce temps le régiment américain s'avancer en colonne de jeeps, se suivant, très imprudemment à notre avis, à quelques mètres.

Un faible détachement allemand défendait le pont de la Mulda. Après quelques coups de canon, deux ou trois morts... et une heure d'attente, un caporal américain arrivait dans l'avant-cour de la forteresse. Les gardiens s'apprêtaient à lui rendre les armes, mais il était surtout accueilli par des hurlements de joie.

Cependant, une consigne fut immédiatement donnée en raison du nettoyage des alentours, il fut interdit de sortir.

La veille, les prisonniers avaient dormi dans les caves. Je ne pus résister à l'envie de dormir avec plus de 45 cm de litière.

Je remontai dans la chambre vide et fus rejoint par un camarade, très étonné d'avoir été précédé : c'était le capitaine Lavoine. Nous échangeâmes avant de nous assoupir quelques propos sur l'attitude de certains camarades et sur l'action du groupe "Résistance" auquel il avait appartenu. Nous fûmes pour tous très indulgents..

Nous assistâmes de notre fenêtre du couloir à la reddition des gardiens. Il y eut une scène, qui fut jugée suivant les idées de chacun : un soldat allemand excité sortit du poste le portrait du Führer, le piétina devant tous ses camarades muets et lança des insultes... Était-ce courage ou lâcheté devant les vainqueurs ?

Entre-temps, notre général doyen avait pris contact avec les libérateurs. Un *Te Deum* fut organisé. Croyants et incroyants étaient présents dans la chapelle du château, et les chants avaient à peine commencé lorsque une sorte de Tartarin 1945 entra, casque avec résille, chapelets de grenades, mitraillette : c'était le colonel commandant le régiment américain, originaire de la Louisiane. À la fin de la cérémonie, on se rassembla dans la cour, il nous fit un petit discours en français chantant de cette ancienne possession française. Si sa tenue nous laissait perplexe, que devait-il penser de la nôtre, qui datait de 1940, vraiment !

Il était très jeune, 35 ans environ, avec dans les yeux la malice d'un gamin. On le vit, deux jours plus tard, dans une rue de Cölditz, charger sa jeep de sabres sans valeur qui ornaient une quelconque salle d'armes... trophées quand même à ses yeux.

Un commando ramena un gros porc, réquisitionné. Les affamés se réjouirent, mais les cuisiniers britanniques firent bouillir cette viande trop fraîche et on nous distribua de gros morceaux de lard translucide, peu appétissants. On pensait au retour. Trois jours encore d'attente, avec une promenade dans la ville déserte. Des otages contre un mur, les mains en l'air, remplaçaient les gardiens de l'entrée. Il y avait eu un médecin américain tué par un civil. Enfin, nous reçûmes l'ordre de faire des bagages légers... c'était facile. Une colonne de camions devait nous emmener sur l'aérodrome de Kolèda.

Le chef de convoi se présenta : un jeune sous-lieutenant avec un foulard colorié, retenu par un anneau doré autour du cou, surnommé Jimmy, descendant d'indien. Ses chauffeurs noirs firent démarrer les camions comme s'ils transportaient des sacs de ciment. Sur la route bordée d'arbres nous évitâmes de justesse la décapitation, et les virages sur deux roues paraissaient un jeu familier. Cependant, au bout d'une heure de trajet, quelques officiers s'émurent car, grâce au soleil, il était facile de constater que nous allions droit vers l'est... Il fallut longuement parlementer avec Jimmy, qui examinait une carte routière avec méfiance, ayant plus l'habitude de conduire les chevaux de sa tribu dans les grands espaces de l'Ouest que ses chauffeurs noirs sur les routes d'Allemagne. Finalement, un capitaine ayant vécu aux USA et de surcroît artilleur, arriva à démontrer à Jimmy que Kolèda n'était pas à l'est, Il était plus que temps ! Nous passâmes une mauvaise nuit dans une usine détruite, tandis que les chauffeurs noirs se régalaient en buvant des bouteilles de schnaps. Vers 7 heures du matin, Jimmy, visiblement fatigué par les libations, faisait route vers l'ouest. Nous arrivâmes sur l'aérodrome... Hélas, les avions étaient partis. Encore une nuit dans les baraquements. Les rations américaines sont excellentes et détraquent tous les estomacs. Les avions Dakotas reviennent enfin et nous nous envolons dans un ciel splendide en formation de guerre. Le Rhin paraît un petit ruisseau. Au-dessus du Bourget, la route des 60 avions de la formation commence un dégageement en feuilles mortes. Cela fit une petite sensation.

Nous étions depuis Kolèda séparés des Anglais qui, une fois de plus, nous avaient étonnés. Au milieu d'eux pique-niquait, avec une popote britannique, le capitaine allemand de Cölditz, adopté comme prisonnier d'honneur en raison des services rendus... Il fallait voir la tête de nos camarades. Quant aux prisonniers de marque, Polonais et aussi otages britanniques, américains, ils n'avaient pas connu les joies de la libération de la forteresse car le 12 avril, ils avaient été transportés à Eger, en Tchécoslovaquie, par cars spéciaux.

En moins de trois heures, nous subissions quand même un petit choc, de la forteresse au-dessus du Bourget nous atterrîmes sur la terre française avec les honneurs rendus sans conviction par un détachement de troupe qui, visiblement, était de corvée. Des camions nous firent traverser Paris à l'accueil sympathique. À la gare d'Orsay, les formalités administratives furent rapides. Puis une halte dans un grand cinéma pour nous passer une série de films qui firent songer à nos camarades à une propagande récente et trop connue.

Ceux qui retrouvaient la France après cinq ans de captivité pensaient à tout autre chose qu'aux officiels de l'heure, fussent-ils glorieux, Un civil nous hébergea et le lendemain, je me rendis avec

un camarade à l'hôtel *Continental* siège du PC du général Koeltz, chargé des affaires allemandes (ce général avait commandé le corps d'armée d'Alger et surtout avait été le chef du 2^e Bureau français).

Dans l'ascenseur, un lieutenant-colonel fit une drôle de mine... C'était un lieutenant de notre camp qui avait été libéré dans des conditions très discutées. Il nous quitta dès le 1^{er} étage et nous comprîmes que certains savaient coudre les galons et se blanchir. Le chef de cabinet du général KOELTZ nous reçut cordialement. Nous assistâmes à une scène très pénible : une dirigeante de la Croix-Rouge venait demander une audience pour sauver son mari, libéré par les Américains, mais très malade. Le ministre, paraît-il, boudait, puisque le général de Gaulle avait quelques difficultés avec Eisenhower... Le chef de cabinet du général eut ce mot cruel : "Si les petits imitent les grands, ils les singent mal."

Enfin, le train nous emporta ; partout nous étions fêtés. À Montbrison, le président Faugère et ses camarades avaient bien fait les choses. Après tant d'années, je leur garde beaucoup de reconnaissance. Certains prisonniers allaient retrouver leur foyer détruit, mais tous devaient pleurer, de peine ou de joie, car lorsqu'une petite fille qui ne vous connaît pas vient au devant de vous et vous tend les bras la gorge se serre si fortement que je m'arrête pour en rêver, puisque comme disait Kipling, ceci est vraiment une autre histoire.

Voilà comment, en avril 1945, certains sont revenus de la forteresse de Cölditz...

André Masclé

MON RETOUR DE CAPTIVITÉ

J'ai été fait prisonnier le 31 mai 1940 à Lille, Je ne vous raconterai pas les péripéties de mes débuts de captivité, toujours est-il que je me suis retrouvé affecté dans une ferme le 1^{er} juillet 1940, dans une petite localité d'une vingtaine d'exploitations plus ou moins importantes. C'était dans la province de Silésie, aujourd'hui territoire polonais. Je faisais partie du stalag VIII C. J'étais à 10 km à l'ouest du fleuve Oder, à 70 km de l'ancienne frontière polonaise, à 50 km de la Tchécoslovaquie.

Inutile de vous dire qu'une tentative d'évasion dans ce lointain pays était peine perdue. Un camarade a tenté le coup avec une boussole, une musette pleine de biscuits de guerre, quelques conserves et du chocolat. Deux mois après, il nous a fait parvenir de ses nouvelles : résultat négatif. Malade et épuisé, il s'était rendu aux autorités.

Dans ce petit village, nous étions de quinze à vingt prisonniers français à cultiver la terre, assez riche d'ailleurs dans cette région. Nous étions en contact direct avec la population. Entre nous, prisonniers français, existait une grande camaraderie mais avec les Allemands, le climat était plutôt tendu. Quand on se plaignait de la longueur de la captivité, ils nous répondaient : "C'est bien vous qui nous avez déclaré la guerre le 3 septembre ?" Que répondre ? Nous faisons un peu de résistance moralement quand nous leur disions qu'ils allaient perdre la guerre. Parfois cela allait plus loin quand un prisonnier mélangeait un peu de limaille de fer à la graisse pour lubrifier les roulements de la batteuse.

Puis vint la retraite de Russie et l'avance des Soviétiques jusqu'au bord de l'Oder. Le 23 janvier 1945, on entendait gronder le canon à l'est. À midi le maire du pays passe dans les maisons pour dire aux habitants de se préparer à évacuer à la tombée de la nuit,

Il aurait fallu un cœur de pierre pour ne pas s'apitoyer sur le sort de mes patrons. En effet, la veille, mon patron qui avait été blessé par une grenade sur le front russe, était revenu chez lui, aveugle. Il a fallu préparer le chariot dans lequel j'ai entassé de la farine, de la viande de porc, du pain, les bijoux de la famille, tout ce qu'il y avait de précieux. Il a fallu encore fabriquer un attelage pour mettre une calèche en remorque au chariot. Dans la calèche sont montés la femme, la belle-mère de mon patron, sa fille âgée de six ans et lui qui n'y voyait plus.

À la nuit tout le village est parti, en convoi, en direction du sud. Il faisait très froid, moins vingt degrés. Il y avait de la neige. Les chevaux peinaient pour tirer les chariots dont les roues crissaient sur la neige gelée. Pas un nuage, un clair de lune éblouissant. Ce qui m'a le plus frappé et dont je garderai toujours la vision, c'est un grand rond autour de la lune, comme une voie lactée, et dans ce rond comme une sorte de croix avec l'astre au milieu. J'ai demandé à des gens âgés du groupe ce que cela signifiait. Ils m'ont répondu que c'était le signe de grands malheurs et qu'ils avaient déjà vu ce phénomène en 1918.

Je n'ai accompagné le convoi qu'une nuit. Le lendemain je me suis mis avec un commando de prisonniers français. Ils évacuaient, eux aussi, les rives de l'Oder, Je me suis joint à eux, avec quatre de mes camarades car je craignais que les avions russes bombardent les colonnes de civils. Par la suite j'ai regretté ce geste. Le groupe que j'avais rejoint n'a été libre que trois ou quatre jours. Ensuite nous avons été repris en charge par des soldats allemands et plus ou moins malmenés.

Après cela nous avons fait un parcours de 550 km, à pied bien sûr à travers les provinces de Silésie, de Saxe et de Thuringe. Nous couchions, soit dehors : terrains de sport ou parcs à bestiaux, soit dans des usines désaffectées, des granges ou des hangars à paille, toujours sous la garde vigilante de soldats allemands armés.

Le ravitaillement n'arrivait pas tous les jours. Parfois nous avions un demi-litre de soupe de choux ou de légumes et souvent de la pulpe de betterave à sucre cuite à l'eau. En principe on avait un pain de seigle de 1,5 kg pour huit avec une boîte de poisson pour neuf ou un peu de margarine. Nous étions environ mille hommes à vivre ainsi.

Du 28 février au 10 mars nous restons dans un camp : le stalag IX C à Bad Sulza, en Thuringe. Pendant dix jours nous dormons dans une usine désaffectée, si serrés que nous ne pouvons pas nous étendre, dans une saleté et une poussière effroyables. Puis nouveau départ à pied pour aller travailler en commando en direction de l'ouest, Nous avons encore parcouru 115 km. Lorsque nous nous asseyions pour une petite halte nous avons tous des vertiges au moment de repartir tellement nous étions affaiblis. Les derniers kilomètres ont été parcourus en train, un trajet de deux heures et demie pour arriver enfin dans un commando où il y avait déjà vingt Français.

Je suis à nouveau dans une ferme où de braves paysans, un couple déjà âgé, sont, avec moi, d'une gentillesse exceptionnelle. Ils me considèrent comme leur fils, sans pourtant me connaître. Il faut dire qu'ils sont démoralisés n'ayant aucune nouvelle, depuis trois mois, de leurs trois fils mobilisés.

À partir du 20 mars nous entendons toujours tonner le canon. Les alertes se répètent. Le grondement se rapproche de jour en jour, venant de l'ouest. Enfin le mercredi 4 avril à 14 h 30, passe sur la route une colonne de sept ou huit blindés américains suivis d'une multitude de jeeps. Nous n'avions encore jamais vu ce véhicule. Aucun coup de feu n'a été tiré parce qu'un grand drapeau blanc avait été hissé par les autorités du village au sommet du clocher. La plupart des fenêtres ont aussi des drapeaux blancs.

Tout le monde est heureux, même la population civile qui en a assez de cette longue guerre. Les prisonniers français sont émus devant leur local. Un gars de chez nous entonne la Marseillaise que tout le monde reprend à pleins poumons, dans un garde-à-vous impeccable. Aussitôt après nous apprenons qu'un Allemand nazi a promis de faire sauter notre "Lager" (local) alors, à la tombée de la nuit, nous veillons. Il y a même un tour de garde établi jusqu'au jour.

Le jeudi 5 avril, dans la matinée, un autre groupe de dix blindés traverse le village sans s'arrêter. Vendredi 6, nous allons travailler dans nos fermes respectives en attendant l'armée américaine qui arrive l'après-midi.

En une demi-heure, les soldats américains font évacuer les maisons qui leur plaisent pour s'y installer et ne ménagent pas du tout la population. Ils fouillent les caves et réquisitionnent les vins ou liqueurs sous la conduite des prisonniers français qui sont là depuis longtemps et qui connaissent les bonnes maisons,

Il nous est interdit de travailler, nous allons à la ferme seulement pour manger. Des soldats américains nous ont amené un poste de TSF, pris chez un Allemand et nous prenons beaucoup d'informations venant de France. La radio nous donne des indications concernant les prisonniers français : "Restez groupés, ne prenez pas la route isolément". Nous patientons donc mais nous trouvons le temps long et nous avons hâte de retrouver la France.

Samedi 21 avril nous réquisitionnons un paysan avec un chariot et ses chevaux pour nous emmener à une quinzaine de kilomètres. Puis nous sommes pris en charge par la police américaine qui nous embarque dans des camions jusqu'à Mayence où il y a un centre d'accueil pour les prisonniers. La ville de Francfort est entièrement démolie, rares sont les maisons habitables. Nous arrivons à Mayence, entièrement détruite aussi, surtout avant de traverser le Rhin. Plus de ponts debout. Nous ressentons un soulagement après avoir traversé le fleuve. On se sent un peu séparé de l'Allemagne.

De Mayence, nous allons en train jusqu'à Thionville où je dois accomplir les formalités pour le rapatriement. Je suis à Thionville le jeudi 26 avril 1945. La route du retour est longue puisque je n'arrive à Montbrison que le 29 avril 1945.

Jean Chambon

STO : RETOUR EN ARRIÈRE

Dans le livret *Village de Forez* : "STO Auschwitz Königstein", édition 2002, j'ai raconté l'odyssée des 2 500 Français travaillant dans cette sinistre ville. Je faisais partie des derniers arrivés : les 700 issus des Chantiers de jeunesse. Débarquant le 1^{er} juillet 1943 au camp français d'Auschwitz, nous n'avions jamais entendu parler de cette localité, et l'image "camp de concentration" était pour nous assez vague.

Très vite nous avons été mis au courant. D'abord par les camarades arrivés quelques mois avant nous. Mais surtout notre contact quotidien sur le chantier avec les déportés juifs de ce triste camp nous a rapidement ouvert les yeux sur l'horrible réalité de leur vie. C'étaient les déportés des camps Auschwitz III, de Monowitz. Nous construisions ensemble l'immense usine de produits chimiques : IG Farben.

Beaucoup étaient français. Ils racontaient leur arrestation, leur "transport" en wagons à bestiaux, durant des jours, sans eau ni ravitaillement. Puis avait lieu le tri sur la rampe de Birkenau : les moins de 15 ans et les plus de 45 ans étaient envoyés aux soi-disant douches, en réalité aux chambres à gaz puis aux fours crématoires. Au bout de quelque temps nous étions bien au courant. Et en mai 1944, à l'arrivée massive des Juifs de Hongrie, les fours ne suffisaient plus. Alors on brûlait les cadavres dehors en tas arrosés d'essence. Je ne l'ai pas vu, mais chacun de nous a pu sentir l'odeur de la chair brûlée que les vents rabattaient vers notre camp.

En janvier 1945 approche le flanc gauche de l'armée rouge avec le général Koniev. Les Allemands, voulant garder leur main-d'œuvre, ordonnent l'évacuation de tous les camps. Le 18 janvier, allant au travail (?) pour la dernière fois sur un chantier bouleversé par les bombardements, nous constatons l'absence des déportés juifs, les "pyjamas" comme nous disions. Quand sont-ils partis ? Comment ? Pour aller où ?... Mystère...

Nous avons ordre d'évacuer à notre tour le soir du dimanche 21 janvier, à pied, chargés de : nos sacs, avec quelques vivres. Il fait moins vingt, moins vingt-cinq. Il a neigé abondamment : la bise a accumulé des congères et a nivelé le terrain. Nous partons, les 2 500 Français, moins ceux qui se camouflent, répartis en petits groupes. Les jeunes des Chantiers restent disciplinés, marchant devant au grand complet, et en ordre. Mais les autres ?... On est vite perdu et étouffé dans cette fuite générale, cette masse d'hommes de diverses nationalités. Imaginez ces longues théories s'étirant en accordéon sur 3 ou 4 kilomètres. Beaucoup ne pourront pas suivre et perdront la colonne. Triste spectacle : la fatigue, le poids du sac, le froid, la faim mais surtout la soif due à la transpiration sont durs à supporter.

Et nous allons marcher de minuit à 17 heures sur 40 kilomètres, suant, ahanant, maugréant contre tous et contre tout, mais soutenus par la pensée que "chaque pas nous rapproche de chez nous". Heureusement le temps couvert empêche la venue de l'aviation. Pendant les trois premiers jours tout le groupe des Chantiers a suivi la même route jusqu'à la dislocation inévitable de cette longue procession.

Qu'avons-nous vu ? Pas tous le même spectacle. Je laisse le soin à trois camarades de raconter ce qu'ils ont, eux, découvert. Ce sont Jean, Bernard et Max, ce dernier, malade, avec des gelures aux pieds. Nous sommes le deuxième jour de notre exode entre Bielitz (Bielsko-Biala) et Zarzetch. La

veille nous avons avalé plus de 40 kilomètres. Nous en prévoyons 20 pour ce 23 janvier. Voici une page du récit de Max Lacourt ¹⁰⁷ :

Les heures s'écoulaient aussi lentement que notre flot humain. Elles eussent été seulement marquées par la morosité si la curiosité naturelle de Bernard ne nous avait fait découvrir l'horreur. Intrigué par des monticules apparemment de neige, de dimensions différentes répartis le long d'un axe d'une orientation semblable à notre route, il s'en ouvre à nous.

- Dites donc, tous les deux, vous êtes un peu groggy, mais vous voyez bien comme moi ces monticules parsemant certaines parties de la plaine, tous orientés dans la même direction.

Il est vrai que comme tout un chacun, notre vivacité brille par son absence. Jean somnole en marchant, j'ai d'ailleurs par moment l'impression que l'appui que je prends sur son bras gauche contribue par mon balancement de marche à le maintenir éveillé. Au nom des deux, je rétorque :

- Prends mon bâton et va gratter la neige de l'un d'eux, ta curiosité sera satisfaite.

S'éloignant d'une cinquantaine de mètres sur notre gauche, il se met à fouiller la neige et nous appelle :

- Allez, ramenez-vous, venez voir.

Le laps de temps mis à le rejoindre a été employé à la poursuite de son travail. C'est avec stupéfaction et horreur que [nous découvrons] sous la neige deux corps enchevêtrés habillés du pyjama des déportés [qui] gisent. Finissant le dégagement des corps, guidés par la mare de sang gelée dans laquelle reposent leurs têtes, nous constatons qu'ils ont été abattus d'une balle dans la nuque.

Nous déplaçant vers un autre monticule de même taille situé à quelque distance [nous découvrons] un autre corps de déporté. Il a subi le même sort.

Ces macabres découvertes semblent confirmer que la route que nous suivons correspond, au moins dans cette partie du parcours, au trajet imposé par les SS aux prisonniers des Konzentrationslager d'Auschwitz. Ayant quitté Auschwitz le 17, ces découvertes horribles nous prouvent que la rumeur ayant circulé dans notre camp est au moins en partie erronée. Celle-ci faisant état de leur départ par voie ferrée.

Les malheureux dont nous venons de découvrir les corps devaient être épuisés, ralentir la progression de leur colonne d'évacuation. Ils ont été froidement abattus par les SS.

Quand [une] certaine presse se fait complice de ceux qui nient l'existence de Konzentrationslager, des fours crématoires [alors que] nous avons vécu baignés certains jours, suivant la direction du vent, dans cette atroce odeur des chairs brûlées, des atrocités commises par les SS, j'en suis écœurée. Si la liberté de la presse est inséparable de la liberté tout court, que fait-elle de la règle d'or du journaliste : "Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres."

Nous sommes tous passés au même endroit ce 23 janvier. Trop occupés à marcher, à ne pas se couper de la colonne, nous luttons contre le froid et la fatigue. Nous frappons aux portes pour solliciter quelque boisson chaude chez les paysans polonais toujours accueillants aux Français. À ma connaissance aucun de nous n'a remarqué les petits monticules de neige à notre droite ou à notre gauche.

Le témoignage des trois camarades confirme ce que nous apprendrons par la suite : l'exécution d'une balle dans la nuque de ceux qui ne pouvaient pas suivre. Sans doute les trois jeunes en ont-ils parlé dans leur entourage immédiat. Je ne l'avais pas entendu dire. Il est vrai que d'autres problèmes

¹⁰⁷ Max Lacourt, adjoint au chef Toupet, responsable du groupe de Jean Chassagneux en 1945 ; page tirée de ses notes dactylographiées en 3 livrets, livret n° 2 : "Le départ de Lager II, Buchenwald West, camp français Napoléon".

vont vite nous assaillir. C'est le 24 et le 25 janvier 1945 que beaucoup de petits groupes, dont le mien, perdront malencontreusement la colonne dans la cohue générale. Ils finiront heureusement par se retrouver dix jours plus tard. L'ensemble sera reconstitué mais avec des manquants...

J'ai pensé que la publication de cette page écrite par mon camarade avait sa valeur et son intérêt. Elle ajoute une pièce au puzzle de la construction de l'histoire. Elle illustre à nouveau un pan de la tragique marche à la mort des malheureux concentrationnaires des sinistres camps d'Auschwitz... et d'ailleurs.

Jean Chassagneux

Cahiers de *Village de Forez*

consacrés à la guerre et à la Résistance

Gérard Aventurier, *Des instituteurs de la Loire au STO*, 1997.

Albert Cellier, *Des STO de la Loire dans la tourmente*, 1998.

Roger Briand, *Antoinette, résistante, épouse exemplaire du Commandant Marey*, 1999.

Albert Cellier, *La guerre en Forez-Velay*, 2000.

Roger Briand, *Mémoires d'Adrien, itinéraire d'un maquisard FTP*, 2000.

Antoine Cuisinier, *Marguerite Gonon témoigne... (la Résistance à Arthun, Guy de Neufbourg)*, 2000.

Jean Chassagneux, *STO, Auschwitz-Königstein (1943-1945)*, 2002.

Joanny Patard, *Journal du STO, un vigneron de Boën à Linz Donau (Autriche)*,
présentation et notes d'Antoine Cuisinier, 2004.

Joseph Vente, *Cinq ans prisonnier en Allemagne (1940-1945)*, 2005,
préface d'Henri Clairret.

(ouvrages disponibles au Centre social de Montbrison)

Les *Cahiers de Village de Forez*

n° 62, avril 2009

Siège social : Centre Social, 13, place Pasteur, 42600 Montbrison

Directeur de la publication : Joseph Barou.

Rédaction : Joseph Barou, Maurice Damon, Claude Latta.

Comité de rédaction : Geneviève Adilon, Daniel Allézina, Gérard Aventurier, Joseph Barou, Maurice Bayle, Claude Beaudinat, Gérard Berger, Danièle Bory, Roger Briand, Albert Cellier, Pascal Chambon, Jean Chassagneux, Antoine Cuisinier, Maurice Damon, Pierre Drevet, Thérèse Eyraud, Roger Faure, Jean-Guy Girardet, André Guillot, Jean Guillot, Thierry Jacob, Joël Jallon, Marie Grange, Muriel Jacquemont, Claude Latta, Stéphane Prajalas, Jérôme Sagnard, Alain Sarry, Pierre-Michel Therrat, Gérard Vallet.

Dépôt légal : 2^e trimestre 2009.

ISSN : 0241-6786

Impression : *Gravo-clés*, 65, rue Tupinerie, 42600 Montbrison.